

► **VUE
D'ENSEMBLE**
DES RELATIONS
ÉCONOMIQUES
ENTRE LE
CANADA
ET LA
THAÏLANDE

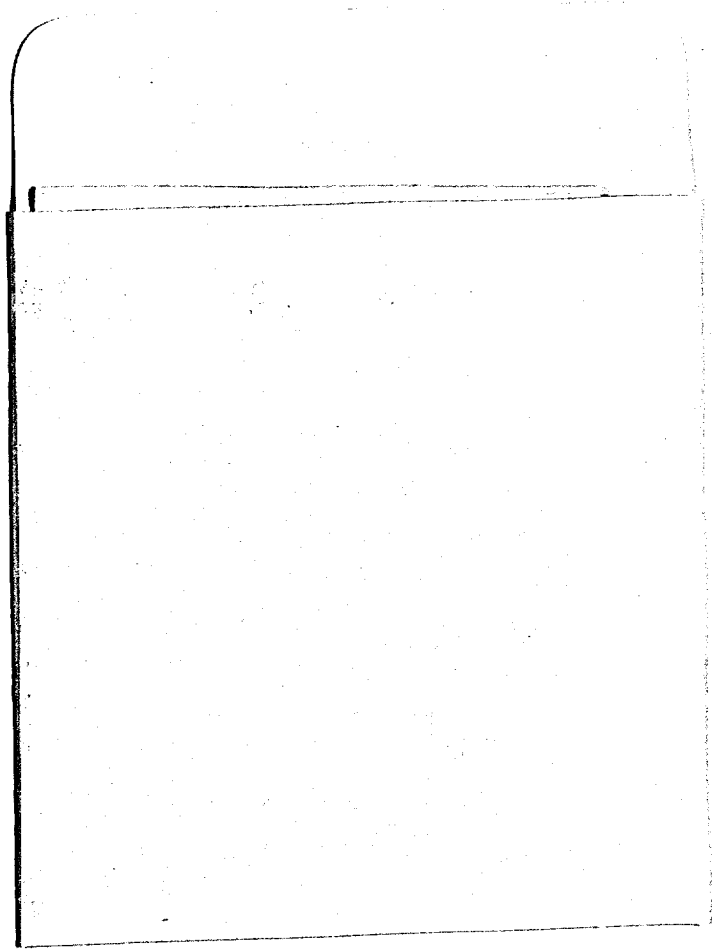


Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

Canada

LIBRARY E / BIBLIOTHEQUE A E

3 5036 20013449 5



**VUE
D'ENSEMBLE**
DES RELATIONS
ÉCONOMIQUES
ENTRE LE
CANADA
ET LA
THAÏLANDE

Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada
Secteur de l'Asie et du Pacifique

Édition 1992



Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*

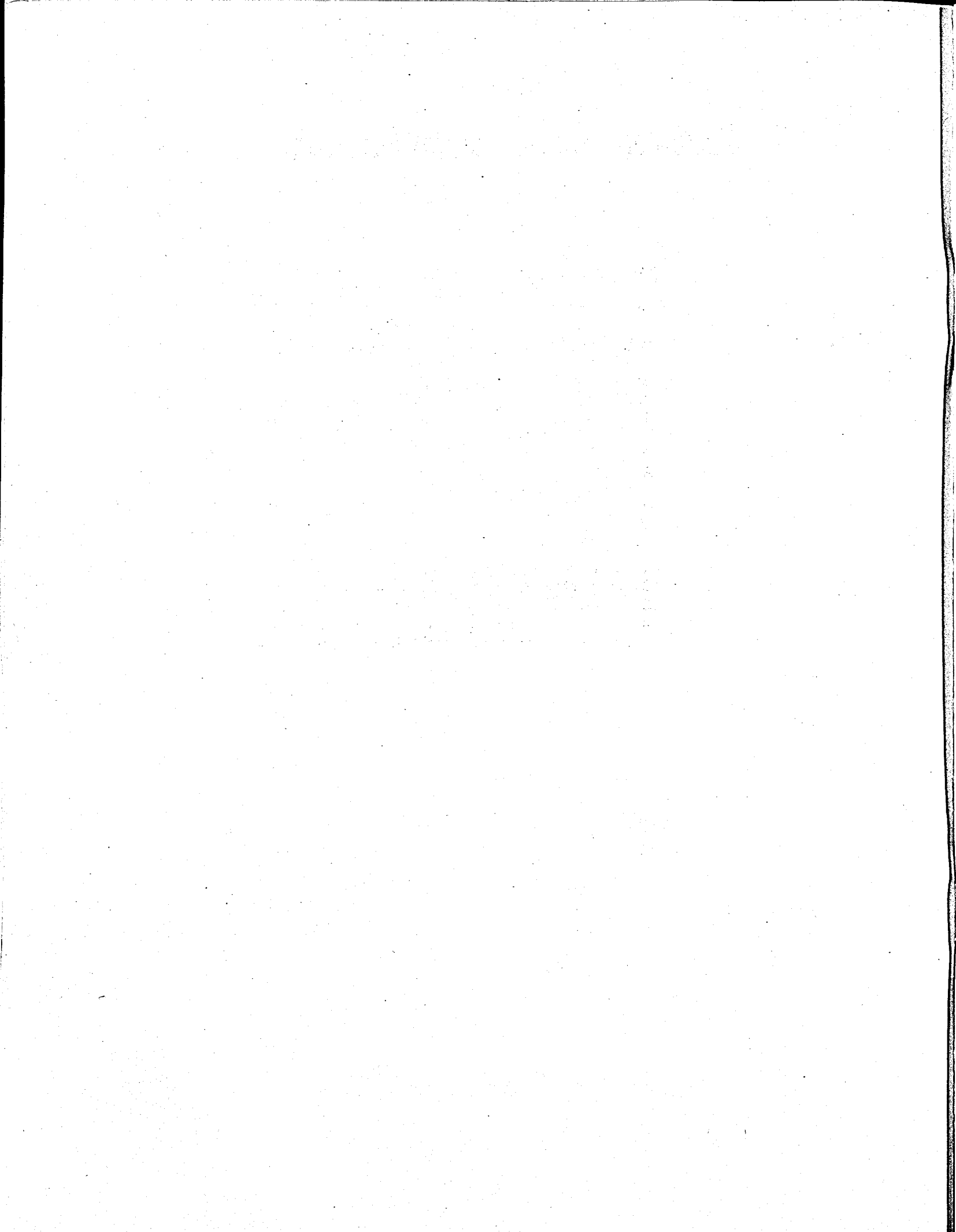


Table des matières

Préface : Aperçu général de l'ANASE	5
1. Introduction	13
2. Les faits économiques récents en Thaïlande.....	15
3. Les relations commerciales	
Canada-Thaïlande	17
3.1 Le commerce international de la Thaïlande	17
3.2 Le commerce Canada-Thaïlande	19
3.3 Efforts de commercialisation des exportations	23
3.4 Le financement des exportations.....	24
4. Aide au développement	25
4.1 Le programme bilatéral.....	25
4.2 Programmes spéciaux	27
4.3 Programme Canada-ANASE.....	27
4.4 Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	27
5. Cadre de la coopération.....	28
5.1 Accords et ententes Canada - Thaïlande.....	28
5.2 Autres domaines de coopération.....	29
5.3 Activités des provinces en matière de coopération	32
6. Conclusion.....	34
Annexe A	
Coentreprises entre le Canada et la Thaïlande	35
Annexe B	
Adresses utiles	38

Liste des tableaux

Tableaux

I	Croissance économique.....	5
II	Le commerce Canada-ANASE.....	8
III	Croissance économique - prévisions.....	12
IV	Coup d'oeil sur les économies de l'ANASE..	15
V	Commerce Thaïlande-Canada.....	18
VI	Principales exportations canadiennes vers la Thaïlande.....	19
VII	Principales importations canadiennes de la Thaïlande.....	20
VIII	Programmes canadiens d'aide au développement.....	25

Graphiques

A.	Exportations mondiales de l'ANASE, 1980 ...	6
B.	Exportations mondiales de l'ANASE, 1990 ...	6
C.	Importations mondiales de l'ANASE, 1980...	7
D.	Importations mondiales de l'ANASE, 1990...	7
E.	Exportations mondiales du Canada, 1980....	10
F.	Exportations mondiales du Canada, 1990....	10
G.	Importations mondiales du Canada, 1980....	10
H.	Importations mondiales du Canada, 1990....	10
I.	Exportations canadiennes de marchandises.....	11
J.	Marchés d'exportation du Canada.....	11
K.	Importations canadiennes de marchandises.....	11
L.	Sources des importations canadiennes.....	11
M.	Exportations mondiales de la Thaïlande, 1980.....	17
N.	Exportations mondiales de la Thaïlande, 1990.....	17
O.	Importations mondiales de la Thaïlande, 1980.....	17
P.	Importations mondiales de la Thaïlande, 1990.....	17

Préface : Aperçu général de l'ANASE

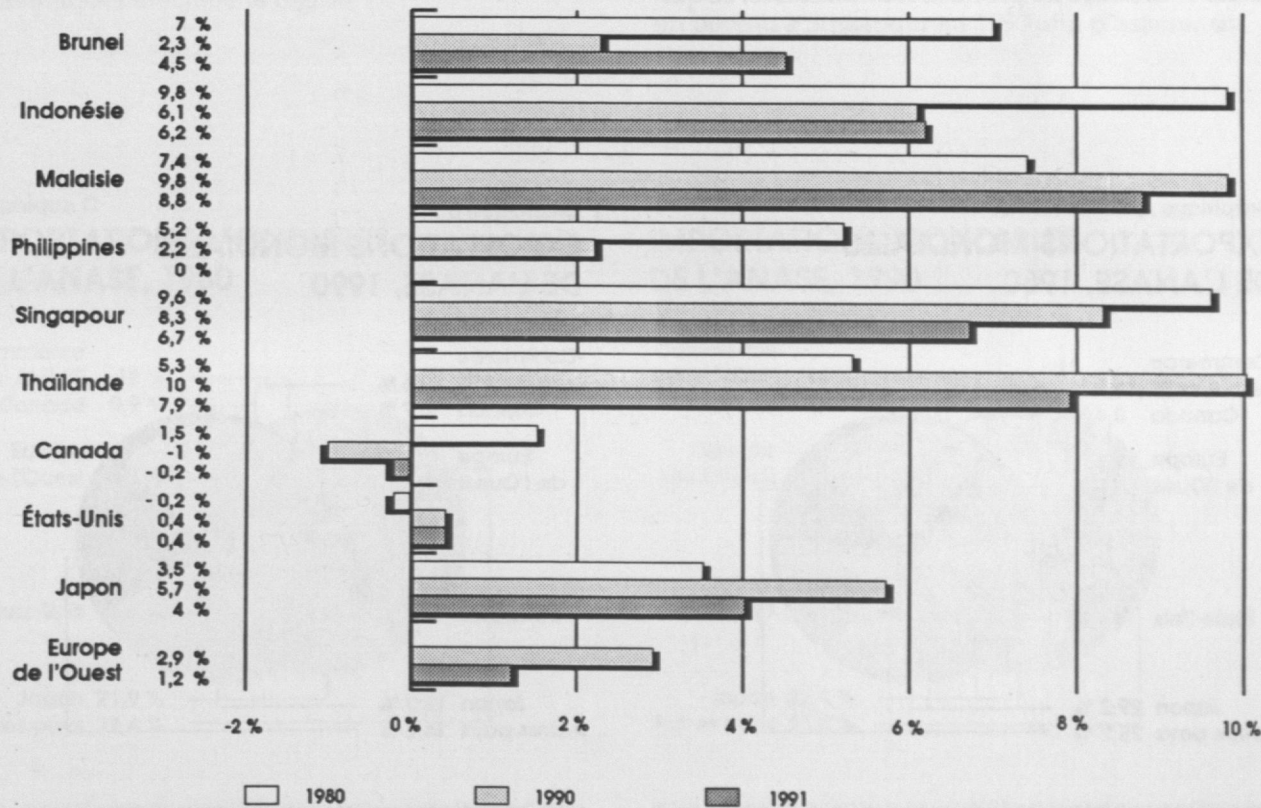
La région de l'Asie-Pacifique est le plus important partenaire commercial du Canada après les États-Unis, et son marché connaît la plus rapide croissance pour les exportations canadiennes. En Asie-Pacifique, la région de l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) gagne en importance commerciale.

ANASE

Fondée en 1967, l'ANASE regroupe six états membres : le Brunei Darussalam, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Les pays de l'ANASE ont noué des liens économiques, politiques et culturels entre eux et avec la communauté internationale. Leurs économies

TABLEAU I

CROISSANCE ÉCONOMIQUE (% PIB)



Sources : Statistiques Internationales du FMI
Far Eastern Economic Review
Asia Week Magazine
The Economist

de marché sont ouvertes, dynamiques et de plus en plus florissantes. Au cours de la dernière décennie, le taux de croissance économique des pays de l'ANASE a été parmi les plus élevés au monde.

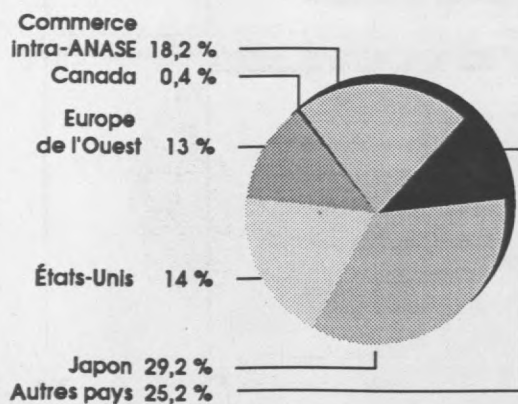
Riche en ressources naturelles, la région de l'ANASE est parmi l'un des principaux producteurs au monde de caoutchouc, d'huile de palme, d'étain, de coprah, de cuivre, de sucre, de café, de bois d'oeuvre, de fruits tropicaux, de gaz naturel liquéfié et de minéraux. Elle est récemment devenue l'un des chefs de file dans l'exportation de certains produits manufacturés comme les vêtements et les textiles, l'électronique et les biens de consommation.

En 1992, les chefs de gouvernement de l'ANASE ont convenu de créer une zone de libre-échange de l'ANASE (ZLEA), dont la mise en place commencerait en 1993 et se ferait progressivement, sur 15 ans. Cette décision a été prise en réaction au régionalisme économique naissant, et notamment au marché européen unique et à l'Accord de libre-échange nord-américain envisagé. On prévoit initialement la réduction des barrières tarifaires dans 15 secteurs de produits manufacturés, ce qui

comprend les biens d'équipement et les produits agricoles transformés. Si elle donnait les résultats escomptés, la ZLEA créerait un marché combiné de 325 millions de consommateurs représentant un PNB combiné de plus de 300 milliards de dollars américains, ferait tomber certains des obstacles actuels au commerce intra-ANASE et aiderait l'ANASE à resserrer la coopération économique.

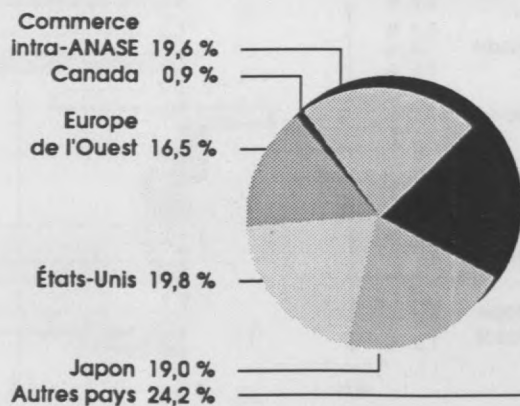
L'augmentation de la part du PNB mondial, des échanges internationaux et des investissements étrangers directs de l'ANASE s'accompagne d'une évolution des tendances commerciales intra-régionales et interrégionales. Si les pays de l'ANASE ont profité de l'accroissement des investissements japonais ces dix dernières années, le pourcentage des exportations des pays de l'ANASE vers le Japon a en revanche diminué. En 1980, le Japon achetait plus de 30 % des exportations de l'ANASE; en 1990, par contraste, ce pourcentage n'était plus que de 20 %. En 1990, la région importait principalement du Japon, des États-Unis, de Taïwan, de l'Allemagne et du Royaume-Uni.

Graphique A
EXPORTATIONS MONDIALES
DE L'ANASE, 1980



(NOTA : EXPORTATIONS TOTALES DE L'ANASE EN 1980 = 71,123 MILLIONS \$ US)
Source : Direction of Trade Statistics Yearbook

Graphique B
EXPORTATIONS MONDIALES
DE L'ANASE, 1990



(NOTA : EXPORTATIONS TOTALES DE L'ANASE EN 1990 = 141,018 MILLIONS \$ US)
Source : Direction of Trade Statistics Yearbook

Relations Canada-ANASE

Les relations entre le Canada et l'ANASE sont solides et complexes.

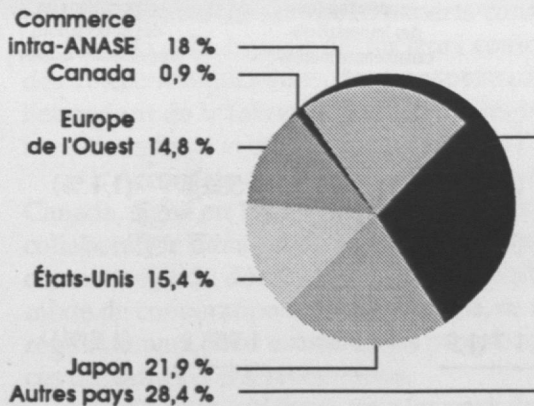
Sensible aux efforts fructueux de l'ANASE en faveur de la paix, de la stabilité et du développement de l'Asie du Sud-Est ainsi qu'à la cohésion de l'organisme qui a réussi à renforcer les liens bilatéraux entre les états membres, le Canada a cherché à nouer des relations avec l'Association vers le milieu des années 1970. En 1977, il a été reconnu comme partenaire au «dialogue» au même titre que l'Australie, la Communauté européenne, le Japon, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. (Un partenaire au dialogue est jumelé par roulement à un pays membre de l'ANASE en tant que point de contact officiel.) Entre autres avantages, ce statut donne au Canada la possibilité de participer pleinement à la Conférence annuelle postministérielle des ministres des Affaires étrangères de l'ANASE, pour discuter de l'évolution des relations bilatérales avec son partenaire au dialogue et pour formuler le point de vue du Canada sur les questions politiques et économiques touchant la région.

En 1989, le Canada a établi le Centre Canada-ANASE à Singapour, en partie pour faciliter les activités de coopération au développement dans toute la région de l'ANASE, mais également pour donner au Canada, de façon générale, une plus grande visibilité dans la région. La nouvelle publication trimestrielle du Centre, *RAPPORT*, fait une large place aux relations que le Canada entretient avec les pays de la région de l'ANASE. Le Centre favorise la compréhension, de part et d'autre, des institutions, des cultures et des peuples grâce à des programmes de relations publiques, de coopération institutionnelle, de relations universitaires et de coopération commerciale. Les programmes canadiens de coopération au développement avec les pays de l'ANASE ont évolué, passant d'une politique axée essentiellement sur la mise en valeur des richesses naturelles et les transferts de technologies à une politique de coopération industrielle plus vaste et de perfectionnement des ressources humaines.

La Fondation Asie-Pacifique du Canada, dont le mandat embrasse toute la région, a ouvert un bureau à Singapour en 1990 afin d'assurer un

Graphique C

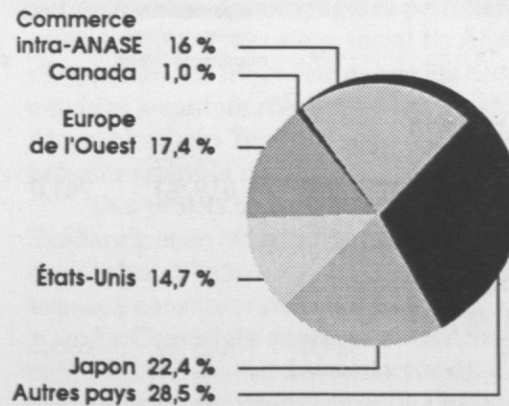
IMPORTATIONS MONDIALES DE L'ANASE, 1980



(NOTA : IMPORTATIONS TOTALES DE L'ANASE EN 1980 = 63,752 MILLIONS \$ US)
Source : Direction of Trade Statistics Yearbook

Graphique D

IMPORTATIONS MONDIALES DE L'ANASE, 1990



(NOTA : IMPORTATIONS TOTALES DE L'ANASE EN 1990 = 160,592 MILLIONS \$ US)
Source : Direction of Trade Statistics Yearbook

meilleur service aux Canadiens dans les pays du Sud-Est asiatique et de consolider la présence canadienne dans la région de l'ANASE. La Fondation travaille à la réalisation de ces objectifs grâce à la mise en place de divers programmes culturels, éducatifs et commerciaux et de programmes d'action auprès des médias. Parmi les récentes activités de la Fondation dans la région de l'ANASE, mentionnons a) le parrainage d'un Programme annuel de bourses de séjour dans la région Asie-Pacifique, qui donne l'occasion à des journalistes canadiens de passer deux mois dans un pays asiatique pour étudier sa culture, ses institutions, ses politiques et son évolution et, en 1991, le parrainage de cinq journalistes de l'ANASE dans le cadre d'un voyage de six semaines au Canada; b) le parrainage ou le coparrainage de ressortissants des pays de l'ANASE pour leur participation à des conférences internationales au Canada telles que GLOBE '92 - conférence internationale sur l'activité commerciale et l'environnement tenue à Vancouver, et la Conférence «Ouverture sur le Pacifique» (la septième du genre) organisée à Calgary en 1991; c) le lancement de nombreuses initiatives dans les établissements d'enseignement secondaire et postsecondaire (plus de 50 en 1990) du Canada.

Relations économiques et commerciales Canada-ANASE

Les relations économiques et commerciales du Canada avec l'ANASE sont solides. La croissance dynamique et la diversification des économies des pays membres de l'ANASE présentent d'excellents débouchés pour les Canadiens.

Le volume des échanges bilatéraux entre le Canada et la région de l'ANASE a atteint le chiffre record de 3,5 milliards de dollars canadiens en 1991. La valeur monétaire totale des échanges a plus que doublé au cours des cinq dernières années et a triplé dans la dernière décennie. Les exportations canadiennes destinées aux marchés de l'ANASE, qui se sont chiffrées à environ 1,5 milliard de dollars canadiens en 1991, ont diminué de plus de 100 millions de dollars par rapport à 1990, année où une importante vente a fait augmenter le niveau des exportations. Dans le même temps, les importations canadiennes en provenance de l'ANASE avaient augmenté de plus de 215 millions de dollars canadiens, créant ainsi pour le Canada un déficit de 425 millions de dollars en ce qui concerne ses échanges commerciaux avec l'ANASE.

Tableau II

Le commerce Canada-ANASE (en millions \$ CAN)

	1980	(Pourcentage des exportations ou des importations canadiennes totales)	1985	(Pourcentage des exportations ou des importations canadiennes totales)	1990	(Pourcentage des exportations ou des importations canadiennes totales)	1991	(Pourcentage des exportations ou des importations canadiennes totales)
Exportations du Canada vers l'ANASE	730,8	(0,9 %)	741,0	(0,6 %)	1 633,6	(1,1 %)	1 532,8	(1,1 %)
Importations canadiennes en provenance de l'ANASE	388,0	(0,5 %)	696,2	(0,6 %)	1 741,9	(1,2 %)	1 958,2	(1,5 %)
Commerce bilatéral total	1 118,8		1 437,2		3 375,5		3 491	
Solde des échanges	342,8		44,8		-108,3		-425,4	

NOTA : Le «solde des échanges» s'entend par l'excédent commercial du Canada (si le solde est positif) ou de son déficit commercial (si le solde est négatif) avec l'ANASE.
Source : Statistique Canada

Au sein de l'ANASE, Singapour représente le plus important marché d'exportation du Canada, suivi de près par la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie. Ces quatre marchés représentent 85% des exportations Canadiennes vers la région. Les Philippines reçoivent environ 13 % des exportations du Canada dans la région de l'ANASE, et le Brunei arrive au dernier rang avec seulement 0,2 % des ventes canadiennes dans la région.

Plus de la moitié des expéditions canadiennes vers les marchés de l'ANASE étaient constituées de céréales, de produits du plastique, d'engrais, de produits miniers, de pâte, de papier journal et de papier. La diversification se fait à mesure que les fournisseurs canadiens de télécommunications, de transport, de produits et de services dans les domaines de l'aérospatiale et de l'énergie effectuent des percées. (La section 3 de chaque rapport met la lumière sur les secteurs prioritaires.)

Environ 1,5 % des importations canadiennes proviennent de la région de l'ANASE. En 1991, le montant des importations était de l'ordre de 1,9 milliard de dollars canadiens. Parmi les principales importations, on comptait les machines électriques, les chaudières et les appareils mécaniques, les vêtements, la viande et le poisson préparés ainsi que le caoutchouc.

En dépit de la progression de leurs échanges, le Canada et l'ANASE ne représentent l'un pour l'autre qu'environ 1 % de leurs marchés d'exportation respectifs. Le potentiel de croissance des relations commerciales Canada-ANASE est formidable. Il existe une grande complémentarité entre la capacité de services d'experts-conseils du Canada et la vigueur des secteurs comme celui des Télécommunications, des transports, de l'énergie et de la fabrication ainsi que les besoins en investissements et en développement de l'ANASE.

L'Accord de coopération économique ANASE-Canada, signé en 1981, fournit le cadre d'une étroite collaboration dans les domaines de l'industrie, du commerce et du développement. Le Comité mixte de coopération ANASE-Canada, se réunit régulièrement pour examiner les progrès dans ces domaines d'intérêt commun.

Le Canada collabore avec les pays de l'ANASE dans le cadre des négociations commerciales multilatérales (NCM) de l'Uruguay Round en vue de trouver des moyens d'améliorer le système des

échanges mondiaux. Le Canada et quatre membres de l'ANASE (Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande) sont également membres du Groupe de Cairns qui a conduit à l'élaboration de propositions constructives en vue de libéraliser les échanges agricoles.

Dans le cadre d'une coopération économique plus vaste, le Canada et les pays de l'ANASE font partie du forum de Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP). Depuis 1989, les 15 membres de la CEAP, en l'occurrence des pays d'Asie du Nord-Est et du Sud-Est, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et le Canada, se réunissent annuellement pour discuter de questions économiques internationales et régionales. Les rencontres ministérielles dans le contexte de la CEAP sont également l'occasion informelle pour les ministres des Affaires étrangères et du Commerce de la région de délibérer sur des dossiers politiques.

La présence canadienne dans les pays de l'ANASE, sous la forme de coentreprises ou sous d'autres formes, se fait de plus en plus sentir. Le montant total des investissements canadiens dans ces pays se situe entre canadiens 2 et 3 milliards de dollars, ce qui représente environ 3 % de l'ensemble des investissements canadiens directs outre-mer. Ces investissements se font en grande partie dans le domaine de la mise en valeur des ressources. À la lumière de la croissance et de la libéralisation des économies de la région, les investisseurs canadiens s'intéressent de plus en plus aux pays de l'ANASE. Parmi les exemples intéressants, notons que INCO (International Nickel Company of Canada) et un certain nombre de compagnies pétrolières et gazières qui ont leur siège social en Alberta s'implantent en Indonésie et que les compagnies minières jouent un rôle actif dans les Philippines. Alcan, Northern Telecom et Bata sont également présentes dans la région.

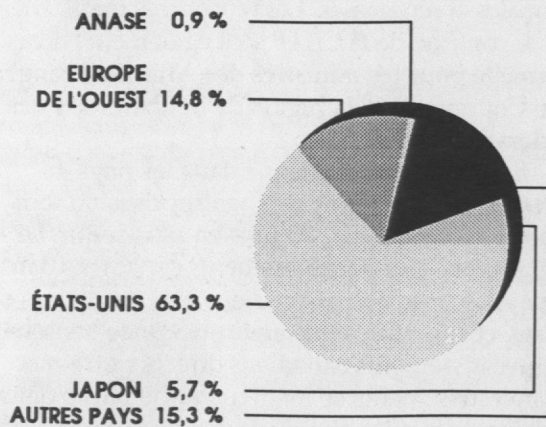
Des projets de collaboration d'entreprises en Thaïlande et en Malaisie ont été lancés par l'ACDI dans le but d'inciter les entrepreneurs canadiens et locaux à constituer des coentreprises dans ces pays.

Le Conseil du commerce ANASE-Canada a été créé par la Chambre de commerce du Canada et par les chambres de commerce et de l'industrie de l'ANASE afin de renforcer les liens commerciaux entre le Canada et les pays de l'ANASE.

Le Canada et l'ANASE ont su nouer et entretenir des relations chaleureuses et amicales. Le maintien du dialogue s'est révélé mutuellement avantageux puisqu'il a favorisé une meilleure compréhension et permis de mettre en évidence de nouveaux secteurs où les deux partenaires peuvent collaborer dans la région.

À l'heure où l'économie canadienne se remet de la récession du début des années 90 et où les économies de l'ANASE continuent à prendre de l'expansion et à se développer, le Canada et l'ANASE peuvent envisager les dix prochaines années sous le signe d'un regain de vitalité économique et d'occasions nombreuses.

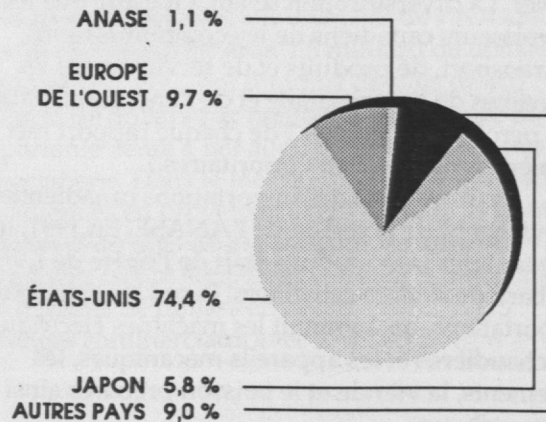
Graphique E
EXPORTATIONS MONDIALES
DU CANADA, 1980



(NOTA : EXPORTATIONS CANADIENNES TOTALES EN 1980 = 67,730 MILLIONS \$ US/79,190 MILLIONS \$ CAN)

Source : Direction of Trade Statistics Yearbook
Statistique Canada

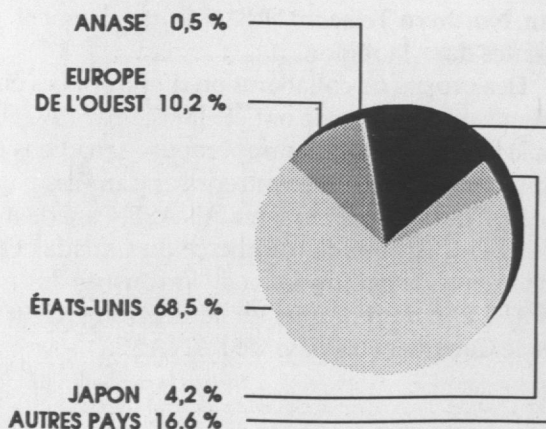
Graphique F
EXPORTATIONS MONDIALES
DU CANADA, 1990



(NOTA : EXPORTATIONS CANADIENNES TOTALES EN 1990 = 131,278 MILLIONS \$ US/141,720 MILLIONS \$ CAN)

Source : Direction of Trade Statistics Yearbook
Statistique Canada

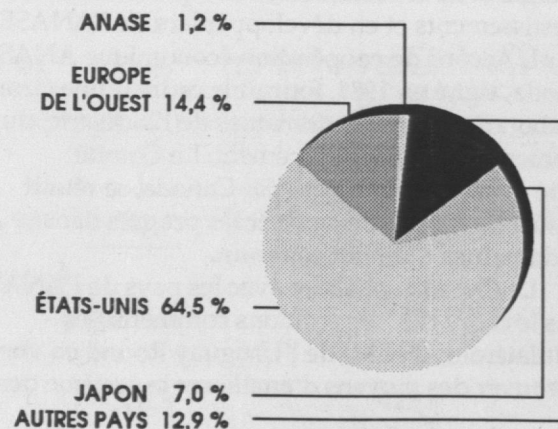
Graphique G
IMPORTATIONS MONDIALES
DU CANADA, 1980



(NOTA : IMPORTATIONS CANADIENNES TOTALES EN 1980 = 62,834 MILLIONS \$ US/73,465 MILLIONS \$ CAN)

Source : Direction of Trade Statistics Yearbook
Statistique Canada

Graphique H
IMPORTATIONS MONDIALES
DU CANADA, 1990

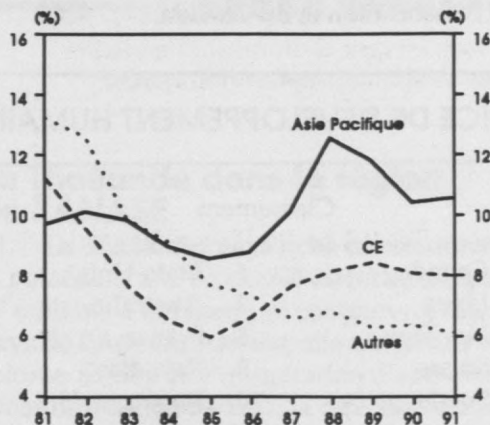


(NOTA : IMPORTATIONS CANADIENNES TOTALES EN 1990 = 122,673 MILLIONS \$ US/136,245 MILLIONS \$ CAN)

Source : Direction of Trade Statistics Yearbook
Statistique Canada

Graphique I Exportations canadiennes de marchandises

(Taux de croissance annuelle moyenne, 1981-1991)

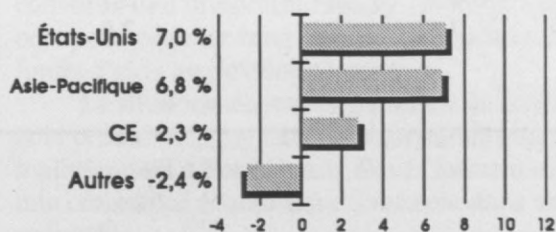


SOURCE : BANQUE ROYALE DU CANADA

Après les États-Unis, la région Asie-Pacifique est le marché qui connaît la croissance la plus rapide pour le Canada. Les exportations canadiennes destinées à la région ont augmenté au taux annuel moyen de 6,8 % entre 1981 et 1991, taux proche des 7 % enregistrés pour les exportations vers les États-Unis. Les exportations canadiennes vers des pays de la région Asie-Pacifique autres que le Japon ont augmenté, en moyenne, de 9,1 % par an, soit presque deux fois plus vite que les exportations destinées uniquement au Japon. Les exportations vers l'Europe ont augmenté nettement plus lentement, et les exportations canadiennes dans le reste du monde ont diminué.

Graphique K Importations canadiennes de marchandises

(Taux de croissance annuelle moyenne, 1981-1991)

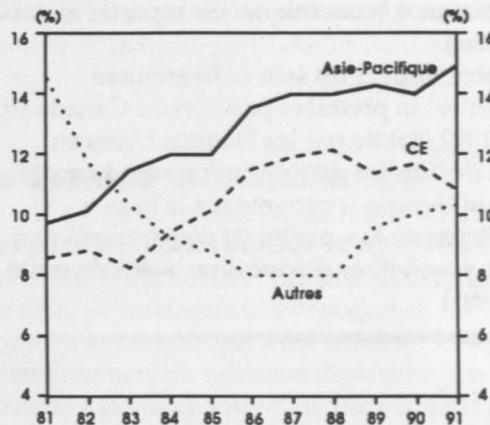


SOURCE : BANQUE ROYALE DU CANADA

Au cours des dix dernières années, le Canada est lui aussi devenu un marché de plus en plus important pour la région Asie-Pacifique. Les importations canadiennes provenant de la région ont augmenté au taux annuel moyen de 10,3 % entre 1981 et 1991, soit plus rapidement que pour tout autre pays ou région étant une source importante d'importation. Le taux de croissance des importations de pays de la région Asie-Pacifique autres que le Japon a été légèrement supérieur à celui enregistré pour le Japon lui-même.

Graphique J Marchés d'exportation du Canada

(Pourcentage des exportations totales)

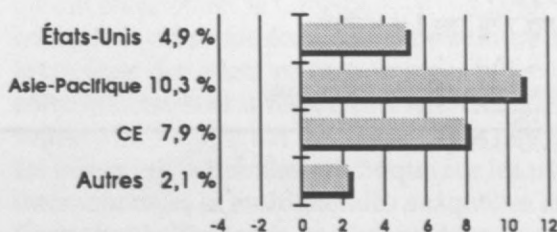


SOURCE : BANQUE ROYALE DU CANADA

La région Asie-Pacifique est le deuxième marché d'exportation du Canada après les États-Unis; elle représentait 10,6 % des exportations canadiennes en 1991. L'Europe, autrefois au deuxième rang, se retrouve au troisième, et le reste du monde ne représente que 6 % des exportations canadiennes, soit moins de la moitié qu'il y a 10 ans.

Graphique L Sources des importations canadiennes

(Pourcentage des importations totales)



SOURCE : BANQUE ROYALE DU CANADA

La région Asie-Pacifique est maintenant la deuxième source d'importations canadiennes après les États-Unis; elle représentait 15 % des importations canadiennes en 1981, contre seulement 9,6 % en 1991. L'Europe a elle aussi augmenté sa part du marché canadien au cours des dix dernières années, alors que les États-Unis et le reste du monde ont vu la leur diminuer.

Les prévisions pour 1992 et 1993 font état d'un développement économique soutenu pour l'ANASE, quoiqu'à un taux inférieur à celui de 1990, et mettent le Canada en tête des pays du G-7 du point de vue de la croissance économique. (Se reporter au tableau ci-dessous.)

Autre signe d'un sain redressement économique : la première position du Canada sur la liste de 1992 établie par les Nations Unies en fonction de l'indice du développement humain (IDH), qui mesure le progrès sur la base d'indicateurs de la «qualité de vie» (revenu par habitant, possibilités d'éducation, soins de santé de qualité, etc.).

La tendance à l'intensification de la coopération économique aura pour effet d'accroître la confiance dans la région de l'ANASE et d'attirer des courants d'investissement au profit de tous les pays de l'Association et du Canada.

INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Classement

- | | |
|------------|-----------------|
| 1. Canada | 6. États-Unis |
| 2. Japon | 7. Australie |
| 3. Norvège | 8. France |
| 4. Suisse | 9. Pays-Bas |
| 5. Suède | 10. Royaume-Uni |

Source : Nations Unies

TABLEAU III

PRÉVISIONS (% Changement annuel)

	1992	1993
BRUNEI	2,8	2,5
INDONÉSIE	6,5	6,2
MALAISIE	7,6	7,5
PHILIPPINES	3,5	3,0
SINGAPOUR	6,8	6,5
THAÏLANDE	7,5	7,3
CANADA	2,3	4,9
ÉTATS-UNIS	1,5	3,9
JAPON	2,2	3,9
EUROPE DE L'OUEST	1,6	2,8

Source : Fonds monétaire international



Introduction

La Thaïlande dans la région de l'ANASE

La Thaïlande, pays riche en ressources et possédant une économie ouverte, compte 57 millions d'habitants, et contrairement aux autres pays de l'Asie du Sud-Est, elle n'a jamais été une colonie. Si, depuis l'instauration d'une monarchie constitutionnelle en 1932, la direction du pays a été principalement assurée par une succession de chefs militaires, la Thaïlande a néanmoins connu, jusqu'à récemment, une stabilité remarquable. L'évincement du deuxième gouvernement civil, lors du coup d'État de février 1991, a mis un frein à sa démarche vers un régime démocratique durable. Les militaires ont promis un retour rapide à la démocratie. Les élections tenues en mars 1992 ont été suivies d'une période de grande agitation politique, et les manifestations qui l'ont marquée ont fait des morts et des blessés. On s'efforce actuellement de remettre en marche les institutions démocratiques. Cependant, les militaires continuent d'assumer un rôle important dans la vie politique du pays.

Le Japon joue un rôle de premier plan dans le développement de la Thaïlande depuis le milieu des années 80. En effet, ce pays effectue environ 52 % des investissements étrangers en Thaïlande, constitue une importante source de technologie et occupe le premier rang parmi les donateurs de fonds d'aide au développement.

La situation économique solide de la Thaïlande et la probabilité que les investissements étrangers se maintiennent à des niveaux élevés laissent espérer une croissance économique soutenue dans un avenir prévisible.

Le Canada et la Thaïlande

Le Canada considère la Thaïlande comme l'un des plus importants pays de la région de l'ANASE dont l'essor est amorcé. Les premiers rapports entre les deux pays remontent à l'époque du Plan Colombo, dans les années 50, qui a été suivi, en 1961, par l'établissement de relations diplomatiques. Le Canada a porté un intérêt de plus en plus grand à la Thaïlande au cours des ans, et ses relations avec elle s'étendent actuellement sur un éventail complet d'activités : politique, économie, commerce et développement.

Les relations entre le Canada et la Thaïlande ont été consolidées durant la période 1985-1988, alors que la Thaïlande était l'interlocuteur du Canada au sein de l'ANASE. La coopération soutenue entre les deux pays se poursuit dans les domaines d'intérêt régional et international comme les négociations commerciales multilatérales, la Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP), la sécurité dans la région et les questions environnementales internationales.

Survol de l'étude

La présente étude fait état de la nature et de la portée des relations commerciales et économiques qu'ont entretenues le Canada et la Thaïlande au cours de la décennie écoulée. Si elle se situe dans le contexte des relations économiques qui existent entre le Canada et la région de l'ANASE, elle met néanmoins l'accent sur les relations, les ententes et les initiatives bilatérales plutôt que sur les tribunes internationales et multilatérales auxquelles le Canada et la Thaïlande participent tous deux activement.

La section 2 décrit le contexte macro-économique actuel de la Thaïlande et les perspectives de croissance économique et industrielle soutenue à court terme.

La section 3 présente à grands traits les relations commerciales entre le Canada et la Thaïlande, dans le contexte du commerce mondial de cette dernière, et explique l'évolution des échanges entre les deux pays, sous les rapports du volume et de la composition. Y sont résumés également les efforts de commercialisation des exportations canadiennes en Thaïlande, ainsi que les modalités de financement de ces exportations et les résultats que le Canada a obtenus dans ce domaine.

La section 4 met en lumière le programme bilatéral du Canada en matière d'aide au développement en Thaïlande et en présente brièvement les grandes orientations. La section offre également un aperçu de programmes connexes administrés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et d'autres organismes tel le Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

En dernier lieu, la section 5 dénombre les accords et les ententes actuels entre le Canada et la Thaïlande, qui constituent les bases sur lesquelles poursuivre l'expansion des relations économiques et commerciales. La section recense également un certain nombre d'initiatives économiques en cours dans les principaux secteurs de coopération sur lesquels porte l'Accord de coopération économique ainsi que les initiatives des gouvernements provinciaux en Thaïlande.

2

Les faits économiques récents en Thaïlande

L'économie de la Thaïlande est l'une des plus florissantes et des plus solides de l'Asie, et elle croît à un rythme avec lequel peu de pays peuvent rivaliser. Dans les années 60 et 70, la Thaïlande a connu un rythme de croissance fort et soutenu, son PIB et le revenu par habitant affichant respectivement une hausse moyenne annuelle de 7 et de 5 %. L'expansion de la production agricole est intervenue pour une part importante dans les résultats économiques enviables enregistrés durant cette période.

Au début des années 80, sous l'effet de l'effondrement des prix des produits de base et de la deuxième crise mondiale du pétrole, la croissance économique a beaucoup ralenti en Thaïlande, atteignant à peine 4 % en 1986. À compter de 1986, cependant, une relance économique s'est opérée grâce à une saine gestion macro-économique

comprenant la promotion d'une politique concurrentielle des taux de change, la mise en oeuvre de restrictions budgétaires et un apport notable d'investissements étrangers axés sur le production destinée à l'exportation. De plus, l'intensification des échanges entre les pays d'Asie, dont la valeur s'est accrue de 23 % de 1986 à 1989, s'est traduite par une structure de marché plus évoluée et plus diversifiée. L'économie thaïlandaise s'est mise à croître au rythme digne d'éloge de 10 % du PIB par an en moyenne, atteignant 11 % en 1988 et 13,2 % en 1989. (Le tableau I, dans la préface, permet de comparer la croissance économique de la Thaïlande sur une période de trois ans à celle d'autres pays.)

La poussée économique globale qui a marqué la fin des années 80 a été accompagnée d'une restructuration qui a délaissé l'agriculture en faveur

TABLEAU IV COUP D'OEIL SUR LES ÉCONOMIES DE L'ANASE
(EN \$ US) 1991

	Population (en millions)	Croissance démographique	Croissance du PIB	PNB par habitant	Exportations (en milliards \$)	Dettes étrangères (en milliards \$)	Inflation IPC	Opérations courantes (en milliards \$)
BRUNEI	0,3	2,8 %	4,5 %	18 000 \$	2,2 \$	0 \$	2,3 %	500 \$
INDONÉSIE	183,0	1,8 %	6,2 %	605 \$	28,9 \$	67,9 \$	9,2 %	-2 400 \$
MALAISIE	18,2	2,3 %	8,8 %	2 465 \$	34,7 \$	19,5 \$	4,4 %	-1 672 \$
PHILIPPINES	63,6	2,3 %	0 %	725 \$	8,9 \$	30,4 \$	18,7 %	-2 700 \$
SINGAPOUR	2,7	1,1 %	6,7 %	12 285 \$	62,5 \$	0 \$	3,4 %	2 350 \$
THAÏLANDE	57,3	1,4 %	7,9 %	1 605 \$	28,4 \$	25,9 \$	6,0 %	-7 953 \$
ANASE	325,1				165,6 \$			
CANADA	26,9	0,8 %	-0,2 %	21 750 \$	127,8 \$	149,0 \$	4,4 %	-18 718 \$

NOTA:
 PIB = valeur de tous les produits et services produits dans un pays au cours d'une année
 PNB par habitant = PIB ± l'excédent ou le déficit commercial
 Opérations courantes = excédent ou déficit commercial
 IPC = Indice des prix à la consommation

Source : Asia Week Magazine, IMF Direction of Trade, IMF International Financial Statistics Monthly, World Bank

d'une économie industrielle axée sur la fabrication, les services et le commerce extérieur. En effet, au cours des vingt dernières années, la part du PIB attribuable à l'industrie est passée de 19 % à près de 30 %, tandis que la part de l'agriculture est tombée de 28 à 14 %. La croissance industrielle a toutefois été concentrée à Bangkok et dans la région centrale attenante, où s'est déroulée 90 % de l'activité manufacturière à valeur ajoutée. La prospérité de cette région continue de contraster brutalement avec la situation qui existe dans le reste du pays, où l'agriculture demeure l'activité économique dominante.

Si elle représente une part moindre du PIB, il reste que l'agriculture continue d'employer 64 % de la population active et fournit la moitié des exportations totales de marchandises. Des politiques de promotion de l'expansion industrielle à l'extérieur de Bangkok et des mesures d'incitation visant une répartition régionale plus équitable de l'investissement sont actuellement mises en oeuvre pour redresser la situation.

Le taux d'inflation a augmenté par bonds, passant de 2,5 % en 1987 à 5,5 % en 1989, puis à 6,0 % en 1991. Par ailleurs, en 1990, le compte courant accusait un déficit d'environ 7,2 milliards de dollars américains à cause de l'important déficit commercial. L'arrivée de capitaux étrangers, y compris d'investissements étrangers, a plus que compensé ce déficit et a contribué à la hausse des réserves officielles, qui sont passées à 13,3 milliards de dollars américains à la fin de 1990, comparativement à 9,5 milliards de dollars américains à la fin de 1989.

L'économie de la Thaïlande amorce une nouvelle étape, caractérisée par un régime de croissance ralenti en comparaison de la fin des années 80, où le taux de croissance dépassait 10 %. Même s'il se maintenait à des niveaux enviables à l'échelle mondiale en 1991, le taux de croissance du PIB de la Thaïlande s'établissait à 7,9 %. Ce ralentissement est en partie attribuable aux retombées de la guerre du Golfe sur le tourisme, à la diminution de la demande extérieure, aux contraintes qui frappent la capacité de production dans plusieurs secteurs et aux difficultés politiques intérieures.

Si selon les prévisions, le taux de croissance du PIB se maintenait aux environs de 7 ou 8 % dans les

prochaines années, la Thaïlande conserverait sa position dans le peloton de tête des pays au chapitre de la croissance économique. Les taux de croissance élevés seraient soutenus par la politique budgétaire expansionniste du gouvernement, la réforme de la structure fiscale, les investissements du secteur privé, d'importants projets d'infrastructure et la mise en valeur des ressources humaines. La croissance s'accompagnerait d'un déficit commercial à la hausse, quoique soutenable. Aucun véritable problème n'est prévu à court terme en ce qui concerne la balance des paiements ou le service de la dette. Si ces hypothèses se réalisaient, la Thaïlande serait reçue dans le club sélect des NEI (nouvelles économies industrialisées).

La Thaïlande fait face à un certain nombre de défis, dont un taux d'inflation à la hausse, lequel influera directement sur la compétitivité de ses exportations. Le taux d'inflation enregistré en Thaïlande, soit 6,0 %, est néanmoins relativement faible en comparaison de celui d'autres pays de l'ANASE où il pourrait atteindre facilement 9 %.

L'expansion de l'infrastructure constitue une autre contrainte qui conditionne le taux d'expansion économique en Thaïlande. Malgré d'importants progrès au chapitre de la construction routière et portuaire, il reste beaucoup à faire avant que l'infrastructure réponde à la demande.

Un troisième défi que le pays doit relever, et qu'il a inscrit au premier rang des priorités de son plan quinquennal, consiste à augmenter le nombre de gestionnaires, de techniciens et d'autres travailleurs spécialisés.

Somme toute, malgré les incertitudes politiques, la Thaïlande est munie de solides politiques économiques de base et ses indicateurs économiques sont très favorables. À la suite d'une période frénétique, de 1988 à 1990, durant laquelle l'économie thaïlandaise a subi une croissance réelle supérieure à 40 %, il est possible qu'un ralentissement soit bien accueilli et qu'il permette à la Thaïlande de faire face à des besoins sociaux impérieux et de donner de l'expansion à son infrastructure, qui ne supporte plus le poids de la demande.

3

Les relations commerciales Canada-Thaïlande

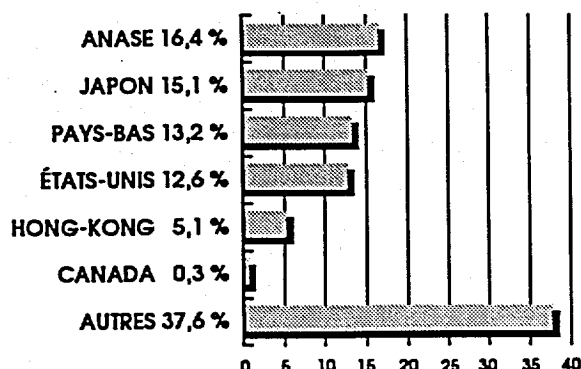
3.1 Le commerce international de la Thaïlande

La valeur totale des échanges internationaux (importations et exportations) de la Thaïlande s'est chiffrée à près de 57 milliards de dollars américains en 1990, en hausse de 23 % par rapport à l'année précédente et 3,5 fois ce qu'elle était il y a dix ans.

Cependant, à cause de la multitude des besoins qu'engendre son économie en pleine expansion, les importations continuent de représenter près de 60 % du commerce international thaïlandais. Le déficit commercial global de la Thaïlande s'est chiffré à plus de 10 milliards de dollars américains en 1990, ce qui représente une hausse d'environ 45 % par rapport à l'année précédente.

Graphique M

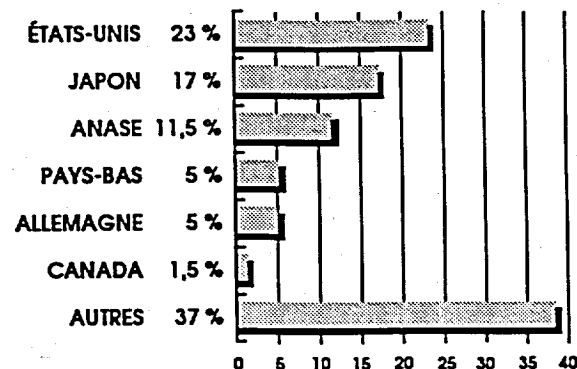
EXPORTATIONS MONDIALES DE LA THAÏLANDE, 1980



(NOTA : EXPORTATIONS TOTALES DE LA THAÏLANDE EN 1980 = 6,500 MILLIONS \$ US)

Graphique N

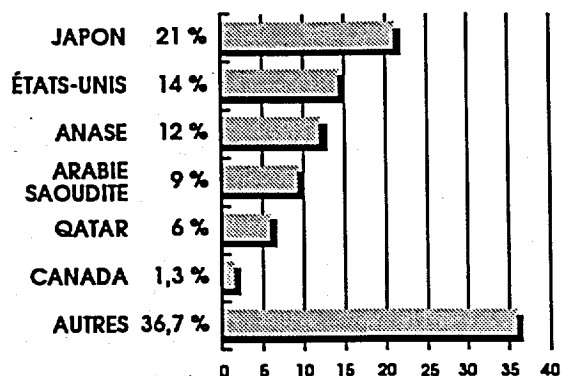
EXPORTATIONS MONDIALES DE LA THAÏLANDE, 1990



(NOTA : EXPORTATIONS TOTALES DE LA THAÏLANDE EN 1990 = 22,900 MILLIONS \$ US)

Graphique O

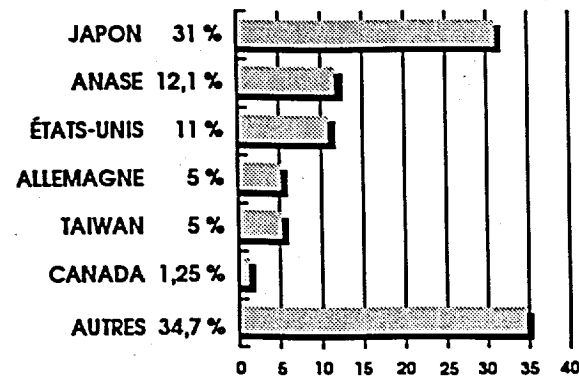
IMPORTATIONS MONDIALES DE LA THAÏLANDE, 1980



(NOTA : IMPORTATIONS TOTALES DE LA THAÏLANDE EN 1980 = 9,200 MILLIONS \$ US)

Graphique P

IMPORTATIONS MONDIALES DE LA THAÏLANDE 1990



(NOTA : IMPORTATIONS TOTALES DE LA THAÏLANDE EN 1990 = 33,700 MILLIONS \$ US)

Les États-Unis, le Japon et Singapour sont les trois premiers partenaires commerciaux de la Thaïlande : ces trois pays sont les destinations de 47 % des exportations de la Thaïlande et la source de 49 % de ses importations. Les tableaux présentés ci-dessous énumèrent les principaux marchés d'importation et d'exportation de ce pays en 1980 et 1990.

D'une valeur de 6,5 milliards de dollars américains en 1980, le total des exportations de la Thaïlande s'élevait à 22,9 milliards de dollars américains en 1990 et à 28,4 milliards en 1991. Ses principaux produits d'exportation et d'importation en 1990 sont présentés ci-après.

Principales exportations - 1990		Principales importations - 1990	
Textiles et vêtements	14,4 %	Machines autres qu'électriques	18,2 %
Riz	4,8 %	Machines électriques	11,8 %
Tapioca	3,9 %	Combustible et lubrifiants	9,1 %
Caoutchouc	3,9 %	Fer et acier	7,6 %
Pierres précieuses	3,9 %	Produits chimiques	7,6 %

SOURCE: The Economist Intelligence Unit

La croissance rapide du secteur industriel thaïlandais a provoqué une montée en flèche des importations de produits manufacturés, dont les machines et les intrants de production. Les importations de biens de consommation et de produits de luxe ont aussi augmenté ces dernières années, traduisant une hausse importante du revenu personnel. En 1980, les importations thaïlandaises de toute provenance s'élevaient à 9,2 milliards de dollars américains et, en 1990, atteignaient 33,7 milliards de dollars américains.

La composition du commerce extérieur de la Thaïlande a changé ces dernières années sous l'effet de l'essor économique et de la poussée de l'investissement étranger. Les industries d'exportation, motivées par une forte demande, ont obtenu de bons résultats, leur production s'étant accrue en moyenne de 10,7 % en 1991. La part du PIB attribuable aux produits manufacturés se chiffre actuellement à 25,5 %, tandis que la part de l'agriculture, qui s'établit actuellement à 13,5 %, a subi une baisse correspondante. L'industrie textile, première en importance au pays, a connu une croissance d'environ 14 % en 1991.

La Thaïlande dépend beaucoup de la situation du commerce mondial, étant donné que sa croissance économique est en grande partie fonction de l'augmentation de ses exportations. Par conséquent,

TABLEAU V

COMMERCE THAÏLANDE-CANADA

(en millions de \$ CAN)

	1980	% du total des importations/ exportations de la Thaïlande	1985	% du total des importations/ exportations de la Thaïlande	1990	% du total des importations/ exportations de la Thaïlande	1991	% du total des importations/ exportations de la Thaïlande
Exportations de la Thaïlande	24,7	(0,3 %)	108,7	(1,0 %)	406,0	(1,5 %)	499,5	(S/O)
Exportations du Canada	141,6	(1,2 %)	126,9	(0,9 %)	492,1	(1,3 %)	352,6	(S/O)
Total	166,3		235,6		898,1		852,1	
Solde des échanges	-116,9		-18,2		-86,1		146,9	

NOTE : Solde des échanges s'entend de l'excédent commercial du pays de l'ANASE (si le chiffre est positif) ou de son déficit commercial (si le chiffre est négatif) avec le Canada

Source : Statistique Canada

ses politiques en matière de commerce extérieur témoignent de l'attention qu'elle accorde aux retombées d'activités de libéralisation commerciale telles les négociations commerciales multilatérales (NCM) et aux arrangements commerciaux régionaux qui se dessinent en Europe et en Amérique du Nord. Le gouvernement thaïlandais a joué un rôle décisif pour amener les dirigeants de l'ANASE à s'engager envers une plus grande intégration économique régionale telle que formulée dans l'Accord de libre-échange de l'ANASE (ALEA). La Thaïlande projette de mettre à profit son pouvoir économique et géographique afin de jouer un rôle important

dans l'ouverture de nouveaux marchés (Viêt-Nam, Laos, Cambodge) dans la grande région dont elle fait partie.

3.2 Le commerce Canada-Thaïlande

Le commerce entre le Canada et la Thaïlande se déroule dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). De plus, la Thaïlande bénéficie du taux de préférence général (TPG) accordé par le Canada. En 1990, environ la moitié des expéditions de marchandises passibles de

TABLEAU VI PRINCIPALES EXPORTATIONS CANADIENNES VERS LA THAÏLANDE
(en millions de \$ CAN)

CATÉGORIE DE PRODUIT	1980	%	1985	%	1990	%	1991	%
Réacteurs nucléaires, chaudières, équipements et appareils mécaniques; pièces	—		—		58,6	(11,9)	81,8	(23,2)
Sel; soufre; terre et pierre; matière pour plâtre; chaux et ciment	2,1	(1,5)	10,7	(8,4)	47,2	(9,6)	64,6	(18,3)
Fer et acier	16,4	(11,6)	7,8	(6,1)	24,9	(5,1)	40,2	(11,4)
Papier et carton; articles en pulpe de papier, papier/carton	1,9	(1,3)	10,8	(8,3)	32,5	(6,6)	33,7	(9,6)
Céréales	S/O		S/O		14,9	(3,0)	23,1	(6,6)
Produits chimiques organiques	0,6	(0,4)	2,4	(1,9)	24,6	(5,0)	21,6	(6,1)
Pulpe de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques; déchets, etc.	14,9	(10,5)	9,1	(7,2)	28,6	(5,8)	21,2	(6,0)
Plastiques et articles en matière plastique	2,5	(1,7)	7,3	(5,7)	20,8	(4,2)	10,8	(3,1)
Instruments d'optique, de photographie, de cinéma, de mesure, de vérification, de précision, etc.	3,8	(2,7)	1,4	(1,1)	12,2	(2,5)	10,7	(3,0)
Matériel électrique et pièces; appareils d'enregistrement, etc.	5,5	(3,9)	6,2	(4,9)	8,1	(1,7)	6,9	(1,9)
Engrais	2,9	(2,0)	0,2	(0,1)	3,7	(0,8)	5,3	(1,5)
Transactions commerciales spéciales	—		—		4,3	(0,9)	4,7	(1,3)
Fibres synthétiques	5,6	(3,9)	3,7	(2,9)	5,8	(1,2)	4,4	(1,2)
Aluminium et articles en aluminium	42,1	(29,7)	24,0	(18,9)	28,4	(5,8)	3,9	(1,1)
Peaux à l'état brut (autres que la fourrure) et cuir	—		—		2,1	(0,4)	2,9	(0,8)
Outils, instruments, coutellerie, cuillers et fourchettes, en métaux de base, etc.	—		—		3,4	(0,7)	2,4	(0,7)
Classification spéciale	—		—		1,5	(0,3)	1,6	(0,5)
TOTAL PARTIEL	98,3		83,6		321,6		339,8	
TOTAL	141,6		126,9		492,1		352,6	

Source : Statistique Canada

droits, en provenance de la Thaïlande, étaient admissibles à un accès préférentiel au marché canadien en vertu du TPG.

Vingtième marché d'exportation du Canada dans le monde et deuxième dans la région de l'ANASE, la Thaïlande revêt une importance commerciale considérable pour le Canada. La valeur du commerce entre les deux pays s'est chiffrée à 852 millions de dollars canadiens en 1991; cette même année, la Thaïlande avait un surplus commercial de

147 millions de dollars canadiens dans ses échanges avec le Canada.

Les exportations canadiennes à destination de la Thaïlande se sont élevées à 353 millions de dollars canadiens en 1991. Si la valeur des exportations était en baisse de 108 millions de dollars canadiens par rapport à l'année précédente, elle représentait néanmoins une augmentation appréciable en comparaison de 1985, année pour laquelle les exportations de produits canadiens à destination de

TABLEAU VII PRINCIPALES IMPORTATIONS CANADIENNES DE LA THAÏLANDE
(en millions de \$ CAN)

CATÉGORIE DE PRODUIT	1980	%	1985	%	1990	%	1991	%
Préparations de viande, de poisson, de crustacés, de mollusques	**		**		44,9	(11,0)	59,8	(12,0)
Matériel électrique et pièces; appareils d'enregistrement, etc.	0,1	(0,4)	0,2	(0,2)	29,2	(7,2)	48,8	(9,8)
Vêtements et accessoires	6,7	(27,4)	37,4	(34,4)	57,9	(14,3)	47,6	(9,6)
Réacteurs nucléaires, chaudières, équipements et appareils mécaniques; pièces	—		—		28,2	(6,9)	47,0	(9,4)
Matériel ferroviaire, pièces et accessoires	—		—		39,0	(9,6)	38,9	(7,8)
Préparations de légumes, de fruits, de noix ou autres parties des plantes	6,8	(27,6)	21,1	(19,5)	24,4	(6,0)	34,8	(7,0)
Poisson et crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques	4,1*	(16,6)	24,7*	(22,5)	16,9	(4,2)	33,5	(6,7)
Chaussures, guêtres et articles semblables; pièces	—		0,8	(0,7)	12,9	(3,2)	17,5	(3,5)
Meubles; literie, matelas, sommiers, coussins, etc.	0,5	(2,0)	2,5	(2,3)	14,4	(3,6)	16,1	(3,2)
Céréales	—		—		13,1	(3,2)	14,1	(2,8)
Fibres synthétiques	—		—		10,9	(2,7)	13,0	(2,6)
Perles naturelles ou de culture, pierres précieuses, métaux précieux, pièces, etc.	1,7	(6,9)	3,6	(3,3)	11,9	(2,9)	12,5	(2,5)
Jouets, jeux et articles de sport; pièces et accessoires	—		—		7,0	(1,7)	10,7	(2,1)
Caoutchouc et articles en caoutchouc	—		0,2	(0,2)	8,4	(2,1)	10,2	(2,0)
Articles en fer ou en acier	—		1,9	(1,7)	9,3	(2,3)	8,9	(1,8)
Articles en cuir; selles et harnais; articles de voyage, etc.	—		—		7,9	(1,9)	8,7	(1,7)
TOTAL PARTIEL	19,9		92,4		336,3		422,1	
Total	24,6		108,6		406,0		499,5	

* Comprend les préparations de viande, de poisson ou de crustacés
** Compris dans poisson et fruits de mer

Source : Statistique Canada

la Thaïlande étaient inférieures à 130 millions de dollars canadiens et la valeur des échanges entre les deux partenaires dépassait à peine 230 millions de dollars canadiens. La baisse par rapport au niveau record atteint en 1990 s'explique en grande partie par l'effet d'une vente importante réalisée cette année-là et, dans une moindre mesure, par un ralentissement léger de l'économie thaïlandaise et à la récession que connaît le Canada.

Par le passé, le Canada exportait surtout en Thaïlande des chaudières (secteur de l'électricité), de l'amiante, du fer-blanc, du papier journal, du blé et de la pâte à papier. Si ces produits représentent encore une part importante des exportations canadiennes vers ce marché, une tendance se dégage en faveur de produits à plus grande valeur ajoutée tels les produits du pétrole, les matières plastiques et le papier journal. Fortes de l'appui sans partage de la Société pour l'expansion des exportations (SEE), les ventes importantes d'équipement sont à la hausse dans le secteur des transports, de l'énergie, des communications et du papier. Le tableau VI présente un état détaillé des exportations canadiennes vers la Thaïlande au cours de la dernière décennie.

Les importations canadiennes en provenance de la Thaïlande ont atteint le niveau record de 500 millions de dollars canadiens en 1991. De plus, l'éventail des produits qu'importe le Canada s'est élargi au cours des dernières années. Par le passé, le Canada importait principalement des produits agricoles et des produits de la pêche - notamment le thon en conserve, les fruits en conserve, le riz et le tapioca. Le vêtement, qui est visé par un arrangement bilatéral prévoyant des restrictions à l'importation des produits textiles, continue d'occuper une place de choix parmi les exportations thaïlandaises à destination du Canada, se situant au troisième rang en importance en 1991. Si les produits susmentionnés continuent d'occuper une part appréciable des importations de produits thaïlandais, les importations de machines électriques et de composants électroniques ont pris de l'importance. Comptant pour près de 10 % des importations canadiennes en provenance de la Thaïlande en 1991, les produits électriques se sont classés au deuxième rang parmi ces importations, devancés par la viande préparée et le poisson. Les exportations de voitures fabriquées par Mitsubishi Thailand et destinées à Chrysler du Canada occupent la cinquième place parmi les produits thaïlandais qu'importe le Canada. Le tableau VII

présente en détail les importations canadiennes en provenance de Thaïlande au cours de la dernière décennie. Au total, environ 1,5 % des exportations mondiales de produits thaïlandais étaient destinées au Canada en 1990.

Secteurs prioritaires

Les priorités commerciales du Canada en Thaïlande procèdent logiquement des besoins accrus de cette dernière relatifs à son infrastructure, à la hausse de ses dépenses et à sa diversification industrielle et se situent, en conséquence, dans les secteurs mentionnés ci-après.

(1) Technologie de l'information et électronique :

C'est peut-être dans le secteur des télécommunications que l'essor économique de la Thaïlande se fait le plus sentir. Les installations en place ne suffisent plus. Grâce à des projets d'expansion d'envergure, les entreprises canadiennes sont susceptibles de profiter de débouchés dans des domaines comme ceux de la gestion des documents, des logiciels, du vidéotex, de l'équipement numérique de commutation, de l'équipement de télécommunications en milieu rural, de la télécopie et des services radiotéléphoniques mobiles.

(2) Équipements et services dans le secteur de l'électricité et de l'énergie :

La croissance économique soutenue de la Thaïlande donnera lieu, selon les prévisions, à un taux de croissance annuel de 10 % de la demande d'électricité au cours de la prochaine décennie. Plusieurs projets se préparent dans ce secteur, notamment celui de l'expansion de la centrale thermique de Mae Moh, le projet de centrale thermique alimentée au charbon de Ao Phai et divers projets hydroélectriques de moindre importance répartis dans tout le pays. Il est également question de la construction d'une centrale nucléaire. Ces projets s'accompagneront d'une demande croissante de produits destinés aux sous-stations et aux lignes de transmission, d'équipements de contrôle et d'instruments.

Par ailleurs, la production nationale de pétrole et de gaz ne répond actuellement qu'à 30 % des besoins de la Thaïlande. C'est pourquoi cette dernière a décidé de donner plus d'ampleur à son programme de prospection pétrolière, de négocier de nouveaux accords de concession et d'approuver la construction de raffineries et de gazoducs. Il s'ensuit des occasions commerciales pour les entreprises canadiennes en matière de levés géologiques et

géophysiques, de forage à contrat et d'équipements et de services destinés à l'exploitation de champs pétrolifères. La Thaïlande est également à la recherche de nouvelles technologies de distribution et d'utilisation du GNL, de technologies de contrôle de la corrosion, de systèmes d'information de la gestion et de technologies d'économie d'énergie.

(3) **Systèmes et services de transport** : Une activité économique accrue a mis à rude épreuve le réseau des transports de la Thaïlande. Le Canada espère participer aux importantes améliorations du service de transport urbain de Bangkok qui s'imposent d'une manière urgentethaïlandais et leur présence sur ce marché. De plus, les entreprises canadiennes peuvent profiter des débouchés offerts aux produits et aux services qu'elles proposent grâce à des projets d'expansion des aéroports, de rénovation et d'agrandissement des installations portuaires et ferroviaires, ainsi qu'à des projets dans les secteurs de l'aéronautique et de l'aviation.

(4) **Produits et services agro-alimentaires** : Bien que la Thaïlande soit l'un des plus importants pays exportateurs nets de produits alimentaires, elle continue à offrir des débouchés aux produits importés dont la valeur s'élèverait à 1,7 milliard de dollars. Sous l'effet de la hausse des revenus et du tourisme, la demande des consommateurs en produits alimentaires augmentera. Les débouchés les plus importants dans le secteur agro-alimentaire ont trait, entre autres, à la zoogénétique, aux aliments concentrés pour animaux, aux produits de viande, aux aliments traités, aux techniques agricoles (production, traitement et entreposage) et à la biotechnologie (y compris le génie génétique, l'hygiène vétérinaire et l'aquiculture).

(5) **Environnement** : L'essor économique en cours en Thaïlande a porté un dur coup à l'environnement dans ce pays et a placé la protection de l'environnement parmi les grands objectifs nationaux. Des occasions ont été recensées dans les secteurs suivants : traitement des eaux usées, traitement des déchets chimiques et toxiques, matériel de manutention des déchets dangereux, systèmes de traitement de l'air, systèmes de mesure et de contrôle de la pollution, enfin gestion forestière et gestion de

la nappe phréatique. Il existe également une demande croissante en « technologies vertes ».

La croissance et la diversification rapides de l'économie de la Thaïlande survenues ces dernières années a suscité une intense activité commerciale canadienne. La grande visibilité et le programme solide de la Chambre de commerce Thaïlande-Canada, qui compte 300 membres, témoignent de la progression du commerce bilatéral.

La Thaïlande offre de nombreux avantages commerciaux aux entreprises canadiennes : une économie solide, un pays riche en ressources naturelles et un climat favorable à l'investissement. Il existe une profusion d'occasions de participer à des coentreprises ou à d'autres arrangements commerciaux à long terme au moyen desquels les entreprises canadiennes peuvent pénétrer le marché thaïlandais ou accroître la part qu'elles en occupent. Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI, qui offre un appui aux entreprises canadiennes en faisant enquête sur les débouchés qui existent sur le marché thaïlandais, a été doublé du Projet de collaboration interentreprises Thaïlande-Canada, dont l'exécution a été confiée à la Banque Impériale de Commerce. Deux accords ont été conclus en vue de faciliter les relations canada-thaïlandaises en matière d'investissement : un échange de notes destiné à promouvoir et à protéger l'investissement Canadien en Thaïlande et un accord visant à éviter la double taxation. Les accords soutenus prévoient notamment la création de sociétés de fabrication et de services dans le domaine de la transformation des aliments, de la fabrication des métaux et de la pétrochimie. Les coentreprises canadiennes en cours en Thaïlande sont décrites brièvement en annexe.

Aujourd'hui, le Japon, les États-Unis, Taïwan, Hong Kong et le Royaume-Uni sont les principaux investisseurs. En comparaison, les investissements canadiens en Thaïlande ont été modestes, ne représentant qu'une faible portion des entrées nettes d'investissements étrangers dans ce pays. Statistique Canada estimait à 14 millions de dollars, somme relativement modeste, l'investissement canadien direct réel en Thaïlande, en 1989. Cependant, depuis cinq ans, les autorités thaïlandaises ont approuvé 25 projets d'investissement canadiens, pour une valeur éventuelle de plus de 120 millions de dollars.

3.3 Efforts de commercialisation des exportations

Un certain nombre de programmes et d'activités du gouvernement fédéral viennent appuyer la commercialisation des exportations canadiennes en Thaïlande. Il existe, en effet, un programme actif d'expansion commerciale prévoyant, entre autres, des relations de plus en plus étroites avec la Chambre de commerce Thaïlande-Canada, située à Bangkok, ainsi que des missions et visites commerciales portant sur des secteurs prioritaires.

Ces dernières années, les visites de ministres fédéraux et provinciaux du Canada et de la Thaïlande dans le pays de leur partenaire commercial se sont multipliées. Aussi, le nombre des visites faites par des gens d'affaires de l'un des pays sur le territoire de l'autre est monté en flèche : l'ambassade du Canada à Bangkok aide plus de mille gens d'affaires en visite chaque année. Des missions commerciales ont été organisées par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux de même que par des organismes du secteur privé tels que l'Association des manufacturiers canadiens et les chambres de commerce.

Dans le cadre du programme fédéral d'expansion commerciale, des études de marché qui procurent aux entreprises canadiennes une description sommaire de secteurs donnés de l'économie thaïlandaise sont menées régulièrement. Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada (AECEC) propose des résultats d'études (en anglais seulement) dans les secteurs suivants :

- Aérospatiale, 1990;
- Agriculture et agro-alimentaire, 1989;
- Aquiculture, 1990;
- Eau en bouteille, 1991;
- Experts-conseils du Canada, 1988
- Équipement environnemental et équipement de sécurité, 1990;
- Matériel informatique et logiciels, 1988;
- Production et transmission d'électricité, mise à jour;
- Pâtes et papiers, 1990;
- Projets d'investissements, 1988;
- Sources de financement, 1989;
- Télécommunications, 1991.

Le Programme de développement des marchés d'exportation (PDME), qui a pour objet de stimuler la croissance économique au Canada en aidant des entreprises particulières à exécuter

diverses activités de promotion de l'exportation, a été bien mis à profit en Thaïlande. De nombreuses entreprises ont vu dans la progression rapide de l'économie thaïlandaise une occasion de diversifier leurs marchés et ont demandé l'aide du PDME pour ce faire. Depuis 1980, plus de trois millions de dollars canadiens ont été consacrés à 458 projets approuvés. Le chiffre d'affaires attribuable aux subventions consenties dans le cadre du PDME, depuis la création de ce dernier, en 1970, s'élève à 41 millions de dollars.

Parmi les activités de promotion commerciale lancées ces dernières années figurent une foire commerciale de la technologie de pointe que le Canada a organisé à titre individuel à Bangkok (janvier 1991) et qui mettait l'accent sur l'environnement, la production d'électricité et les transports; la participation à Thai Telecom (août 1991); une visite effectuée au Canada par un journaliste et une équipe de télévision de Thaïlande, ayant pour mission de préparer des reportages sur la technologie environnementale canadienne (automne 1990); la participation à la foire commerciale thaïlandaise des équipements industriels (mai 1990); l'octroi d'appui à la ferme laitière de démonstration canado-thaïlandaise à Chiang Mai (inaugurée en février 1991); la visite d'acheteurs thaïlandais à la National Petroleum Show, tenue à Calgary, dont l'objet est la promotion du secteur canadien du pétrole et du gaz. Plus récemment, la Thaïlande a été l'objet de campagnes de promotion portant sur l'ensemble de la région de l'ANASE et qui touchaient aux secteurs des systèmes aéroportuaires, des télécommunications en milieu rural, de l'aquiculture et de la télédétection.

En 1984, l'Association des manufacturiers canadiens (AMC) a été à l'origine d'un accord de coopération avec la Federation of Thai Industries visant à faciliter l'échange de renseignements commerciaux et à sensibiliser les milieux d'affaires du Canada et de la Thaïlande aux possibilités de coopération. L'AMC a organisé des missions en Thaïlande afin d'aider les entreprises canadiennes à repérer d'éventuels partenaires et de prêter main-forte à ses membres qui désiraient s'intégrer au milieu des affaires en Thaïlande.

La Fondation Asie-Pacifique (FAP) s'intéresse elle aussi à la Thaïlande dans le contexte de la région de l'Asie-Pacifique. Cet organisme a pour mandat d'élaborer des programmes culturels, éducatifs et économiques en faveur de la participation canadienne dans la région. Les activités commerciales suivantes figurent parmi

- celles auxquelles la FAP a pris part en Thaïlande :
- en mars 1992, grâce au parrainage de la FAP, les délégués thaïlandais ont participé à la conférence GLOBE 92;
 - en novembre 1990, le président de la FAP s'est rendu en Thaïlande en vue de prononcer le discours thème à l'occasion de la dix-huitième conférence internationale de l'Association des femmes du Pacifique et d'Asie du Sud-Est et de conclure un accord avec la fondation pour la coopération économique Thaïlande-Canada;
 - en 1991, des représentants de la Thaïlande ont assisté à la septième conférence «Ouverture sur le Pacifique», tenue à Calgary, grâce au coparrainage de la FAP et du comité canadien du Conseil économique du bassin du Pacifique.

Le club de gens d'affaires Thaïlande-Canada a été fondé en 1988 à Bangkok. Ce regroupement sert de tribune pour les échanges d'opinions et de renseignements et la promotion et le développement des relations commerciales. En 1991, le club devenait la Chambre de commerce Thaïlande-Canada, qui compte au-delà de 300 membres. La Chambre publie une revue bimestrielle, intitulée Thai-Canadian Business, qui est diffusée tant au Canada qu'en Thaïlande. La publication, en 1989 puis en 1991, d'un répertoire des entreprises canadiennes en Thaïlande est un autre fait qui témoigne de la progression des relations commerciales entre les deux pays.

3.4 Le financement des exportations

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) est l'organisme officiel canadien de crédit à l'exportation. Il offre de l'assurance-crédit d'exportation, des prêts, des garanties de prêts et d'autres services financiers aux exportateurs canadiens. La SEE considère la Thaïlande comme un marché cible au sein de la région de l'ANASE, et souhaite donner plus d'ampleur à son activité commerciale dans ce pays pour tirer parti de la multiplication rapide des débouchés offerts aux exportations canadiennes. Le programme des prêts à moyen et à long terme de la SEE est à la disposition des exportateurs canadiens qui traitent avec les secteurs publics et privés en Thaïlande. De plus, les exportateurs de produits à destination de la Thaïlande peuvent faire appel à tous les programmes d'assurance de la SEE, y compris l'assurance contre le risque de non-paiement causé par l'instabilité politique ou commerciale.

L'activité de financement menée par la SEE en Thaïlande a porté principalement sur le secteur public de la production d'électricité et a consisté à appuyer la vente de chaudières canadiennes à l'Electricity Generating Authority of Thailand (EGAT). Toutefois, la Société a également consenti des prêts à des entreprises privées, tout récemment dans le secteur des pâtes et papiers. La SEE dispose actuellement de trois marges de crédit à usage général, d'une valeur de 25 millions de dollars américains, ouvertes auprès de trois grandes banques commerciales thaïlandaises, soit la Krung Thai Bank, la Siam Commercial Bank et la Thai Farmers Bank. Ces marges de crédit peuvent être utilisées à l'appui de transactions portant sur des exportations canadiennes pour des montants variés et dans différents secteurs. En plus des marges de crédit susmentionnées, la SEE envisage actuellement un certain nombre de projets de financement dont la valeur totalise plus de 1 milliard de dollars, dans les secteurs des télécommunications, des transports, de l'énergie et des pâtes et papiers. Le siège social de la SEE est situé à Ottawa (Ontario), et la Société possède des bureaux régionaux dans tout le Canada.

4

Aide au développement

L'aide au développement qu'offre le Canada en Thaïlande passe par une multitude de programmes qui visent essentiellement à aider le pays à faire la transition d'une économie agricole à une économie industrialisée. Grâce à cette aide, le Canada cherche à établir avec la Thaïlande un large éventail de liens durables qui engendreront un partenariat avantageux pour les deux pays. Le Programme bilatéral de l'ACDI est la principale source de financement des projets menés en Thaïlande depuis 1981. D'autres programmes de l'ACDI en faveur des organisations non gouvernementales, le secteur privé canadien et d'autres organismes internationaux et multilatéraux se partagent les autres initiatives en matière d'aide canadienne en Thaïlande.

4.1 Le programme bilatéral

Rétabli à titre de programme de base en 1981, le programme pour la Thaïlande a remporté un grand succès. Il a été conçu dans la perspective de l'évolution à long terme de l'économie thaïlandaise et, d'entrée de jeu, le développement a été une priorité de la stratégie dont le programme est assorti, quoique ce dernier ait laissé une place à des partenariats économiquement viables entre les secteurs privés des deux pays. Le programme en question a pour objet de mettre sur pied des mécanismes autonomes permettant d'accroître la coopération et les relations économiques entre les deux pays.

TABLEAUX VIII PROGRAMMES CANADIENS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT
(EN MILLIONS \$ CAN.)

PROVENANCE	1984-1985	1989-1990
A. De gouvernement à gouvernement (Programme bilatéral)	7,24	20,31
B. Fonds administrés par la mission	—	0,45
C. Programme de coopération institutionnelle et de services au développement	0,29	1,42
D. Programme des organisations non gouvernementales	0,43	0,66
E. Programme des organisations non gouvernementales internationales	—	—
F. Programme de coopération industrielle	2,60	2,21
G. Programme d'assistance humanitaire internationale	2,46	1,88
H. Aide alimentaire	—	—
I. Centre de recherches pour le développement international	2,30	3,11
J. Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale	6,69	2,07
K. Centre international d'exploitation des océans	—	—
L. Contributions des gouvernements provinciaux	—	—
TOTAL	22,02	32,11

L'Accord de coopération économique Canada-Thaïlande, conclu en juillet 1988, vise expressément à compléter le programme d'aide du Canada en Thaïlande. À cette fin, il fournit un cadre de coopération à long terme en matière d'économie, de commerce et de développement, ainsi qu'un mécanisme de transition vers une relation bilatérale basée sur la collaboration et non sur l'aide.

Le programme de l'ACDI en Thaïlande est maintenant axé sur l'établissement de liens entre les institutions et le perfectionnement des ressources humaines; la mise en valeur du secteur privé; la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Les sommes versées dans le cadre du Programme bilatéral sont passées de 6,4 millions en 1983-1984 à 25 millions en 1990-1991.

Au cours des cinq premières années, l'aide consentie à la Thaïlande par le Canada avait principalement pour objet de venir en aide aux personnes défavorisées en milieu rural. Jusqu'à présent, environ 70 millions de dollars ont été affectés à des projets d'auto-assistance dans des villages situés dans des zones défavorisées désignées. La plupart de ces projets en sont aux dernières étapes de réalisation, quoique certains d'entre eux puissent nécessiter ultérieurement un appui soutenu.

Deux importants projets de développement en milieu rural consolideront les efforts dans ce secteur. Il s'agit du projet II d'aménagement rural intégré, mené avec la participation de la collectivité, et de l'institut local de développement. Ce dernier bénéficiera du patronage de la Couronne et fournira des conseils au gouvernement thaïlandais concernant ses politiques et programmes d'aménagement rural.

Liens institutionnels et perfectionnement des ressources humaines

Pour répondre aux nouveaux besoins en personnel et en formation qui procèdent de la restructuration économique de la Thaïlande, environ 70 millions de dollars ont été expressément alloués aux programmes en faveur de la gestion et d'institutions du secteur public. Parmi ces initiatives figurent le programme de bourses Rattanakosin et deux importants programmes concertés Thaïlande-Canada visant à soutenir des organismes centraux qui s'occupent des politiques relatives aux ressources humaines et du perfectionnement de ces ressources.

Membre associé de l'OMEASE (Organisation des ministres de l'éducation de l'Asie du Sud-Est) depuis 1988, le Canada a contribué à la mise sur pied de projets communautaires intégrés de perfectionnement des ressources humaines dans la région. En 1990, grâce au parrainage de l'ACDI (8,3 millions de dollars canadiens), la phase II de la coopération entre l'OMEASE et le Canada débutait. Il est à prévoir que le fait d'encourager les liens institutionnels entre les centres de l'OMEASE et les universités et collèges canadiens, de fournir de l'aide technique et d'offrir de la formation renforcera les capacités institutionnelles des centres de l'OMEASE et leurs moyens de gestion stratégique pendant la deuxième phase de la coopération.

Développement du secteur privé

Compte tenu des nouvelles politiques de la Thaïlande et de l'industrialisation accrue du pays, le Canada consacrera environ 36 millions de dollars à des programmes visant à favoriser la mise en valeur du secteur industriel thaïlandais. Le programme de développement industriel s'articule autour du Programme de collaboration interentreprises, qui vise à mettre en valeur le secteur industriel thaïlandais et à accroître la collaboration, le nombre des coentreprises et le commerce entre les secteurs privés thaïlandais et canadien. De plus, ce programme jette les bases de partenariats durables à caractère industriel. L'aide aux PME du Nord et du Nord-Est de la Thaïlande est également un élément important des deux programmes susmentionnés.

Parallèlement, le Programme de coopération industrielle de l'ACDI complète efficacement les efforts en faveur du commerce déployés dans le cadre du Programme bilatéral. Le Programme fournit actuellement une aide d'environ deux millions de dollars par an aux entreprises canadiennes qui cherchent à décrocher des contrats importants ou à conclure des ententes de coentreprise ou d'autres ententes commerciales en Thaïlande. L'aide financière accordée aux sociétés canadiennes sert aux études de lancement, de viabilité et de faisabilité visant des projets d'immobilisations. Elle sert également à financer des missions d'investissement et des séminaires sur les activités commerciales. Grâce à ces deux programmes, les efforts de collaboration des entreprises thaïlandaises et canadiennes sont étayés d'une aide financière appréciable.

Gestion de l'environnement et des ressources naturelles

Plus de 40 millions de dollars sont alloués aux projets touchant la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Un programme sectoriel d'une valeur de 10 millions de dollars est prévu pour l'élaboration de politiques et la planification dans le secteur de l'environnement, et l'établissement de systèmes d'information ayant pour objet une gestion améliorée des ressources, tandis que cinq millions de dollars ont été versés pour l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques énergétiques par le National Energy Policy Office. Le Royal Development Study Centre, à Kung Krabaen Bay, qui s'occupe de la gestion environnementale des zones côtières, a été mis sur pied grâce à l'aide financière et technique fournie par le Canada.

4.2 Programmes spéciaux

Le Canada accorde également une aide au développement à la Thaïlande dans le cadre d'un certain nombre de programmes spéciaux mis en oeuvre par l'ACDI et dans le cadre de sa participation à des programmes internationaux et multilatéraux.

En 1989-1990, la Direction des programmes spéciaux de l'ACDI a consacré environ 2 millions de dollars à des projets concernant des organisations non gouvernementales, des institutions et des coopératives en Thaïlande. Le Canada a aussi aidé au développement de la Thaïlande par l'intermédiaire de programmes multilatéraux des Nations Unies, du Comité international de la Croix-Rouge et d'institutions financières internationales.

4.3 Programme Canada-ANASE

La Thaïlande est également l'hôte d'un certain nombre de projets et d'activités réalisés en vertu du Programme de coopération au développement Canada-ANASE, y compris le Programme d'aide à l'entreposage et à la transformation des céréales (3,3 millions de dollars), le Centre de semences forestières (9,4 millions de dollars), un projet de séchage par énergie solaire (4,7 millions de dollars) et le projet de partenariat de l'Institut asiatique de technologie (14,2 millions de dollars). Au total, l'ACDI a consacré plus de 20 millions de dollars à des programmes de coopération en matière de développement dans la région de l'ANASE; environ 12 millions de dollars sont dépensés chaque année à ce poste. De plus, des collèges et des universités canadiennes participent à des programmes d'établissement de liens.

4.4 Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Le CRDI accorde un appui à des activités de recherche-développement dans un certain nombre de pays en développement comme la Thaïlande en offrant une aide financière en vue d'activités de recherche définies et exécutées par des scientifiques et des universités du pays bénéficiaire. Jusqu'à présent, le Centre a alloué en tout environ 35,3 millions de dollars répartis entre 283 projets de recherche scientifique en Thaïlande. En 1992, 94 projets au total étaient mis en oeuvre. Il possède un bureau régional à Singapour.

5

Cadre de la coopération

5.1 Accords et ententes Canada-Thaïlande

Un certain nombre d'accords composent actuellement l'infrastructure sur laquelle reposent les relations économiques et commerciales entre le Canada et la Thaïlande.

Un accord *modus vivendi*, sous forme d'un échange de notes, a été conclu en 1969, lequel prévoit que les deux pays s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée par rapport à toutes questions concernant les droits, règlements et exigences relatifs aux douanes et aux importations et exportations.

Une série de protocoles d'entente ont été signés depuis 1978 concernant l'exportation de certains produits textiles de la Thaïlande à destination du Canada. Les arrangements successifs, en vigueur pour des périodes de trois à quatre ans, ont donné lieu à la mise en oeuvre d'un système d'autorisation des exportations par le gouvernement de la Thaïlande ainsi qu'à l'application de restrictions quantitatives aux exportations de produits textiles d'origine thaïlandaises.

L'accord relatif à la coopération pour le développement entre le Canada et la Thaïlande, entré en vigueur en janvier 1983, définit un cadre de coopération en matière de développement entre les deux pays signataires. Jusque-là, l'activité canadienne en Thaïlande était dirigée dans le cadre des programmes de coopération technique prévus par le Plan Colombo.

Pendant cette même période, le Canada et la Thaïlande ont signé un accord, sous forme d'échange de notes, visant à promouvoir et à protéger les investissements faits par chacun des pays sur le territoire de l'autre. L'objectif principal de l'entente est de réduire, pour le gouvernement du Canada et son organisme assureur - la Société pour l'expansion des exportations (SEE) -, le risque lié à l'offre de garanties à l'égard des pertes d'investissements étrangers pour cause de non-convertibilité, d'expropriation, de nationalisation, ou encore de guerre, de révolution ou

d'insurrection. L'entente vise à faciliter l'exécution du programme d'assurance-investissement de la SEE en Thaïlande et à inciter les Canadiens à investir dans ce pays.

Le Canada et la Thaïlande signaient, en avril 1984, une convention en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale, laquelle est entrée en vigueur en juillet 1985. La convention vise à éliminer la double imposition des particuliers et des sociétés d'un État qui exploitent une entreprise ou gagnent un revenu sur le territoire de l'autre État, et elle a pour but de stimuler le commerce et l'investissement entre les deux États et d'améliorer la nature et l'étendue des relations économiques bilatérales.

Le Canada et la Thaïlande concluaient, en octobre 1988, un nouvel accord sur les liaisons aériennes qui donnait plus d'ampleur à un accord bilatéral dont les dispositions avaient été négociées en 1986. Grâce à l'accord, les deux pays seront mieux en mesure de planifier leurs services réguliers transatlantiques et transpacifiques.

En juillet 1988, le Canada et la Thaïlande ratifiaient le Traité de coopération relatif à l'exécution des sentences pénales, qui avait été signé en 1983. Le traité prévoit le rapatriement des détenus pour qu'ils finissent de purger leur peine dans leur pays d'origine.

En dernier lieu, l'Accord de coopération économique, signé en juillet 1988, vise à promouvoir une coopération accrue entre le Canada et la Thaïlande en matière d'économie, de commerce, d'industrie et de ressources humaines. Cet accord jette les bases des initiatives spéciales lancées dans des secteurs prioritaires et ouvre la voie à l'établissement de liens entre institutions. Il prévoit également la mise sur pied d'une commission économique bilatérale, dont le rôle consisterait à faciliter la coordination et la consultation entre les deux gouvernements, ainsi que d'un comité d'examen des projets, qui aurait pour tâche de veiller à l'échange d'information aux premières étapes de grands projets d'immobilisations mis en oeuvre dans les secteurs public et privé. Le Canada

est le premier partenaire commercial avec lequel la Thaïlande a conclu une entente générale de coopération économique. L'entente en question constitue, en fait, un modèle que pourraient utiliser tant le Canada que la Thaïlande en vue de conclure des accords semblables avec d'autres pays.

Dans un contexte régional, le Canada et la Thaïlande sont signataires de l'Accord de coopération économique Canada-ANASE, qui est entré en vigueur en juin 1982. En vertu de l'Accord, un comité mixte de coopération a été mis sur pied. Il est chargé de promouvoir et d'accroître la coopération entre les pays de l'ANASE et le Canada en matière d'industrie, de commerce et de développement.

En tant que pays du bassin du Pacifique, le Canada et la Thaïlande sont tous deux membres de la CEAP.

5.2 Autres domaines de coopération

Un certain nombre d'initiatives sont actuellement mises en oeuvre dans les secteurs prioritaires désignés par le Canada et la Thaïlande dans le cadre de l'Accord de coopération économique. Plusieurs d'entre elles se déroulent sous l'égide ou avec l'appui financier de l'ACDI, tandis que d'autres prennent la forme d'une coopération directe entre des ministères canadiens et thaïlandais.

Agriculture

Agriculture Canada exécute en Thaïlande un certain nombre de projets désignés dans les Stratégies de commercialisation des produits agro-alimentaires des industries canadiennes.

Un certain nombre de missions concernant la mise en valeur du secteur du bétail et la gestion du bétail laitier ont eu lieu, tant au Canada qu'en Thaïlande, en 1988 et 1989. Elles ont entraîné une hausse sensible des exportations canadiennes de sperme de bovins laitiers en Thaïlande (la part canadienne de ce marché étant passée de 10 % en 1988 à 45 % en 1989). Des initiatives pourraient également être lancées en vue de promouvoir la production canadienne de porc et de boeuf et d'étudier les éventuels débouchés offerts aux aliments concentrés pour animaux et aux aliments traités en Thaïlande. Dans cette optique, Agriculture Canada a envoyé une mission en Thaïlande, en mars 1990, pour étudier les perspectives qu'offre le canola. Aussi, la Thaïlande a participé au Congrès international du lait, tenu à Montréal en octobre 1990.

En 1990, un protocole d'entente a été conclu entre le ministère thaïlandais de la Mise en valeur du bétail et Shore Holstein International Ltd., Semex Canada/International Livestock Management School et l'ACDI en vue de la mise sur pied d'un projet de démonstration de bovins laitiers, d'une valeur de 2,5 millions de dollars, et qui comprenait la vente de bovins vivants, de sperme et d'embryons, ainsi que la prestation d'une formation et d'une aide technique. Comme suite au projet, le Canada et la Thaïlande approuvaient en 1990 un protocole d'entente sur l'hygiène vétérinaire permettant l'exportation en Thaïlande de bovins laitiers et d'embryons canadiens.

Agriculture Canada, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario et la Canadian Livestock Exporters Association ont parrainé deux séminaires techniques sur la production laitière, tenus en Thaïlande en 1992. Les séminaires ont mis l'accent sur les excellents résultats du projet de démonstration de bovins laitiers. De plus, l'Association Holstein du Canada poursuit des échanges avec l'association thaïlandaise correspondante concernant l'éventuelle adaptation des logiciels canadiens de classification et de gestion des documents en fonction des besoins de l'industrie laitière de la Thaïlande.

Un projet de mandat a été rédigé à l'intention du comité mixte de l'agriculture, et la commission économique bilatérale est censée y donner son aval en 1992. Les consultations en la matière ont porté sur l'éventuelle accréditation du système thaïlandais d'inspection des fruits et légumes frais, et des fruits, légumes et produits laitiers traités. Il a également été proposé d'établir un lien de coopération officielle entre l'Association canadienne des vétérinaires et la Thai Veterinary Medical Association concernant la formation pratique et la formation permanente.

Les provinces de l'Ontario, du Québec, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta envoient régulièrement des missions agricoles en Thaïlande. Par ailleurs, le Manitoba y a délégué, en mars 1990, une mission intéressée par le porc.

Pêches

Le ministère des Pêches et des Océans (MPO) participe au projet de l'ACDI concernant la pêche en eau douce dans le Nord-Est de la Thaïlande depuis sa mise en oeuvre en 1984. Le projet en question vise à accroître la production de poissons d'eau douce et à appuyer l'administration du ministère des Pêches de la Thaïlande. Le MPO offre des conseils et une formation techniques.

Le Ministère a également pris part au Programme d'aide alimentaire de l'ACDI, notamment en inspectant, en 1988-1989, 990 tonnes de hareng en conserve dans le cadre des Opérations de secours des Nations Unies dans la zone frontalière.

En juin 1988, le Canada et la Thaïlande signaient un protocole d'entente portant sur l'inspection du thon en conserve et visant à fournir une assurance que les exportations thaïlandaises de ces produits répondront aux exigences du Canada et ne nécessiteront donc pas, de ce fait, la vérification de nombreux échantillons. Le protocole susmentionné révisé et signé à nouveau en novembre 1991 comporte des annexes distinctes visant le thon en conserve et les crevettes congelées. Cette façon de faire permet l'ajout ou la suppression de catégories de produits sans qu'il soit nécessaire de renégocier le document de 1991.

Le MPO a réinspecté, à la fin de février 1992, les conserveries de thon visées par le protocole de 1988. Toutes les usines bénéficiant d'un statut préférentiel répondaient aux critères fixés. Les usines en question sont inspectées tous les six mois par le ministère thaïlandais des Pêches.

Une équipe d'inspecteurs du MPO s'est rendue en Thaïlande en mars 1992 afin d'inspecter les usines de traitement des crevettes congelées, suivant les dispositions du protocole d'entente révisé en 1991.

Gestion des ressources naturelles

Durant la période 1983-1991, plus de 20 millions de dollars ont été affectés aux projets de l'ACDI qui portaient directement sur la gestion des ressources naturelles. Les projets en cours et les projets prévus, dont la valeur s'élève à environ 4 millions de dollars, comprennent la prestation d'aide technique et de formation en vue de la mise en oeuvre d'un processus de planification national concernant la gestion des ressources naturelles en Thaïlande. (L'ACDI a appuyé l'amélioration du programme national de télédétection, par l'intermédiaire du projet Landsat, et de la station terrestre pour satellites afin de permettre la réception des renseignements transmis par les capteurs TM et SPOT de Landsat.)

Fort de l'aide financière fournie par l'ACDI (15,5 millions de dollars répartis sur 7 ans), la Commission géologique du Canada a participé à un vaste levé géophysique aérien de la Thaïlande financé par la Banque asiatique de développement.

La Commission s'est chargée de la préparation des devis techniques et de la surveillance du levé, qui a été effectué par une société canadienne. Le personnel de la Commission continue de fournir une aide technique au ministère thaïlandais des Ressources minérales, sous forme de traitement et d'interprétation des données et de formation, afin d'augmenter les capacités du ministère en matière de planification et de mise en valeur des ressources.

Des stagiaires du ministère thaïlandais des Ressources minérales ont été accueillis dans des universités canadiennes et ont eu l'occasion d'étudier les systèmes de compilation de statistiques sur l'industrie minière et de repérage des produits minéraux du Secteur de la politique minière d'Énergie, Mines et Ressources Canada.

Transports

En 1986, Transports Canada lançait un programme quinquennal de 10 millions de dollars afin d'aider les pays en développement à remplir leurs obligations internationales en matière de sécurité de l'aviation civile. Dans le cadre du programme, le Ministère fournit le matériel, l'aide technique et la formation nécessaires. La Thaïlande a manifesté de l'intérêt pour l'aide offerte, mais jusqu'à présent, aucun accord n'est intervenu entre l'ACDI, organisme parrain du projet, et le gouvernement de la Thaïlande. Des stagiaires thaïlandais ont terminé leur formation en contrôle du trafic aérien en octobre 1987. Aucune nouvelle formation n'est prévue dans un avenir proche.

L'ACDI a également parrainé le stage de 18 Thaïlandais à l'Institut de formation de Transports Canada, à Cornwall (Ontario), où ils ont suivi des cours sur le contrôle du trafic aérien et participé à de courtes séances de formation pratique.

En outre, en novembre 1989, des représentants du Groupe de travail canadien chargé des aéroports se sont rendus à Bangkok pour se familiariser avec le traitement des voyageurs en transit des vols internationaux en Thaïlande.

En 1992, la Fondation Asie-Pacifique a organisé et accueilli le forum Canada-Asie sur les transports et le commerce. Cette manifestation, qui réunissait des dirigeants canadiens du secteur des transports et leurs homologues des pays d'Asie-Pacifique, visait à élaborer une nouvelle vision commune des transports et du commerce intéressant le Canada et les pays de la région d'Asie-Pacifique.

Communications

Le ministère des Communications (MDC) a mené une activité importante de marketing en Thaïlande ainsi que dans d'autres pays de l'Asie du Sud-Est. En effet, depuis 1985, le MDC a parrainé plusieurs missions commerciales et techniques, à destination et en provenance de la Thaïlande, de concert avec AECEC et l'ACDI.

Des représentants de la Thaïlande se sont rendus régulièrement au Canada pour recevoir une formation dans des domaines de compétence canadiens tels que la gestion du spectre. En outre, des hauts fonctionnaires thaïlandais ont participé à des séances de formation à l'Institut des cadres supérieurs en gestion des télécommunications du Canada (ICSGTC). L'Institut, financé conjointement par le gouvernement du Canada et le secteur privé, offre aux représentants de pays en développement une formation en matière de gestion et d'utilisation de systèmes téléphoniques et de communications. Alberta Telecommunications International et Telecommunications Services International, de B.C. Tel, ont également offert aux Thaïlandais de la formation et des technologies dans leurs secteurs de compétence respectifs. Comme le gouvernement de la Thaïlande a pour politique d'accélérer la croissance des services de télécommunications dans ce pays en offrant une participation au secteur privé, les entreprises canadiennes pourraient avoir des occasions de pénétrer le marché des communications.

Défense

La coopération bilatérale en matière de défense s'est trouvée favorisée par la récente accréditation d'un attaché des Forces canadiennes en Thaïlande. En outre, un accord a été approuvé qui permet au personnel militaire thaïlandais de participer au Programme d'aide à l'instruction militaire (PAIM) du Canada. L'accord définit les conditions juridiques, financières et administratives, ainsi que les dispositions en matière de sécurité, régissant la formation au Canada des militaires thaïlandais en vertu du programme susmentionné.

Les visites de haut niveau effectuées en 1989 et en 1990, témoignent de l'intérêt réciproque que portent le Canada et la Thaïlande à la défense et à la sécurité. Il s'agit, entre autres, de la visite en Thaïlande, en août 1989, de la ministre associée de la Défense nationale, l'honorable Mary Collins, des visites au Canada du général en chef adjoint et du

chef d'état-major du service de l'instruction de l'Armée royale de Thaïlande, celui-là en juillet 1989 et celui-ci en avril 1990, ainsi que des visites effectuées en 1989 et 1990 dans le cadre des échanges entre les collèges militaires nationaux des deux pays. En outre, une mission administrative des Forces armées thaïlandaises a eu lieu en août 1990 et des représentants du Collège de la défense nationale de Thaïlande se sont rendus au Canada en mai 1992.

Création d'institutions et enseignement

Un certain nombre de projets, mis en oeuvre dans le cadre du Programme bilatéral de l'ACDI, visent à promouvoir les liens entre les institutions thaïlandaises et canadiennes.

Un certain nombre d'institutions canadiennes de recherche sur la politique publique et d'universités canadiennes ont noué des liens avec le Thailand Development Research Institute (TDRI) grâce à des recherches menées conjointement. Le TDRI a entrepris des projets de concert avec le Conference Board du Canada, l'IRPP, l'ancien Conseil économique du Canada, ainsi qu'avec l'université Queen's et d'autres universités canadiennes. L'appui accordé par le Canada au TDRI et sa collaboration avec ce dernier ont aidé de façon appréciable à affirmer la présence du Canada en Thaïlande et dans la région de l'ANASE.

L'ACDI accorde également un appui au National Economic and Social Development Board (NESDB) pour l'aider à assumer son double rôle d'organisme central de planification et de conseiller économique auprès du cabinet thaïlandais de même qu'auprès du ministère de la Coopération technique et économique, organisme qui coordonne l'aide au développement accordée en Thaïlande.

Le Programme des relations entre les établissements d'enseignement mené par Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada aide à l'élaboration d'un programme d'études canadiennes en Thaïlande en parrainant de courts stages d'étude au Canada pour les universitaires désireux de préparer et de présenter un cours sur le Canada. Jusque-là, les cours en études canadiennes ont pour la plupart porté sur les secteurs des sciences sociales, des sciences humaines, des affaires, de l'économie et du droit. Le programme offre la possibilité de nouer des relations entre les universitaires canadiens et thaïlandais et de faire connaître davantage le Canada en Thaïlande.

En 1989, le gouvernement de l'Alberta accordait une subvention de 10 000 dollars à l'université Chulalongkorn de Bangkok pour son programme d'études canadiennes. AECEC a accordé son appui au programme en 1991 et y a contribué pour 10 000 dollars. Depuis 1983, grâce au programme de dons de livres aux bibliothèques des universités, des livres et du matériel pédagogique sur le Canada ont été fournis en grande quantité aux universitaires thaïlandais afin d'appuyer les programmes d'études canadiennes.

Le Canada est membre associé de l'Organisation des ministres de l'éducation de l'Asie du Sud-Est (OMEASE), et, en 1991, il a financé la bourse Jasper/OMEASE du vingt-cinquième anniversaire, qui permet à des universitaires désignés d'effectuer des projets de recherche.

Grâce au programme coopératif de formation en gestion Asie-Pacifique, offert au collège Capilano de North Vancouver et dont le financement provient en partie de la Fondation Asie-Pacifique, d'éventuels employeurs canadiens et asiatiques sont jumelés à des candidats à des stages en gestion. Certains étudiants qui participent au programme ont effectué des stages pratiques en Thaïlande et étudié le thaï.

L'Association des anciens Canada-Thaïlande réunit de nombreux anciens, soit 200 membres en règle, et elle fonctionnera à plein sous peu. L'Association a mis en oeuvre des projets financés par le Canada, a coparrainé un projet de bourses de concert avec la Columbia International School de Hamilton et gère le centre des ressources universitaires, qui connaît un vif succès.

Le Programme d'établissement de liens entre institutions, qui relève de l'ACDI et dont la valeur est de huit millions de dollars, a permis de mettre en place de solides assises pour que les institutions et les universités canadiennes et thaïlandaises nouent des relations. Environ 14 projets ont été lancés dans le cadre du programme.

En 1992, la Politique de perfectionnement des ressources humaines et le Programme d'établissement de liens entre institutions sont venus appuyer les priorités de la Thaïlande en matière de développement, soit le perfectionnement des ressources humaines et l'établissement de liens durables entre institutions.

Autres domaines

Le Canada coopère activement avec la Thaïlande à la lutte contre la drogue et à l'exécution des lois. La Gendarmerie royale du Canada (GRC) fournit une aide à la Thaïlande depuis 1983, y compris la formation de policiers thaïlandais au Canada en vertu du Programme international de formation et de stages antidrogue, une formation offerte au Collège canadien de police et une formation donnée sur le terrain à tous les principaux organismes thaïlandais de lutte contre la drogue en vertu de la Stratégie nationale antidrogue. De plus, des dirigeants de forces policières thaïlandaises se sont rendus au Canada pour promouvoir la coopération dans le domaine du renseignement et des opérations permanentes. Enfin, le solliciteur général du Canada, l'honorable Pierre Blais, s'est rendu en Thaïlande en novembre 1989.

Depuis 1984, Revenu Canada (Douanes et Accise) offre une aide importante à la Thaïlande, tant au moyen des ressources du ministère que par l'intermédiaire des ressources disponibles dans le cadre du Programme de promotion de la gestion de l'ACDI. Par exemple, en 1984, une aide technique a été fournie, en vertu de l'Accord de coopération Canada-ANASE, dans le domaine des méthodes et des procédures d'administration des taxes indirectes. Par la suite, Revenu Canada a mis au service du ministère thaïlandais de l'Accise son savoir-faire dans le domaine du fonctionnement, de l'administration et des services de laboratoire.

En plus de mettre l'accent fortement sur les questions relatives à l'égalité des sexes et à l'environnement, le cadre de coopération s'étendra aux questions relatives au bon gouvernement et aux droits de la personne. Des séminaires portant sur ces questions seront tenus en collaboration avec le Canadian Institute on Governance.

5.3 Activités des provinces en matière de coopération

Les initiatives des provinces en Thaïlande ont surtout pris la forme de missions commerciales, menées souvent avec la participation de ministres.

La Colombie-Britannique s'est surtout intéressée jusqu'à présent au logement et à l'agriculture et, plus récemment, à l'établissement de liens avec la Thaïlande dans le domaine de l'éducation. À cet égard, le ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique a mis sur pied, de concert avec les responsables du collège St. John's de Bangkok, un programme qui permet à quatre

élèves du secondaire de Colombie-Britannique de passer trois mois dans cet établissement. En 1991, un programme d'été d'une durée de quatre semaines s'est déroulé à l'université Chulalongkorn. En outre, la Thaïlande a participé à titre de pays vedette à l'Exposition nationale du Pacifique tenue à Vancouver en août et en septembre 1990.

L'Alberta est l'une des provinces qui ont mené l'activité la plus importante en Thaïlande, laquelle s'est traduite par des visites ministérielles et des missions commerciales régulières. La coopération entre l'Alberta et la Thaïlande au niveau de l'enseignement postsecondaire remonte à plus de vingt ans. Le gouvernement de l'Alberta a mis ses compétences techniques au service de la Thaïlande dans le domaine des télécommunications, par l'intermédiaire d'Alberta Telecommunications International, et dans le secteur du pétrole et du gaz. Le ministère du Développement économique, de concert avec la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, a organisé des séances à l'intention de spécialistes thaïlandais à l'Alberta Summer Institute for Petroleum Industry Development. Au total, 22 spécialistes ont participé à ce programme depuis 1983. Le gouvernement de l'Alberta a également fourni une aide financière à l'université Chulalongkorn de Bangkok pour son programme d'études canadiennes. En outre, un certain nombre de collèges et d'universités de l'Alberta participent également à des projets menés en collaboration avec des établissements thaïlandais, offrant de la formation et une aide technique. Dans le domaine de l'aide au développement, depuis 1982, le gouvernement de l'Alberta a affecté une aide d'environ 0,6 million de dollars à divers projets d'aménagement rural en Thaïlande, sous forme de subventions paritaires accordées par des organisations non gouvernementales.

La Saskatchewan a lancé diverses activités en Thaïlande par l'intermédiaire de son bureau de Hong Kong. Le ministre du Commerce et de l'Investissement, Robert Andrew, s'est rendu en Thaïlande en février 1989. Dans un proche avenir, la province prévoit accorder plus d'attention aux débouchés commerciaux qu'offre la Thaïlande,

d'abord dans le domaine de la potasse. Le Saskatchewan Research Council et l'université de la Saskatchewan se sont associés au ministère de la Promotion industrielle de la Thaïlande ainsi qu'à une entreprise locale dans le cadre d'un projet de transfert de technologies et de compétences à des PME thaïlandaises.

L'Ontario a envoyé des missions commerciales en Thaïlande dans le domaine général de l'agriculture et parrainé la venue de missions thaïlandaises spécialisées dans le domaine du bétail. Hydro-Ontario est partie à un accord de coopération active avec l'Electrical Generating Authority of Thailand. L'accord prévoit le transfert de technologies et de savoir-faire technique ainsi que d'autres initiatives commerciales. Un conseiller en commerce et en investissement en poste à Bangkok s'occupe des intérêts de l'Ontario en Thaïlande. De plus, des cabinets d'architectes de l'Ontario ont participé à l'élaboration de plusieurs grands projets en cours dans ce pays. À noter également que la Thaïlande a été accueillie à titre de nation invitée, en août 1989, dans le cadre de la principale exposition nationale du Canada, la CNE. Le Québec a lui aussi mené une activité importante en Thaïlande, parrainant en moyenne deux missions commerciales chaque année et assurant une aide financière à un certain nombre de sociétés désireuses de vendre leurs produits et leur savoir-faire dans ce pays. L'Institut de recherches en électricité du Québec a conclu avec l'Electrical Generating Authority of Thailand un accord de coopération semblable à celui d'Hydro-Ontario. En outre, le gouvernement du Québec offre quelques bourses d'excellence à des étudiants thaïlandais dans les domaines de la coopération scientifique ou économique. La province a aussi consenti une exemption des frais de scolarité, plus élevés pour les étudiants étrangers, à dix étudiants thaïlandais inscrits dans des universités québécoises. Enfin, un certain nombre de projets de recherche effectués en coopération par des universités du Québec et de Thaïlande sont en cours dans les domaines des sciences humaines, de la médecine et de la nutrition.



Conclusion

Les relations économiques et commerciales entre le Canada et la Thaïlande se sont accrues rapidement au cours de la dernière décennie. Les programmes d'aide au développement menés en Thaïlande par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ont conditionné de manière décisive les relations entre ces deux pays. Ces dernières années, l'ACDI s'est surtout consacrée à la consolidation d'institutions et à l'établissement de liens entre les secteurs privés des deux pays.

La nouvelle orientation donnée au programme d'aide au développement visait à faire graduellement du Canada et de la Thaïlande des partenaires économiques et industriels à part entière et à compléter l'activité que mène de longue date le gouvernement afin de promouvoir les exportations. À mesure que le partenariat se définit et que la richesse et la prospérité de la Thaïlande s'accroissent, les programmes d'aide canadiens céderont peu à peu la place à des relations bilatérales entières.

Grâce à son évolution sociale et économique remarquable, la Thaïlande offre la perspective d'un partenariat commercial fructueux. La valeur des échanges entre le Canada et la Thaïlande a pratiquement été multipliée par quatre depuis 1986, ce qui place ce pays au deuxième rang des partenaires commerciaux du Canada dans la région de l'ANASE.

Si le niveau du commerce entre le Canada et la Thaïlande a augmenté considérablement en termes absolus depuis dix ans, il est néanmoins demeuré assez statique en tant que pourcentage de

l'ensemble de l'activité commerciale de chaque pays. En clair, le Canada est la destination de 1,5 % des exportations thaïlandaises, tandis que 0,3 % des exportations canadiennes sont destinées à la Thaïlande. Néanmoins, la multiplication des échanges culturels et des visites effectuées par les membres de la famille royale, des ministres, des hauts fonctionnaires et des gens d'affaires révèle l'importance accrue que les Thaïlandais et les Canadiens accordent au resserrement des liens entre les deux pays. Les échanges commerciaux récents et les efforts déployés par la Thaïlande en vue de libéraliser davantage sa politique économique indiquent que le Canada et la Thaïlande sont aptes à accroître de manière appréciable l'importance de leurs relations commerciales.

Cela dit, il existe une base solide sur laquelle s'appuyer pour resserrer davantage les relations économiques. L'Accord de coopération économique, signé en juillet 1988, fournit un vaste cadre à l'exploration d'éventuels secteurs de coopération. La commission économique bilatérale instaurée en vertu de l'accord susmentionné constitue la tribune à laquelle peuvent recourir les deux partenaires pour définir des entreprises concertées et y consacrer les ressources voulues. La situation du Canada en tant qu'interlocuteur de l'ANASE et l'appartenance des deux pays à la CEAP multiplient les occasions de rencontre et de coopération.

Annexe A

COENTREPRISES ENTRE LE CANADA ET LA THAÏLANDE

A. EXEMPLE D'INVESTISSEMENTS CANADIENS ET DE COENTREPRISES COMPORTANT DES PARTENAIRES CANADIENS EN THAÏLANDE

ENTREPRISE

Alcan Siam Limited

Aqua Marine

Art Bronzes International Ltd.

Bata Shoe Company of Thailand Ltd.

Champion Road Machinery Ltd.

Ganong Limited

Imperial Flavours Inc.

Laemthong Protein Foods Co. Ltd.

Lassond Industries Inc.

ACTIVITÉ

Producteur de tôle et de papier d'aluminium; acquis de Reynolds en 1983. L'entreprise appartient à 85 % à l'Alcan et à 15 % à des investisseurs locaux.

Accord de représentation avec Bangkok Motorworks

Coentreprise visant à produire des coulages de bronze artistiques d'oeuvres d'artistes canadiens, en nombre limité, destinés aux marchés nord-américain et européen.

La plus ancienne société à participation canadienne en Thaïlande (fondée il y a plus de 50 ans). L'entreprise a récemment agrandi ses installations de production en Thaïlande et y emploie de l'équipement canadien.

Accord de licence avec Champthai Company Ltd. en vue de l'assemblage de niveleuses destinées au marché intérieur.

Coentreprise entre Ganong Brothers Limited, de St. Stephen (Nouveau-Brunswick), et Rubia Industries (filiale de Berli Jucker) en vue de la fabrication et de l'exportation vers le marché nord-américain de produits de confiserie de haute qualité.

Trois accords de coentreprise conclus avec Prachaub Fruit Compagny, Tipco et Samroyed.

Coentreprise entre Protein Foods Ltd. et Laemthong Company Ltd., qui a permis le transfert d'une technologie de désossage du poulet et de production de produits de poulet traité.

Coentreprise entre Thai Pineapple Co. Ltd. et Lassonde Industries Inc. en vue du transfert de technologies de production de jus de fruits tropicaux destinés au Canada et à l'Asie du Sud.

LVM TECH LVM TECH	a conclu une entente de coentreprise avec Chula Unisearch (appartenant à l'université Chulalongkorn de Bangkok), en vue de mettre sur pied en Thaïlande un laboratoire d'assurance de la qualité et d'essais de matériaux.
Medigloves Co. Ltd.	Coentreprise entre un investisseur canadien privé et Mah Boon Krong Group de Thaïlande en vue de produire des gants chirurgicaux destinés à l'exportation.
Metofab (Asia) Company Ltd.	Coentreprise entre Metofab Inc. de Montréal, Yong Hong Seng Company Ltd. de Bangkok et Ventures International de Bangkok, en vue de la production de garde-corps en aluminium et de produits connexes.
Nikkei Thai Aluminum Co. Ltd.	Fabricant de produits en aluminium profilé. Entreprise appartenant à 75 % à Nippon Light Metal Company (N.L.M.) du Japon (N.L.M. appartient à Aluminium du Canada Limitée); à 10 % à la société Alcan de Montréal; à 15 % à la Siam Commercial Bank.
Pherm Pong Fishery Co. Ltd.	Baht Industries Inc. de Vancouver est propriétaire à 40 % de ce complexe éclosion et élevage de crevettes à Phuket. Baht Industries réunit les intérêts de 20 investisseurs canadiens particuliers.
Plastiques Eaton	Coentreprise avec Kamaya Kogyo du Japon et Saha Group de Thaïlande. Pronto Auto Repair Accord de licence avec Tri Mitr Industry and Engineering Co.
Poonpipat Finance and Securities Co. Ltd.	Le Groupe Banque de Nouvelle-Écosse possède 25 % des actions de Poonpipat, avec droit de gestion. En plus d'exécuter ses activités financières normales, Poonpipat siège à la bourse de Thaïlande et offre une gamme complète de services de courtage.
Samroyod Corporation Ltd.	Coentreprise entre Imperial Flavours Inc. de Toronto et Samroyod en vue de la fabrication et de la commercialisation de produits et de concentrés de jus de fruits tropicaux.
Seagram (Thailand) Ltd.	Coentreprise avec Tejapaibul Group, l'un des premiers producteurs d'alcool en Thaïlande; fabrique des boissons au vin et coopère à la commercialisation des produits Seagram en Thaïlande.
Trade Facilitation	Contrat de services avec la société Pisitichai, fondée en vue d'aider à repérer des débouchés sur le marché canadien pour des produits thaïlandais.
Vencor Co., Ltd.	Vencor est une coentreprise qui réunit J.K. Industrial Services et Mediterranean Engineering, toutes deux d'Edmonton (Alberta), et Watana Phaisal Engineering Co. Ltd. Lancée en 1989 en vue de la conception et de la production de dispositifs mécaniques spécialisés à usage industriel.B.

B. ENTREPRISES LOCALES AYANT DES LIENS AU CANADA

Alex Fedoruk	Cabinet de consultation travaillant dans le secteur des ressources naturelles pour le compte d'organismes de développement international.
The Canadian Corporation	Société représentant plusieurs fournisseurs étrangers sur le marché thaïlandais, dont Pratt & Whitney et Okanagan Helicopters Limited.
Canam Pacific Company, Ltd.	Société fondée en 1988 en vue de fabriquer des appareils d'analyse alcoométriques numériques, à usage personnel et professionnel, y compris à l'intention des forces policières.
Colton Textile Company	Entreprise fondée en 1986 en vue d'exploiter une filature.
Maximus Aviation Company Ltd.	Société fondée pour assumer les fonctions d'agent commercial général pour le compte de Nationair Canada.
Sage Trading Ltd.	Expert-conseil dans les secteurs du pétrole, de l'énergie, de l'agriculture et de l'éducation.
Siam Canadian Trading Company Ltd.	Société fondée pour exporter des produits alimentaires thaïlandais vers le Canada et d'autres marchés.

C. BUREAUX DE REPRÉSENTATION CANADIENS EN THAÏLANDE

Banque de Nouvelle-Écosse	Bureau de représentation bancaire fondé en 1980.
Burns Fry Investment Management Ltd.	Le représentant de cette entreprise en Extrême-Orient est affecté à Bangkok. Burns Fry est une entreprise de services financiers de Toronto.
Chubb Electronics Asia	Bureau fondé en 1990 en vue de promouvoir le matériel électronique de sécurité fabriqué par Chubb.
Environmental and Social (ESSA)	ESSA offre un large éventail de techniques d'analyse des systèmes dans le domaine de la recherche, de l'évaluation et de la gestion environnementales.
Lavalin International Inc.	Lavalin International de Montréal utilise ce bureau pour commercialiser ses services de consultation en ingénierie en Thaïlande.
Lignes aériennes Canadien international	Cette compagnie offre des vols directs sur Hong Kong et Vancouver, trois fois par semaine.

Annexe B

ADRESSES UTILES

EN THAÏLANDE

Ambassade du Canada
The Boonmitr Building
11th Floor, 138 Silom Road
P.O. Box 2090
Bangkok 5
Téléphone : 234-1561/8
Télécopieur : 236-7119 (division commerciale)

The Board of Investment (BOI)
555 Vibhavadi Rangsit Rd.
Bangkok 10400
Téléphone : 270-1400-23
Télécopieur : 280-0892; 280-1860

Board of Trade Thailand
150 Rajbopit Road
Bangkok
Téléphone : 221-055; 221-9350; 222-9031
Télécopieur : 225-3995

Canadian Group of Thailand
P.O. Box 1181
Nana Post Office
Bangkok 10112
Thailand

The Industrial Finance
Corporation of Thailand
(IFCT)
1770 New Petchburi Road
Bangkok 10310
Téléphone : 253-711; 254-8050; 255-3995-9
Télécopieur : 253-9679; 253-4677

Ministry of Commerce
Department of Foreign Trade
Sanamchai Road
Bangkok 10200
Téléphone : 223-1481-5; 225-1315-29

Thai-Canadian Chamber of Commerce
19th Floor, CP Tower
313 Silmon Rd.
Bangkok 10500
Tél. : 231-0891/2
Télécop. : 231-0893

DANS LA RÉGION

Asia Pacific Foundation of Canada
(South East Asia Office)
80 Anson Road #15-02
IBM Towers
Singapore 0207
Tél. : (65) 225-7346
Télécop. : (65) 222-7439

Canada-ASEAN Centre
80 Anson Road #15-02
IBM Towers
Singapore 0207
Tél. : (65) 225-7346
Télécop. : (65) 222-7439

International Development
Research Centre (IDRC)
Regional Office
Tanglin P.O. Box 101
Singapore 9124
Tél. : (65) 235-1344

AU CANADA

**Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada
Direction des relations avec
l'Asie et le Pacifique Sud (PSR)**
et

**Direction de l'expansion du commerce
en Asie et Pacifique Sud (PST)**
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1H 8A5
Téléphone : (613) 996-8199 (PSR),
992-0959 (PST)
Télécopieur : (613) 996-4309

Ambassade royale de Thaïlande
180, promenade Island Park
Ottawa (Ontario)
K1Y 2H7
Téléphone : (613) 722-4444
Télécopieur : (613) 722-6624

**Conseil du commerce ANASE-Canada
de la Chambre de Commerce du Canada**
55, rue Metcalfe
Ottawa (Ontario)
K1P 6N4
Tél. : (613) 238-4000
Télécop. : (613) 238-7643

Fondation Asie-Pacifique du Canada
999, Canada Place, Bureau 666
Vancouver (C.-B.)
V6C 3E1
Téléphone : (604) 684-5986
Télécopieur : (604) 681-1370

**Société pour l'expansion
des exportations**
Siège social
151, rue O'Connor
Ottawa (Ontario)
K1A 1K3
Tél. : (613) 598-2500
Télécop. : (613) 237-2690

Thai Trade Centre
736, rue Granville
Bureau 105
Vancouver (C.-B.)
V6Z 1G3
Téléphone : (604) 687-6400
Télécopieur : (604) 683-6775

CAI
EA438
92S72
DOCS

SRVEY
BILATERAL
ECONOMIC
RELATIONS
BETWEEN
CANADA
AND
THAILAND

.b2494693 (E)
.b2494747 (F)



External Affairs and
International Trade Canada

Canada

SURVEY
OF BILATERAL
ECONOMIC
RELATIONS
BETWEEN
CANADA
AND
THAILAND

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

AUG 5 1993
AOUT

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

External Affairs and International Trade Canada
Asia and Pacific Branch

1992 Edition



External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

Printed on
recycled paper



Imprimé sur du
papier recyclé

43-265-458 (e) b 2494693
43-265-459 (e) b 2494747

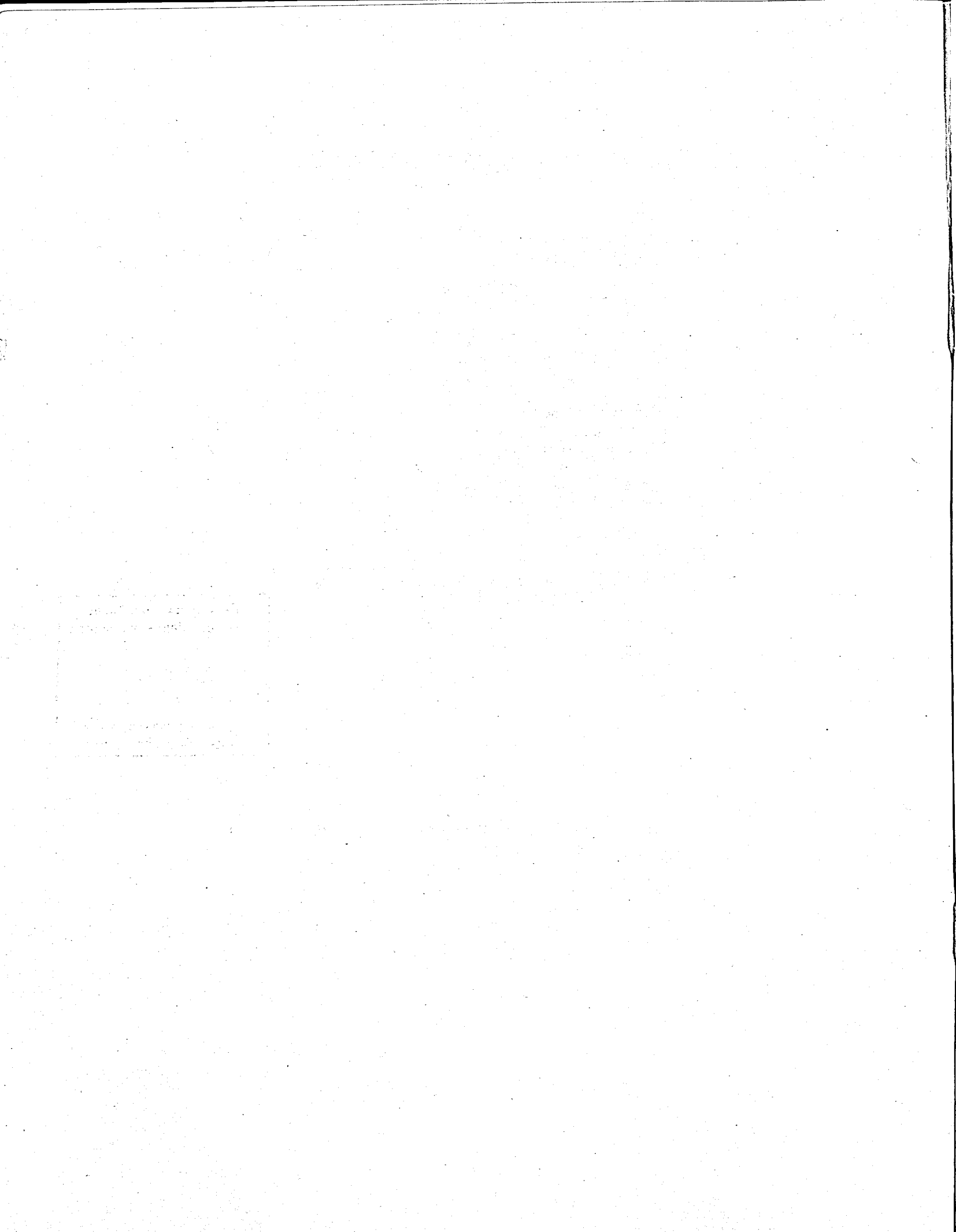


Table of Contents

Preface: An ASEAN Overview	5
1. Introduction	12
2. Recent Economic Developments in Thailand	13
3. Canada-Thailand Commercial Relations	15
3.1 Thailand's Global Trade	15
3.2 Canada-Thailand Trade.....	16
3.3 Export Marketing Efforts.....	20
3.4 Export Financing	21
4. Development Assistance	22
4.1 Bilateral Program.....	22
4.2 Special Programs	23
4.3 Canada-ASEAN Program	24
4.4 International Development Research Centre (IDRC).....	24
5. Framework for Co-operation.....	25
5.1 Agreements and Arrangements Between Canada and Thailand.....	25
5.2 Other Areas of Co-operation	26
5.3 Provincial Co-operation	29
6. Conclusion	30
Appendix A: Canada-Thailand Business Ventures.....	31
Appendix B: Useful Addresses.....	35

List of Tables and Graphs

Tables

I	Economic Growth	5
II	Canada-ASEAN Trade	8
III	Forecast of Economic Growth.....	11
IV	ASEAN Economies at a Glance	13
V	Thailand-Canada Trade	16
VI	Major Canadian Exports to Thailand	17
VII	Major Canadian Imports from Thailand	18
VIII	Disbursement Profile: Canada's Development Assistance Program	22

Graphs

A.	ASEAN World Exports 1980	6
B.	ASEAN World Exports 1990	6
C.	ASEAN World Imports 1980	7
D.	ASEAN World Imports 1990	7
E.	Canada World Exports 1980	9
F.	Canada World Exports 1990	9
G.	Canada World Imports 1980	9
H.	Canada World Imports 1990	9
I.	Markets for Canadian Exports.....	10
J.	Markets for Canadian Imports.....	10
K.	Canadian Merchandise Exports.....	10
L.	Canadian Merchandise Imports	10
M.	Thailand World Exports 1980	15
N.	Thailand World Exports 1990	15
O.	Thailand World Imports 1980	15
P.	Thailand World Imports 1990	15

Preface: An ASEAN Overview

After the U.S.A., the Asia Pacific region is Canada's largest trading partner and is the second fastest growing market for Canadian exports. Within Asia Pacific, the ASEAN (Association of South East Asian Nations) region is gaining in commercial importance.

ASEAN

ASEAN was formed in 1967 and includes six member countries: Brunei Darussalam, Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand.

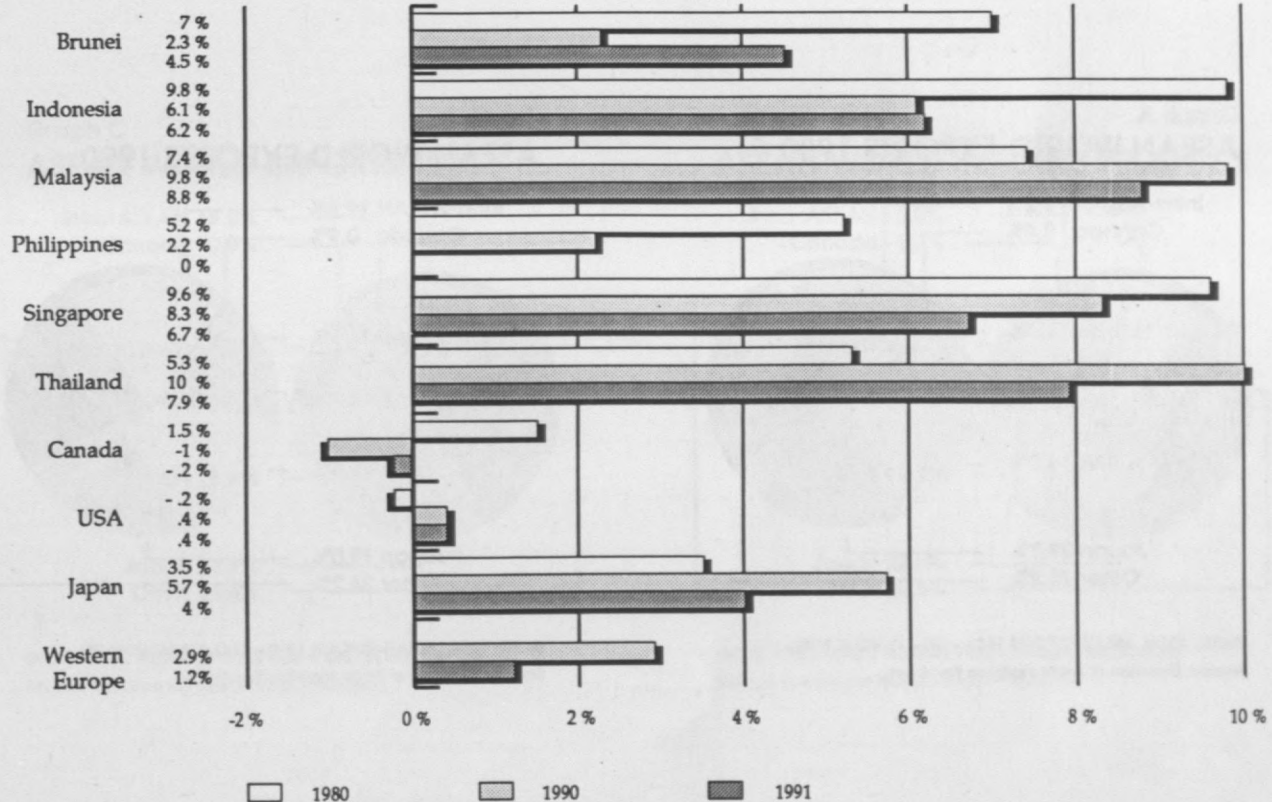
ASEAN countries have forged economic, political and cultural ties among themselves and with the international community. Their market-oriented economies are open, dynamic and increasingly prosperous. Over the past decade, the rate of economic growth in ASEAN has been among the highest in the world.

Rich in natural resources, the ASEAN region accounts for much of the world's output of rubber, palm oil, tin, copra, copper, sugar, coffee, timber, tropical fruits, liquified natural gas (LNG) and

TABLE I

ECONOMIC GROWTH

(As % of GNP)



Source: Asia Week Magazine/The Economist /Far Eastern Economic Review /IMF International Statistics

minerals. The region has also recently become a market leader in the manufactured exports of garments and textiles, electronics and consumer goods.

In 1992, ASEAN Heads of Government agreed to create an ASEAN Free Trade Area (AFTA) to be phased in, commencing in 1993, over 15 years. This decision was taken in response to emerging economic regionalism, including the Single European Market and the potential North American Free Trade Agreement. Initial plans foresee the reduction of trade barriers in 15 sectors of manufactured goods, including capital goods and processed agricultural products. A successful AFTA would create a combined market of 325 million consumers with a combined GNP of over US \$300 billion, would remove some of the current barriers to intra-ASEAN trade, and would help ASEAN countries realize closer economic co-operation.

As ASEAN's share of global GNP, world trade, and direct foreign investment increases, new intra- and inter-regional trading patterns are evolving. While ASEAN countries have benefitted from increased Japanese investment over the decade, Japan has been the destination for a declining

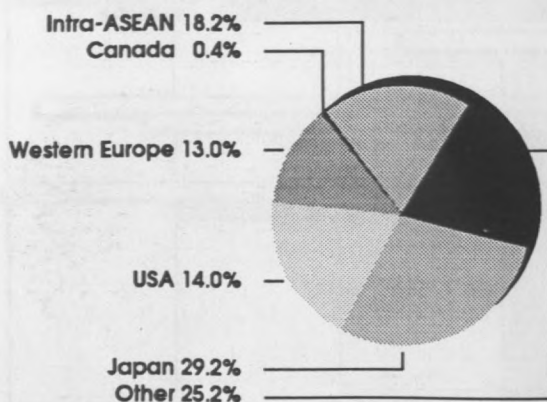
percentage of total ASEAN exports. In contrast with 1980, when Japan purchased almost 30 percent of ASEAN exports, 1990 saw Japan purchasing only 20 percent of exports. The major sources of imports for the region in 1990 were Japan, U.S.A., Taiwan, Germany and the United Kingdom.

CANADA-ASEAN RELATIONS

Relations between Canada and ASEAN are strong and multi-faceted.

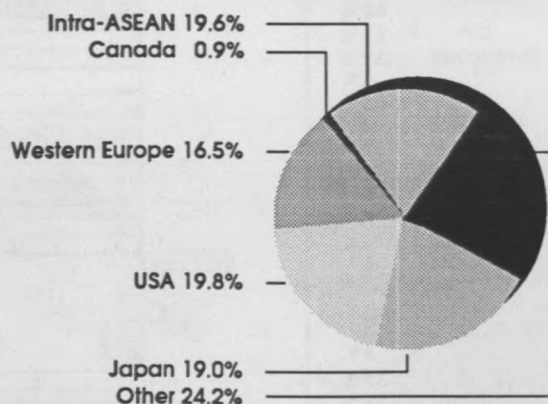
In recognition of ASEAN's positive contribution to the peace, stability and development of Southeast Asia and its ability to strengthen bilateral links between ASEAN member states, Canada sought to develop relations with the Association in the mid 1970's. Joining Australia, the European Community, Japan, New Zealand and the United States, Canada was recognized as a "dialogue" partner in 1977. (A dialogue partner is assigned on a rotating basis to an ASEAN member country as a formalized contact point.) Among other benefits, Canada's status as a dialogue partner creates the opportunity for it to participate fully in the annual ASEAN Foreign Ministers' Post Ministerial Conference (PMC), to discuss the evolving bilateral

**Graph A
ASEAN WORLD EXPORTS 1980**



(NOTE: TOTAL ASEAN EXPORTS 1980 = \$71,123 MILLION US)
Source: Direction of Trade Statistics Yearbook

**Graph B
ASEAN WORLD EXPORTS 1990**



(NOTE: TOTAL ASEAN EXPORTS 1990 = \$141,018 MILLION US)
Source: Direction of Trade Statistics Yearbook

relationship with its individual ASEAN "dialogue" partner and to voice Canada's perspective on political and economic issues affecting the region.

In 1989, Canada established the Canada-ASEAN Centre in Singapore in part to facilitate ASEAN-wide development co-operation activities, but also more generally to extend Canada's profile in the region. The Centre's new quarterly publication *RAPPORT* highlights Canada's relationships with the countries of the ASEAN region. The Centre also promotes the understanding of our respective institutions, cultures and peoples through programs in public affairs, institutional co-operation, academic relations and business co-operation. The focus of Canada's development co-operation with ASEAN countries has shifted from a policy centred primarily on natural resource development and technology transfer, to one of increased industrial co-operation and human resource development.

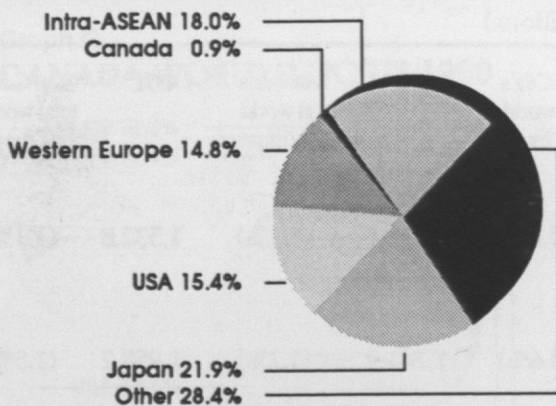
The Asia Pacific Foundation of Canada, whose mandate encompasses the entire Asia Pacific region, opened an office in Singapore in 1990, to improve service to Canadians in the nations of Southeast Asia and to strengthen Canada's involvement in the ASEAN region. The Foundation works towards

these objectives through various cultural, educational, business and media programs. Examples of recent Foundation activities in the ASEAN region are as follows: a) sponsoring an annual Media Fellowship Program whereby Canadian journalists spend two months in an Asian country, to study its culture, institutions, politics and development, and in 1991, sponsoring 5 ASEAN journalists on a 6 week media tour through Canada; b) sponsoring or co-sponsoring ASEAN participants at international conferences in Canada such as the Pacific Rim Opportunities Conference (PROC VII) in Calgary in 1991 and GLOBE '92 - an international conference on business and the environment held in Vancouver; and c) launching many academic initiatives (over 50 in 1990) in Canada at the secondary and post-secondary level.

CANADA-ASEAN ECONOMIC AND COMMERCIAL RELATIONS

Canada's economic and commercial relationship with the ASEAN region is expanding. The dynamic growth and diversification of the economies of the ASEAN member countries offer excellent opportunities for Canadians.

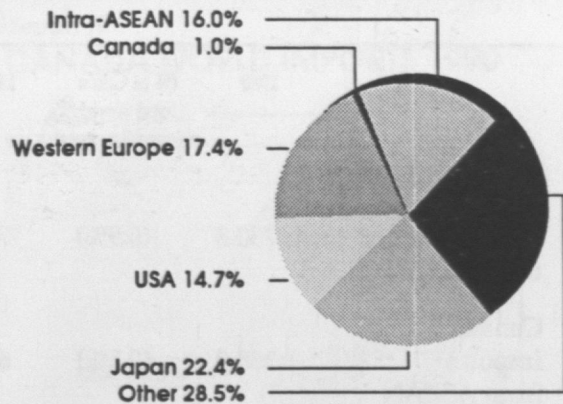
Graph C
ASEAN WORLD IMPORTS 1980



(NOTE: TOTAL ASEAN IMPORTS 1980 = \$63,752 MILLION US)

Source: Direction of Trade Statistics Yearbook

Graph D
ASEAN WORLD IMPORTS 1990



(NOTE: TOTAL ASEAN IMPORTS 1990 = \$160,592 MILLION US)

Source: Direction of Trade Statistics Yearbook

Bilateral trade between Canada and the ASEAN region reached a high of CDN \$3.5 billion in 1991. The total dollar value of trade has more than doubled in the past 5 years, and has tripled over the past decade. Canadian exports to ASEAN markets in 1991, at CDN \$1.5 billion, did decline from 1990 levels by over CDN \$100 million, due to a single large sale which amplified the 1990 level. At the same time, Canadian imports from ASEAN increased by over CDN \$215 million leaving Canada with a \$425 million deficit in its ASEAN trade.

Within ASEAN, Singapore represents Canada's largest export market, followed closely by Thailand, Indonesia and Malaysia. These four markets account for about 85% of Canadian exports to the region. The Philippines receives approximately 13 percent of Canada's exports to the ASEAN region and Brunei is Canada's smallest export market in ASEAN receiving only 0.2 percent of Canada's exports to the region.

Over half of Canadian shipments to ASEAN markets in 1991 consisted of cereals, plastics, fertilizers, mining products and pulp, newsprint and paper. Diversification is taking place as Canadian suppliers of telecommunications, transportation, aerospace and energy products and services are making inroads.

Canada receives approximately 1.5 percent of its imports from the ASEAN region. In 1991, import levels were at CDN \$1.9 billion. Principal imports from the ASEAN region consisted of electrical machinery, boilers and mechanical appliances, articles of apparel, prepared fish and meat, and rubber.

Despite the growth in trade, ASEAN and Canadian exports account for only approximately 1 percent of each other's markets. There is tremendous potential for future growth in the ASEAN-Canada trading relationship. There is much complementarity between Canadian consulting skills and strength in manufacturing sectors such as telecommunications, transportation and energy, and ASEAN development and investment needs.

The ASEAN-Canada Economic Co-operation Agreement signed in 1981 provides a framework for close industrial, commercial and development co-operation. The ASEAN-Canada Joint Co-operation Committee (JCC), which arose from the 1981 Agreement, meets regularly to review progress in these mutual areas.

Canada has cooperated with ASEAN nations in the Uruguay Round of the Multilateral Trade Negotiations (MTN) in the search for international

TABLE II

CANADA-ASEAN TRADE

(\$ CDN millions)

	1980	(% of Cda's total world exports/imports)	1985	(% of Cda's total world exports/imports)	1990	(% of Cda's total world exports/imports)	1991	(% of Cda's total world exports/imports)
Canada Exports to ASEAN	730.8	(0.9%)	741.0	(0.6%)	1,633.6	(1.1%)	1,532.8	(1.1%)
Canada Imports from ASEAN	388.0	(0.5%)	696.2	(0.6%)	1,741.9	(1.2%)	1,958.2	(1.5%)
Total (2-Way)	1118.8		1437.2		3375.5		3491	
Balance	342.8		44.8		-108.3		-425.4	

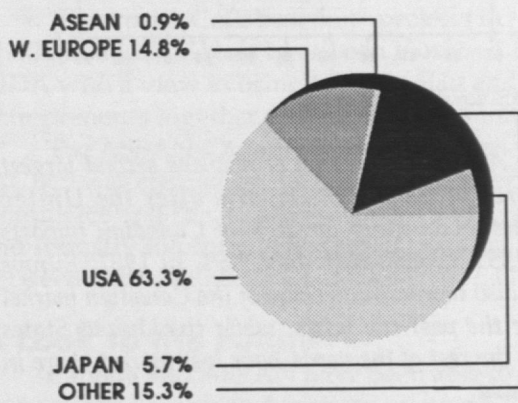
NOTE: "Balance" of trade refers to Canada's trade surplus (if positive) or trade deficit (if negative) with ASEAN
Source: STATISTICS CANADA

reform of the world trading system. Canada and four members of ASEAN (Indonesia, Malaysia, Philippines, and Thailand) also share membership of the Cairns Group which has led to the development of constructive proposals aimed at liberalizing agricultural trade.

As part of a larger framework for economic co-operation, Canada and the ASEAN countries are involved with the Asia Pacific Economic

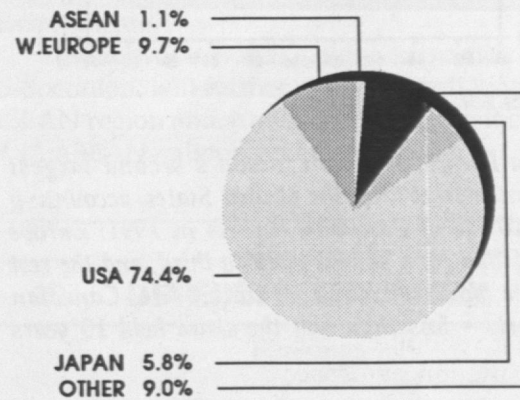
Co-operation (APEC) forum. Since 1989, the 15 APEC member countries from Northeast and Southeast Asia, Australia, New Zealand, the U.S.A. and Canada have met annually to discuss global and regional economic issues. APEC Ministerial meetings have also created an informal opportunity for foreign and trade ministers from the region to discuss political issues.

Graph E
CANADA WORLD EXPORTS 1980



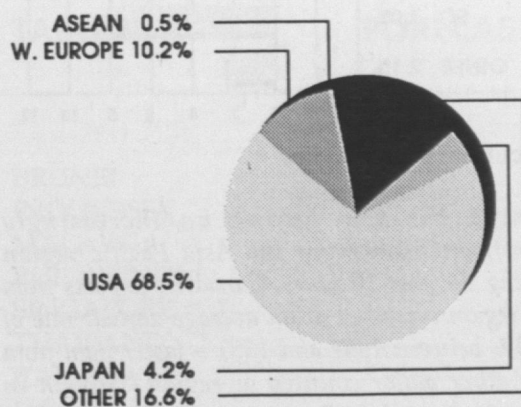
(NOTE: TOTAL CDN EXPORTS 1980 = \$67,730 US MILLION/\$79,190 CDN MILLION)
Source: Statistics Canada, Direction of Trade Yearbook

Graph F
CANADA WORLD EXPORTS 1990



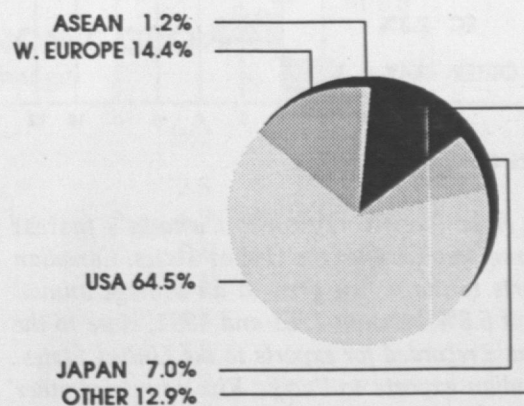
(NOTE: TOTAL CDN EXPORTS 1990 = \$131,278 US MILLION/\$141,720 CDN MILLION)
Source: Statistics Canada, Direction of Trade Yearbook

Graph G
CANADA WORLD IMPORTS 1980



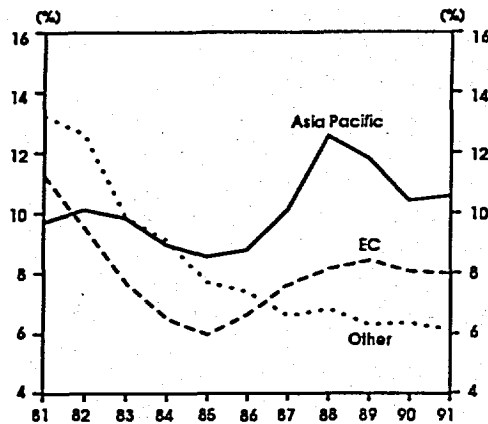
(NOTE: TOTAL CDN IMPORTS 1980 = \$62,834 US MILLION/\$73,465 CDN MILLION)
Source: Statistics Canada, Direction of Trade Yearbook

Graph H
CANADA WORLD IMPORTS 1990



(NOTE: TOTAL CDN IMPORTS 1990 = \$122,673 US MILLION/ \$136,245 CDN MILLION)
Source: Statistics Canada, Direction of Trade Yearbook

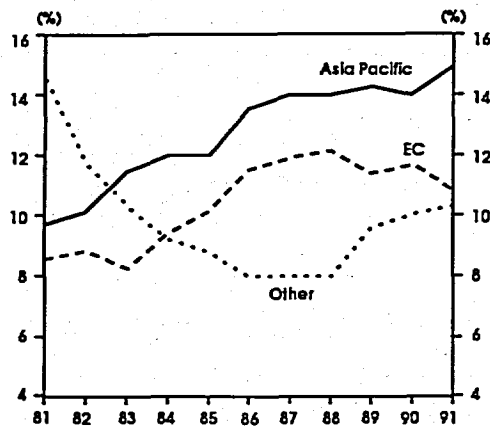
Graph I
MARKETS FOR CANADIAN EXPORTS
 Percent of Total



SOURCE: ROYAL BANK OF CANADA

Asia Pacific is now Canada's second largest export market after the United States, accounting for 10.6% of Canadian exports in 1991. Europe has fallen from second place to third, and the rest of the world accounts for only 6% of Canadian exports – less than half the share held 10 years ago.

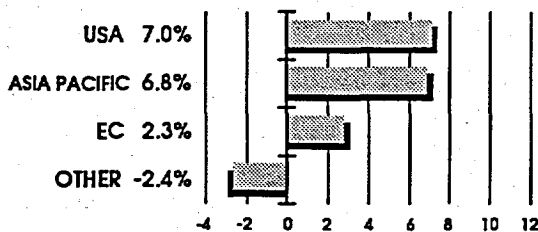
Graph J
MARKETS FOR CANADIAN IMPORTS
 Percent of Total



SOURCE: ROYAL BANK OF CANADA

The Asia Pacific region is now the second largest source of Canadian imports after the United States, accounting for 15% of Canadian imports in 1991, compared to only 9.6% in 1981. Europe has also increased its share of the Canadian market over the past ten years, while the United States and the rest of the world have lost market share in Canada.

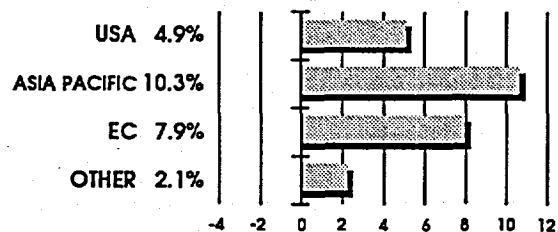
Graph K
CANADIAN MERCHANDISE EXPORTS
 Average Annual % Growth, 1981-1991



SOURCE: ROYAL BANK OF CANADA

The Asia Pacific region is Canada's fastest growing market after the United States. Canadian exports to the region grew at an average annual rate of 6.8% between 1981 and 1991, close to the 7% rate recorded for exports to the United States. Canadian exports to Pacific Rim countries other than Japan grew at an average annual rate of 9.1% per year, nearly twice as fast as exports to Japan alone. Exports to Europe increased much more slowly, and Canadian exports to the rest of the world actually declined.

Graph L
CANADIAN MERCHANDISE IMPORTS
 Average Annual % Growth, 1981-1991



SOURCE: ROYAL BANK OF CANADA

Canada has also become an increasingly significant market for the Asia Pacific region during the past 10 years. Canadian imports from the region increased at an average annual rate of 10.3% between 1981 and 1991 – faster than from any other major country or region. Growth in imports from Asia Pacific countries other than Japan has slightly exceeded growth in imports from Japan itself.

Canada's presence in ASEAN countries through joint ventures or other forms of investment is expanding. Total Canadian investment in ASEAN ranges between CDN \$2 billion and CDN \$3 billion. This investment, which represents about 3 percent of total Canadian direct investment overseas, is largely in resource development. Indonesia and Singapore have been the primary focus points of Canadian investment in the region. Examples of direct investment include INCO (International Nickel Company) and a number of Alberta-based oil and gas firms active in Indonesia, and mining interests in the Philippines. Alcan, Northern Telecom and Bata are also present.

"Enterprise Collaboration" projects in Thailand and Malaysia have been launched by CIDA with a view to bringing Canadian and local entrepreneurs together for joint ventures initiatives.

The ASEAN-Canada Business Council (ACBC) was created by the Canadian Chamber of Commerce and the ASEAN Chambers of Commerce and Industry to promote increased business ties between Canada and the countries of ASEAN.

A Look to the Future

Canada and ASEAN have been able to develop and maintain warm and friendly relations. Regular dialogue has been mutually beneficial in promoting closer understanding and in identifying new areas for co-operation in the region.

As the Canadian economy recovers from the recession of the early 1990's, and as the ASEAN economies continue to grow and develop, Canada

and ASEAN can look toward the next decade as one of renewed economic vigour and enormous opportunity.

Projections for 1992 and 1993, show continued economic development in ASEAN, though at a lesser rate than in 1990, and place Canada at the top of the G7 countries in terms of economic growth. (Refer to the Table III below)

Canada's position as the leader on the 1992 United Nations Human Development Index (HDI), which measures progress in terms of "quality of life" indicators (ie. per capita income, educational opportunities, and quality health care among others), also points to a healthy economic environment.

The moves towards greater economic co-operation, will further enhance confidence in the ASEAN region and attract investment to the benefit of all ASEAN nations, and Canada.

HUMAN DEVELOPMENT INDEX

Rankings

- | | |
|----------------|--------------------|
| 1. Canada | 6. United States |
| 2. Japan | 7. Australia |
| 3. Norway | 8. France |
| 4. Switzerland | 9. Netherlands |
| 5. Sweden | 10. United Kingdom |

Source: United Nations

TABLE III

FORECAST OF ECONOMIC GROWTH

(Annual % Change)

	1992	1993
BRUNEI	2.8	2.5
INDONESIA	6.5	6.2
MALAYSIA	7.6	7.5
PHILIPPINES	3.5	3.0
SINGAPORE	6.8	6.5
THAILAND	7.5	7.3
CANADA	2.3	4.9
U.S.A.	1.5	3.5
JAPAN	2.2	3.9
WESTERN EUROPE	1.6	2.8

Source: International Monetary Fund



Introduction

Thailand in the ASEAN Region

Thailand is a resource-rich, open-market economy of 57 million people and is the only country in Southeast Asia which has never been colonized. Although Thailand has been largely governed by a succession of military leaders since becoming a constitutional monarchy in 1932, it has, until recently, remained remarkably stable. Thailand's progress towards a sustainable democratic system was slowed by the February 1991 coup which ousted the second civilian government. The military promised an early return to democratic processes. Elections held in March 1992 were followed by a period of serious political unrest with demonstrations resulting in injury and loss of life. Currently efforts are underway to restore the democratic process. The role of the military in political life remains considerable.

Since the mid 1980's, Japan has played a dominant role in Thailand's development. It accounts for approximately 52 percent of the total foreign investment, acts as a major source of technology and is Thailand's principal development assistance donor.

Thailand's strong economic position and the likelihood of continuing high levels of foreign investment suggest sustained economic growth for the foreseeable future.

Canada and Thailand

Canada considers Thailand to be one of the most important emerging countries in the ASEAN region. Canadian's involvement with Thailand dates from the years of the Colombo Plan in the 1950's, with diplomatic relations established in 1961. Over the years, Canada's interest in the region has broadened and relations with Thailand now include a full range of activities: political, economic, commercial and development.

Canada's relations with Thailand strengthened considerably as a result of Thailand acting as Canada's dialogue partner within ASEAN during the period 1985-1988. On-going co-operation

between the two countries continues to address areas of regional and international concern, such as multi-lateral trade negotiations, Asia Pacific Economic Co-operation (APEC), regional security and international environmental issues.

Survey Overview

This survey reviews the nature and scope of trade and economic relations between Canada and Thailand over the last decade. While this study is set in the context of Canada's economic relations with the ASEAN Region, the focus is on bilateral relations, agreements and initiatives rather than the international and multilateral fora in which Canada and Thailand are both active participants.

Section 2 describes the current macro-economic environment of Thailand and the prospects for sustained economic and industrial growth in the short term.

Section 3 provides an overview of Canada-Thailand commercial relations against the background of Thailand's global trade position and explains the evolution of trade between the two countries in terms of volume and composition. This section also summarizes Canada's export marketing efforts in Thailand as well as its export financing facilities and record.

Section 4 focuses on Canada's bilateral development assistance program in Thailand and highlights its major orientations. Also included is a brief overview of related programs underwritten by the Canadian International Development Agency (CIDA) and other agencies such as the International Development Research Centre (IDRC).

Section 5 identifies the agreements and arrangements currently in place between Canada and Thailand which provide a basic infrastructure for the continued expansion of economic and commercial relations. In addition, a number of economic initiatives currently under way in the sectors of co-operation highlighted in the Economic Co-operation Agreement as well as provincial government initiatives in Thailand, are identified.

2

Recent Economic Developments in Thailand

The Thai economy is among the most successful and resilient in Asia and is one of the fastest growing in the world. In the 1960's and 1970's Thailand experienced strong, steady growth averaging a 7 percent increase in GDP and a 5 percent growth in per capita income each year. During this period, the expansion of agricultural production contributed substantially to the strong economic performance.

In the early 1980's, with the collapse of commodity prices and the second global oil shock, the economic growth in Thailand slowed significantly to a rate of just 4 percent in 1986. Yet from 1986 onwards, the country turned its economy around through sound macro-economic management which included the promotion of a competitive exchange rate policy, the implementa-

tion of fiscal restraint measures, and a large influx of foreign investment aimed at production for export markets. In addition, growing intra-Asian trade, which increased by 23 percent between 1986 and 1989, contributed to a more mature, diversified market structure. Thailand began to experience economic development averaging a commendable GDP increase of 10 percent per year, reaching 11 percent in 1988 and 13.2 percent in 1989. The Economic Growth Table (I) in the Preface provides a comparative picture of Thailand's economic growth performance over 3 years in relation to other countries.

The overall growth in the late 1980's was accompanied by a restructuring away from an agricultural to an industrial economy oriented to manufacturing, services and external trade. The

TABLE IV **ASEAN ECONOMIES AT A GLANCE**
(IN \$US) 1991

	POP (M)	POP. GROWTH	GDP GROWTH	GNP PER CAPITA	EXPORTS (B)	FOREIGN DEBT(B)	INFLATION CPI	CURRENT ACCT(M)
BRUNEI	.3	2.8%	4.5%	\$18,000	\$2.2	0	2.3%	\$500
INDONESIA	183.0	1.8%	6.2%	\$605	\$28.9	\$67.9	9.2%	-\$2,400
MALAYSIA	18.2	2.3%	8.8%	\$2,465	\$34.7	\$19.5	4.4%	-\$1,672
PHILIPPINES	63.6	2.3%	0%	\$725	\$8.9	\$30.4	18.7%	-\$2,700
SINGAPORE	2.7	1.1%	6.7%	\$12,285	\$62.5	0	3.4%	\$2,350
THAILAND	57.3	1.4%	7.9%	\$1,605	\$28.4	\$25.9	6.0%	-\$7,953
ASEAN	325.1				\$165.6	143.7		
CANADA	26.9	.8%	-0.2%	\$21,750	\$127.8	\$149	4.4%	-\$18,718

NOTE:

M = Millions
B = Billions
CPI = Consumer Price Index

GDP = value of all goods and services produced in a country in one year
GNP per capita = GDP + or - surplus or deficit in trade / population
Current Account = surplus or deficit in trade

Source: Asia Week Magazine
IMF Direction of Trade
IMF International Financial Statistics Monthly
World Bank

industrial share of the GDP rose over the last two decades from 19 percent to almost 30 percent and agriculture declined from 28 percent to 14 percent. Most of this industrial growth, however, was concentrated in Bangkok and the adjoining central region which accounted for 90 percent of value-added manufacturing. The prosperity of this region continues to be in stark contrast with the rest of the country where agriculture remains the dominant economic activity.

In spite of its decreased share of GDP, agriculture still employs 64 percent of the country's labour force and contributes one half of total merchandise exports. Policies to promote industrial development outside Bangkok and incentives to encourage a better regional distribution of investment are being implemented to address this situation.

Thailand's rate of inflation jumped from 2.5 percent in 1987 to 5.5 percent in 1989 and 6.0 percent in 1991. Also by 1990, due to the large trade deficit, the current account balance registered a deficit in the order of US\$7.2 billion. Foreign capital inflows, including foreign investment, were more than sufficient to finance this deficit and contributed to a further build-up of official reserves to US\$13.3 billion at the end of 1990, compared with US\$9.5 billion at the end of 1989.

Thailand's economy is entering a new phase, a slowing from the rapid double digit growth rates experienced in the late 1980's. In 1991, Thailand's GDP growth, though still impressive by world standards, had dropped to 7.9 percent. This slowdown can be attributed in part to the negative impact of the Gulf War on tourism, the reductions in external demand, capacity constraints in several areas, and domestic political difficulties.

Growth in GDP can be expected to continue at approximately 7-8 percent for the next several

years. As a result, Thailand would continue to be one of the highest growth performers on the world's economic stage. High growth levels should be sustained by means of the government's expansionary fiscal policy, a reform of tax structure, private sector investment, major infrastructure projects being launched and human resource development. This growth will be accompanied by a widening but manageable trade deficit. No real balance of payments or debt servicing problems are expected in the short-term. On such assumptions, Thailand would soon join the select club of N.I.E.'s (Newly Industrialized Economies).

Among the challenges currently facing Thailand is the growing inflation rate, which will have a direct impact on the country's export competitiveness. The inflation rate in Thailand, however, is still relatively low at 6.0 percent in comparison with other ASEAN countries where inflation may be 9 percent and higher.

Another demand influencing the pace of Thailand's economic development will be infrastructure development. Though important advances have been made with increased road building and port expansion, much remains to be done before congestion levels improve.

A third challenge which Thailand has recognized as a priority in its Five Year Plan, is the increased demand for skilled managers, technicians and labour.

In summary, in spite of a degree of political uncertainty, Thailand's fundamental economic policies are sound and economic indicators are strong. For an "overheated" Thai economy which grew by more than 40 percent in real terms in 1988-90, a slowdown may be welcome, allowing Thailand to address urgent social requirements and the need to expand the currently strained infrastructure.

3

Canada-Thailand Commercial Relations

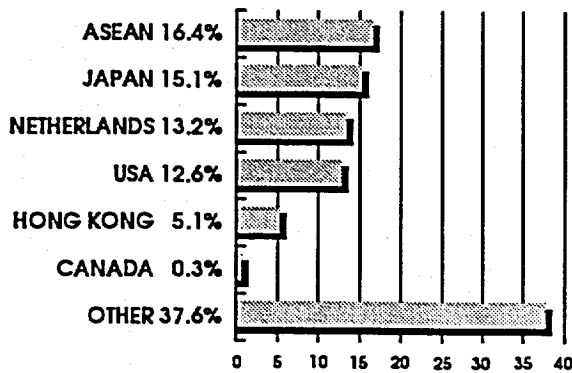
3.1 Thailand's Global Trade

Thailand's total international trade (imports and exports) reached close to U.S. \$57 billion in 1990, representing a 23 percent increase over trade levels of the previous year and an increase 3 1/2 times the levels of a decade earlier. Due to the many needs of a fully expanding economy however, imports continue to account for almost 60 percent of Thailand's international trade. Its overall trade

deficit in 1990 reached more than U.S. \$10 billion, an increase of approximately 45 percent over the previous year.

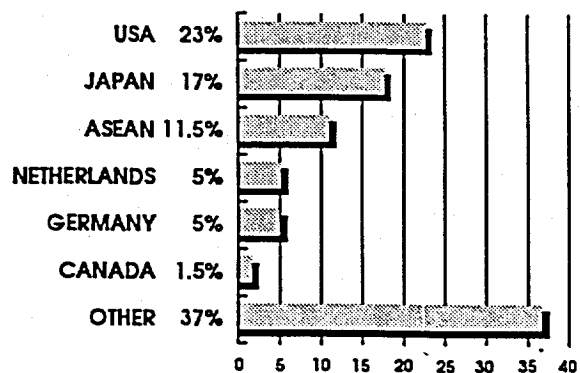
Thailand's three most important trading partners are the USA, Japan and Singapore, which together receive 47 percent of Thailand's exports and supply Thailand with 49 percent of its imports. Thailand's main export and import markets in 1980 and in 1990 are outlined on the charts below.

Graph M
THAILAND WORLD EXPORTS 1980



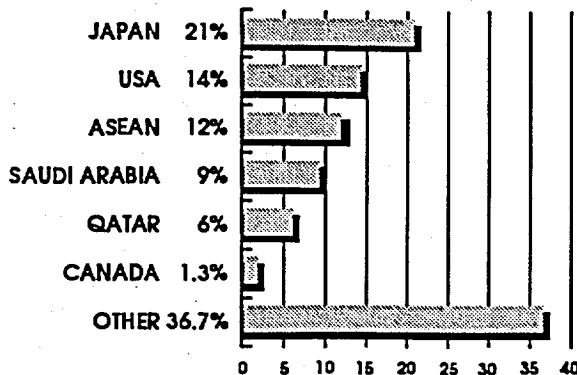
(NOTE: TOTAL THAI EXPORTS 1980 = US \$6,500 MILLION)

Graph N
THAILAND WORLD EXPORTS 1990



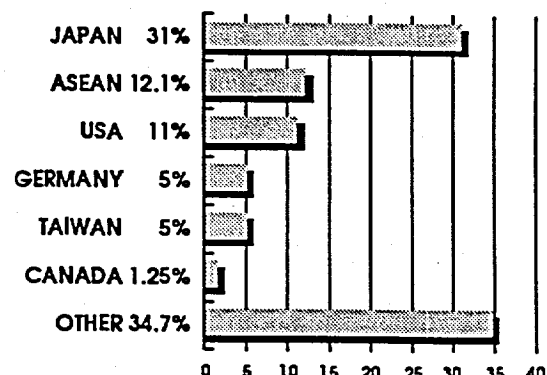
(NOTE: TOTAL THAI EXPORTS 1990 = US \$22,900 MILLION)

Graph O
THAILAND WORLD IMPORTS 1980



(NOTE: TOTAL THAI IMPORTS 1980 = US \$9,200 MILLION)

Graph P
THAILAND WORLD IMPORTS 1990



(NOTE: TOTAL THAI IMPORTS 1990 = US \$33,700 MILLION)

Total world exports from Thailand, which totalled U.S. \$6.5 billion in 1980, were at U.S. \$22.9 billion in 1990 and 28.4 billion in 1991. Thailand's principal exports and imports for 1990 are outlined below.

Principal exports 1990		Principal imports 1990	
Textiles and garments	14.4%	Non-electrical machinery	18.2%
Rice	4.8%	Electrical machinery	11.8%
Tapioca	3.9%	Fuel & lubricants	9.1%
Rubber	3.9%	Iron & steel	7.6%
Precious Stones	3.9%	Chemicals	7.6%

SOURCE: The Economist Intelligence Unit

Due to Thailand's rapidly expanding industrial base, imports of manufactured goods, including machinery and manufacturing inputs, have increased dramatically. Imports of consumer goods and luxury items have also grown in recent years, reflecting a substantial increase in personal income levels. While in 1980, Thailand's total world imports were valued at U.S. \$9.2 billion, in 1990 this figure reached U.S. \$33.7 billion.

Thailand's economic boom and the surge in foreign investment have changed the composition of its external trade in recent years. Fuelled by strong demand, export industries have done well with

growth in output averaging 10.7 percent in 1991. The share of manufactured products in GNP now reaches 25.5 percent; correspondingly, agriculture is now down to 13.5 percent. Textiles, the country's largest industry, grew by about 14 percent in 1991.

Thailand is very much dependent on the state of world trade, as much of its domestic economic growth is linked to increased exports. Consequently, awareness of the implications of trade liberalization activities such as the Multilateral Trade Negotiations (MTN), and sensitivity regarding the regional trading arrangements developing in Europe and North America characterize Thailand's approach to foreign trade policy. The Thai government played a pivotal role in bringing about commitment by ASEAN leaders to broaden regional economic integration embodied by the ASEAN Free Trade Agreement (AFTA). Thailand also plans to marshal its economic and geographic clout, in order to play a significant role in the opening of new markets (Vietnam, Laos, Cambodia) in the wider region.

3.2 Canada- Thailand Trade

Trade between Canada and Thailand is carried out under the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT); Thailand is a beneficiary of Canada's General Preferential Tariff (GPT). In 1990, about half of the dutiable shipments from Thailand were eligible for preferential access to the Canadian market under the GPT.

	1980	% total Thai exports/imports	1985	% total Thai exports/imports	1990	% total Thai exports/imports	1991	% total Thai exports/imports
Exports to Canada	24.7	(0.3%)	108.7	(1.0%)	406.0	(1.5%)	499.5	(N/A)
Imports from Canada	141.6	(1.2%)	126.9	(0.9%)	492.1	(1.3%)	352.6	(N/A)
Total Trade (Thai-Canada)	166.3		235.6		898.1		852.1	
Balance	-116.9		-18.2		-86.1		146.9	

NOTE: "Balance" of trade refers to the ASEAN country's trade surplus (if positive number) or trade deficit (if negative number) with Canada.
Source: STATISTICS CANADA

As Canada's 20th largest export market in the world, and its 2nd largest export market in ASEAN, Thailand has become a market of considerable importance to Canada. In 1991 bilateral trade reached CDN\$852 million; Thailand experienced a trade surplus of CDN\$147 million with Canada.

Canadian exports to Thailand reached CDN \$353 million in 1991. Though this figure represents a decline of CDN \$108 million in export levels from the previous year, it illustrates a considerable increase over the trade levels of 1985, when Canadian shipments to Thailand were under CDN \$130 million and the bilateral figure was just over CDN \$230 million. The decline in export levels

from the high in 1990 was to a large degree due to the impact of one major sale in that year, and in part to the slight cooling of the Thai economy and the recession in Canada.

Major Canadian exports to Thailand traditionally have included the following: boilers (power sector), asbestos, tin plate, newsprint, wheat and wood pulp. While such products continue to form a strong base in our exports to this market, there has been a shift to more value added products such as petroleum products, plastics and newsprint. Further, major equipment sales in the transportation, power, communications and paper sectors are on the increase, strongly supported by the Export

TABLE VI MAJOR CANADIAN EXPORTS TO THAILAND
(\$ CDN millions)

PRODUCT CATEGORY	1980	%	1985	%	1990	%	1991	%
Nuclear reactors, boilers, mchy & mech appliance; parts	—		—		58.6	(11.9)	81.8	(23.2)
Salt; sulphur; earth & stone; plastering mat; lime & cement	2.1	(1.5)	10.7	(8.4)	47.2	(9.6)	64.6	(18.3)
Iron & steel	16.4	(11.6)	7.8	(6.1)	24.9	(5.1)	40.2	(11.4)
Paper & paperboard; art of paper pulp, paper/paperboard	1.9	(1.3)	10.8	(8.3)	32.5	(6.6)	33.7	(9.6)
Cereals	N/A		N/A		14.9	(3.0)	23.1	(6.6)
Organic chemicals	0.6	(0.4)	2.4	(1.9)	24.6	(5.0)	21.6	(6.1)
Pulp of wood /of other fibrous cellulosic mat; waste etc.	14.9	(10.5)	9.1	(7.2)	28.6	(5.8)	21.2	(6.0)
Plastics & articles thereof	2.5	(1.7)	7.3	(5.7)	20.8	(4.2)	10.8	(3.1)
Optical, photo, cine, meas, checking, precision, etc.	3.8	(2.7)	1.4	(1.1)	12.2	(2.5)	10.7	(3.0)
Electrical mchy equip parts thereof; sound recorder etc.	5.5	(3.9)	6.2	(4.9)	8.1	(1.7)	6.9	(1.9)
Fertilizers	2.9	(2.0)	0.2	(0.1)	3.7	(0.8)	5.3	(1.5)
Special transaction - trade	—		—		4.3	(0.9)	4.7	(1.3)
Man-made staple fibres	5.6	(3.9)	3.7	(2.9)	5.8	(1.2)	4.4	(1.2)
Aluminium & articles thereof	42.1	(29.7)	24.0	(18.9)	28.4	(5.8)	3.9	(1.1)
Raw hides & skins (other than furskins) and leather	—		—		2.1	(0.4)	2.9	(0.8)
Tool, implement, cutlery, spoon & fork, of base met etc.	—		—		3.4	(0.7)	2.4	(0.7)
Special Classification Provisions	—		—		1.5	(0.3)	1.6	(0.5)
SUB-TOTAL OF ABOVE	98.3		83.6		321.6		339.8	
TOTAL	141.6		126.9		492.1		352.6	

Source: STATISTICS CANADA

Development Corporation (EDC). Table VI (on the previous page) provides a more detailed picture of Canadian exports to Thailand over the last decade.

Canadian imports from Thailand reached a record level of CDN \$500 million in 1991. The range of Thai exports to Canada has become more diverse over recent years. Traditionally Thai exports to Canada have consisted mainly of agricultural/ fisheries products - particularly canned tuna, canned fruit, rice and tapioca. Clothing, which is

covered by a bilateral textile restraint arrangement, remains a major Thai export to Canada, ranking as our third largest import from Thailand in 1991. While these items have continued to be major imports from Thailand, imports of electrical machinery and electronic components have gained in importance. In 1991, accounting for almost 10 percent of Canadian imports from Thailand, electrical goods became our 2nd largest import category behind prepared meat and fish. Mitsubishi

TABLE VII MAJOR CANADIAN IMPORTS FROM THAILAND
(\$ CDN millions)

PRODUCT CATEGORY	1980	%	1985	%	1990	%	1991	%
Prep of meat, fish or crustaceans, molluscs	†		†		44.9	(11.0)	59.8	(12.0)
Electrical mchy equip parts thereof; sound recorder etc.	0.1	(0.4)	0.2	(0.2)	29.2	(7.2)	48.8	(9.8)
Articles of apparel & clothing access	6.7	(27.4)	37.4	(34.4)	57.9	(14.3)	47.6	(9.6)
Nuclear reactors, boilers, mchy & mech appliance; parts	—		—		28.2	(6.9)	47.0	(9.4)
Vehicles o/t railw/tramw roll-stock, pts & accessories	—		—		39.0	(9.6)	38.9	(7.8)
Prep of vegetable, fruit, nuts or other parts of plants	6.8	(27.6)	21.1	(19.5)	24.4	(6.0)	34.8	(7.0)
Fish & crustacean, mollusc & other aquatic invertebrate	4.1 ^a	(16.6)	24.7 ^a	(22.5)	16.9	(4.2)	33.5	(6.7)
Footwear, gaiters & like; parts of such articles	—		0.8	(0.7)	12.9	(3.2)	17.5	(3.5)
Furniture; bedding, mattress, matt support, cushion etc.	0.5	(2.0)	2.5	(2.3)	14.4	(3.6)	16.1	(3.2)
Cereals	—		—		13.1	(3.2)	14.1	(2.8)
Man-made staple fibres	—		—		10.9	(2.7)	13.0	(2.6)
Natural/cultured pearls, prec stones & metals, coin etc.	1.7	(6.9)	3.6	(3.3)	11.9	(2.9)	12.5	(2.5)
Toys, games & sports requisites; parts & access thereof	—		—		7.0	(1.7)	10.7	(2.1)
Rubber & articles thereof	—		0.2	(0.2)	8.4	(2.1)	10.2	(2.0)
Articles of iron or steel	—		1.9	(1.7)	9.3	(2.3)	8.9	(1.8)
Articles of leather; saddlery/harness; travel goods etc.	—		—		7.9	(1.9)	8.7	(1.7)
SUBTOTAL OF ABOVE	19.9		92.4		336.3		422.1	
Total	24.6		108.6		406.0		499.5	

† Included in fish and seafood

^a Includes prep of meat, fish or crustaceans

Source: STATISTICS CANADA

Thailand's exports of cars to Chrysler Canada rank fifth among Thai shipments to Canada. More detailed information regarding Canadian imports from Thailand over the last decade can be found in Table VII. Approximately 1.5 percent of Thailand's total world exports in 1990 went to Canada.

Priority Sectors:

Canada's trade priorities in Thailand flow naturally from Thailand's increased infrastructure requirements, expenditures and industrial diversification, as follows:

1. Information technology and electronics products:

The economic boom in Thailand has perhaps its greatest impact on the telecommunications sector, where facilities now in place are strained. Ambitious expansion plans have been introduced and will offer Canadian companies opportunities in products and services such as records management, software, videotex, digital switching equipment, rural telecommunications equipment, fax services, and mobile telephone services.

2. Power and energy equipment and services:

It is anticipated that Thailand's continued economic growth will result in an annual growth in demand of 10 percent for electricity over the next decade. Several projects are on the drawing board. These include the expansion of the Mae Moh thermal project, the Ao Phai coal-fired thermal project, and smaller hydro projects throughout the country. There is also talk of building a nuclear power station. Accompanying these projects will be a growing demand for substations and transmission line products, control equipment and instrumentation.

On the other side, Thailand's current domestic production of oil and gas accounts for only 30 percent of the country's requirements. Therefore Thailand decided to expand its oil exploration program, negotiated improved concession rights, approved additional refineries and is planning new gas pipelines. Opportunities for Canadian firms exist in geological and geophysical surveying, contract drilling and the supply of oil field equipment and services. Thailand is also looking for new technologies in the distribution and utilization of LNG, corrosion control, management information systems and energy conservation technologies.

3. Transport systems and services:

Increased economic activity has placed severe strains on the country's transportation system. Canada hopes to be involved in the major Bangkok urban transport improvements which are urgently required. In addition, opportunities exist for providing equipment and services for airport expansion, aircraft, avionics, as well as renovation and extension of port and railway facilities.

4. Agriculture and food products and services:

Although Thailand is one of the world's largest net food exporters, it remains an import market estimated in the range of \$1.7 billion. With rising income and tourist trade, consumer demand for food products will grow. Key agri-food opportunities include: animal genetics, animal feeds, meat products, processed foods, agricultural technology (in the production, processing and storage areas) and biotechnology (including genetic engineering, animal health, and aquacultural applications).

5. Environment:

The economic boom in Thailand has had a negative impact on the country's environment. Protection of the environment is now one of Thailand's prime objectives. Opportunities have been identified in the following areas: waste water treatment, chemical and toxic waste treatment, hazardous waste handling equipment, air treatment systems, pollution measurement and control systems, and forest and watershed management. There is also an increasing demand for new "clean technologies".

Thailand's rapid economic growth and diversification in recent years has attracted tremendous Canadian business activity. The high profile and strong program of the 300-member Thai-Canadian Chamber of Commerce reflects the growth in bilateral commerce.

Thailand offers numerous commercial advantages to Canadian companies: a strong economy, a country rich in natural resources and a favourable investment climate. Joint-ventures and other long-term commercial possibilities are numerous, providing Canadian firms with the opportunity to establish themselves in the Thai market or strengthen their share of the market. CIDA/ Industrial Co-operation support for Canadian firms investigating such opportunities

has been supplemented by CIDA's Enterprise Thailand-Canada project, being carried out by the Canadian Imperial Bank of Commerce. Ventures supported include manufacturing and service companies in such diverse areas as food processing, metal fabrication and petrochemicals. The appendix provides a sample listing of current Canadian joint ventures in Thailand.

Today, investments from Japan, the U.S., Taiwan, Hong Kong and the U.K. are dominant. By comparison, Canadian investment in Thailand has been modest, representing only a small portion of net inflow of foreign investment in Thailand. As of 1989, Statistics Canada showed a relatively modest estimate of \$14 million in actual Canadian direct investment in Thailand. Over the past five years however, twenty-five Canadian investment projects have been approved by Thai authorities, representing over \$120 million of potential investment.

Two arrangements are in place to facilitate Canada-Thailand investment relations: a Foreign Investment Insurance Agreement to protect Canadian investment in Thailand, and a double taxation agreement.

3.3 Export Marketing Efforts

Canada's export marketing efforts in Thailand are supported through a number of federal government programs and activities. In fact, there is an active trade development program, including growing co-operation with the Bangkok-based Thai-Canadian Chamber of Commerce and trade missions and visits focusing on the priority sectors.

In recent years, the frequency of Thai and Canadian federal and provincial ministerial visits has grown. There has also been a dramatic increase in the number of business visitors between the two countries. The Canadian Embassy in Bangkok assists over 1000 business visitors annually. Trade missions have been arranged by the federal and provincial governments, and private sector agencies such as the Canadian Manufacturers Association and Boards of Trade.

As part of the federal trade development program, market surveys which provide Canadian business with a profile of specific sectors in

Thailand are produced on a continuous basis. The following surveys are available from EAITC:

Aerospace Industry	1990
Agriculture Section & Agri-Food Industry	1989
Aquaculture	1990
Autoparts Sector	1988
Bottled Water	1991
Canadian Consulting	1988
Capital Projects	1988
Computer Hardware & Software	1988
Environmental & Safety	
Protection Equipment	1990
Power Generation & Transmission	updated
Pulp & Paper	1990
Sources of Financing	1989
Telecom Sector	1991

The Program for Export Market Development (PEMD), designed to stimulate economic growth in Canada by assisting individual firms with various types of export promotion activities, has been well utilized in Thailand. Many Canadian businesses have seized upon Thailand's rapidly expanding economy as an opportunity to diversify their markets and have taken advantage of PEMD. Since 1980, over CDN \$3 million has been spent on 458 approved projects. Sales generated as a result of PEMD grants since the inception of the program in the early 1970's, have totalled \$41 million.

Some of the trade promotion activities undertaken in the last few years include: a Solo Canadian High Technology trade show in Bangkok (January, 1991) where the focus was on environment, power, transport; participation in Thai Telecom (August, 1991); the touring of a Thai journalist and TV crew in Canada to report on Canadian environmental technology (Fall, 1990); participation in the Thai Industrial Equipment trade show (May, 1990); the support of the Thai-Canadian Dairy Demonstration Farm in Chiang Mai (inaugurated in February, 1991); and incoming buyers from Thailand to the National Petroleum Show in Calgary to promote our oil and gas sector. More recently, regional ASEAN-wide promotional efforts have included Thailand, in the areas of airport systems, rural telecommunications, aquaculture, and remote sensing.

In 1984, the Canadian Manufacturers' Association (CMA) instigated a Co-operation Agreement with the Federation of Thai Industries to facilitate the exchange of commercial information and to raise awareness among Canadian and Thai business communities of opportunities for co-operation. The CMA has undertaken missions in Thailand to assist Canadian firms to identify potential partners and to assist members entering the Thai business environment.

The Asia Pacific Foundation also has an interest in Thailand within the context of the Asia Pacific region. Its mandate is to create cultural, educational and economic programs that strengthen Canada's involvement in the region. Several of the business activities which the APF has been involved with in Thailand include:

- In March 1992, with the sponsorship of the APF, delegates from Thailand participated in GLOBE'92;
- In November 1990, the President of the APF visited Thailand as the keynote speaker at the 18th International Conference of the Pan Pacific and Southeast Asia Women's Association, and signed an agreement with the Thai-Canada Economic Co-operation Foundation;
- In 1991, representatives from Thailand attended the Pacific Rim Opportunities Conference (PROC VII) in Calgary with the co-sponsorship of the APF and the PBEC Canadian Committee.

The Thai-Canadian Business Club was established in 1988 in Bangkok. The club acts as a forum where views and information are exchanged and commercial relations are promoted and developed. The Club evolved into a Thai-Canadian Chamber of Commerce in 1991 and boasts over 300 members. It currently publishes a bi-monthly magazine entitled Thai-Canadian Business which is distributed in both countries. The publication of a Directory of Canadian Business in Thailand in 1989 and again in 1991, is another sign of the positive development in commercial relations between the two countries.

3.4 Export Financing

The Export Development Corporation (EDC) is Canada's official export credit agency, providing export credit insurance, loans, loan guarantees, and other financial services that support Canada's export community. Within the ASEAN region, the EDC considers Thailand a target market and is interested in expanding business activity in connection with the rapidly increasing Canadian export opportunities in Thailand. The EDC's medium to long-term lending program is available to support Canadian exports to both the public and private sectors in Thailand. In addition, all of the EDC's insurance programs, including provision of insurance against non-payment due to political and commercial risks, are available for export sales to Thailand.

The EDC's financing activity in Thailand has been largely to the public power sector in support of Canadian boiler sales to the Electricity Generating Authority of Thailand (EGAT). However, the EDC has also extended loans to private firms, most recently in the pulp and paper sector. Currently, the EDC has three U.S. \$25 million general purpose lines of credit established with three major Thai commercial banks: Krung Thai Bank, Siam Commercial Bank and Thai Farmers Bank. These lines of credit are available to support Canadian export transactions of differing size from various sectors. In addition to the lines of credit, the EDC is currently considering a number of transactions for financing with a total value of over \$1 billion in the telecommunications, transportation, energy and pulp & paper sectors. The EDC's head office is in Ottawa, Ontario and regional offices are maintained across Canada.

4

Development Assistance

Canada's development assistance efforts in Thailand are channelled through a multitude of programs. Their focus is to assist Thailand in the transition from an agricultural to an industrialized economy. In the process, Canada seeks to foster a wide range of links with Thailand which will endure and create a partnership of mutual benefit between the two countries. The Canadian International Development Agency's (CIDA's) Bilateral Program has been the major source of funding for projects in Thailand since 1981. Other CIDA programs in support of non-governmental organizations, the Canadian private sector and other international and multilateral agencies represent the balance of Canada's aid related efforts in Thailand.

4.1 Bilateral Program

Re-established as a core program in 1981, the Thailand program has met with much success. It was formulated with a view to the long-term

evolution of the Thai economy. From the outset, the program strategy made development a priority, yet foresaw the possibilities for economically viable partnerships between the private sectors of both countries. The goal of the program is to create self-sustaining mechanisms aimed at broadening co-operation and economic links between the two countries.

The Economic Co-operation Agreement, signed between Thailand and Canada in July 1988, is effectively designed to complement Canada's development assistance program in Thailand. It provides a broad framework for Canada-Thailand economic, commercial, development and trade co-operation over the long-term and a mechanism for the transition to a non-aid based collaborative relationship between Canada and Thailand.

CIDA's Program in Thailand now focuses on: institutional linkages and human resources development; private sector development; and environmental and natural resources development.

TABLE VIII **DISBURSEMENT PROFILE:**
CANADA'S DEVELOPMENT ASSISTANCE PROGRAM
(\$ CDN millions)

CHANNELS	1984/85	1989/90
A. Government-to-Government (Bilateral Program)	7.24	20.31
B. Mission Administered Fund	-	0.45
C. Institutional Co-operation and Development Services Program	0.29	1.42
D. Non-Governmental Organizations Program	0.43	0.66
E. International Non-Governmental Organizations Program	-	-
F. Industrial Co-operation Program	2.60	2.21
G. International Humanitarian Assistance Program	2.46	1.88
H. Food Aid	-	-
I. International Development Research Centre	2.30	3.11
J. Petro-Canada International Assistance Corporation	6.69	2.07
K. International Centre for Ocean Development	-	-
L. Provincial Government Contributions	-	-
TOTAL	22.02	32.11

Source: CIDA

Disbursements under the bilateral program increased from \$6.4 million in 1983-1984 to \$25 million in 1990-1991.

During its first five years, Canadian assistance to Thailand focused on alleviating rural poverty. To date, approximately \$70 million of program funds has been allocated to self-help efforts of villages in designated poverty areas. Most of these projects are now in the final stages of implementation, although certain initiatives may need continued support in subsequent stages.

Two large rural development projects which will consolidate efforts in this area, are the Community-based Integrated Rural Development Project II and the Local Development Institute. The latter project will be under royal patronage and will advise the Thai government on rural development policies and programs.

Institutional Linkages and Human Resources Development

Given the new personnel and training requirements resulting from Thailand's economic restructuring, approximately \$70 million has been specifically dedicated to programs in support of public sector management and institutions; these include the Rattanakosin Scholarship Program and two large Thai-Canadian programs to support key organizations involved in human resource policy and skills development.

As an associate member of the Southeast Asia Ministers of Education Organization (SEAMEO) since 1988, Canada has assisted in the development of Integrated Community-Based Human Resource Development projects in the region. With continued sponsorship from CIDA in 1990 of CDN \$8.3 million, Phase II of SEAMEO-Canada Co-operation began. By promoting institutional linkages between SEAMEO Centres and Canadian universities and colleges, and by providing technical assistance and training, it is anticipated that the institutional capacities of the SEAMEO Centres will be strengthened and their strategic management capabilities enhanced during this second phase of co-operation.

Private Sector Development

In keeping with emerging Thai policies and the country's increased industrialization, Canada will provide approximately \$36 million in programs aimed at the development of Thailand's industrial base. The focus of the industrial development

program is the Enterprise Collaboration Program which helps develop Thailand's industrial sector, increase collaboration, joint ventures, and commercial transactions between the Thai and Canadian private sector. Further, it provides a basis for sustained partnerships in industrial activities. Assistance to small and medium-sized business enterprises in the north and northeast of Thailand is also an important feature of two programs in this area.

In parallel, CIDA's Industrial Co-operation Program effectively complements the trade enhancement programs being implemented through the bilateral Branch. The program currently provides approximately \$2 million a year in assistance to Canadian firms pursuing major contracts, joint ventures and other business arrangements in Thailand. Canadian firms receive funding for feasibility, viability and starter studies which support of capital projects. Funding is also provided for investment missions and business seminars. Between the two programs, Thai and Canadian firms have access to significant financial assistance in their collaborative efforts.

Environmental and Natural Resources Development

More than \$40 million is allocated to initiatives in environment and natural resources management. A \$10 million sectoral program is planned in support of environment policy development and planning and information systems for better resource management while \$5 million supports energy policy formulation and implementation activities of the National Energy Policy Office. The Royal Development Study Centre at Kung Krabaen Bay concerned with coastal zone environmental management has been established with financial and technical assistance from Canada.

4.2 Special Programs

Development assistance is also reaching Thailand through various special programs implemented by CIDA as well as through Canadian participation in international and multilateral programs.

Approximately \$2.0 million was disbursed through CIDA's Special Programs Branch in 1989/90 for projects involving non-governmental organizations, institutions and co-operatives in Thailand. Canada also made some contributions

to development assistance in Thailand through established multilateral programs of the United Nations, the International Committee of the Red Cross and international financial institutions.

4.3 Canada-ASEAN Program

Thailand is also host to a number of projects and activities pursued under the ASEAN-Canada Development Co-operation Program, including the Grain Post-Harvest Project (\$3.3 million), the Forest Tree Seed Centre Project (\$9.4 million), the Solar Energy Drying Processes Project (\$4.7 million) and the Asian Institute of Technology (AIT) Partnership Project (\$14.2 million). Total CIDA disbursements for development co-operation programming in the ASEAN region since its inception have reached over \$20 million; approximately \$12 million is spent annually; Canadian colleges and universities are involved in linkage arrangements.

4.4 International Development Research Centre (IDRC)

The IDRC supports research and development activities in developing countries such as Thailand, by providing financial assistance for research activities identified and carried out by local scientists and universities. The IDRC has supported more than 283 scientific research projects in Thailand for total disbursements of approximately \$35.3 million. In 1992, a total of 94 projects were implemented. The IDRC maintains a regional office in Singapore.

5

Framework for Co-operation

5.1 Agreements and Arrangements between Canada and Thailand

A number of agreements currently provide the basic infrastructure for economic and commercial relations between Canada and Thailand.

A Modus Vivendi, in the form of an Exchange of Notes, was concluded in 1969, which makes provision for reciprocal most-favoured nation treatment in all matters respecting customs and import/export related charges, regulations and requirements.

A series of Memoranda of Understanding (MOU's) have been signed since 1978 regarding the export of certain textile products from Thailand for import to Canada. These successive arrangements, valid for periods of three to four years, have provided for the implementation of an Export Authorization System by the Government of Thailand and quantitative restrictions on textile products originating in and exported from Thailand.

The Agreement on Development Co-operation between Canada and Thailand, which came into force in January 1983, outlines a framework for development co-operation between the two countries. Previously, Canada's efforts in Thailand were directed under the technical co-operation programs of the Colombo Plan.

At the same time, Canada and Thailand signed an agreement in the form of an Exchange of Notes for the promotion and protection of investments between the two countries. The main purpose of the agreement is to lessen the risk for the Government of Canada, through its insuring agency (the Export Development Corporation), of providing insurance covering loss of overseas investment by reason of inconvertibility, expropriation, nationalization or war, revolution and insurrection. The Agreement is designed to facilitate the EDC's investment insurance program in Thailand and to increase Canadian investment interest.

The Convention for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion

with Respect to Taxes or Income between Canada and Thailand was signed in April 1984 and came into effect in July 1985. The Convention serves to eliminate double taxation of individuals and companies of one state who do business or earn income in the other and is designed to encourage trade and investment between the two countries and to enhance the nature and scope of bilateral economic relations.

A new Air Services Agreement was reached by Canada and Thailand in October 1988. Expanding a bilateral accord negotiated in 1986, the agreement provides the two countries with greater opportunities to develop scheduled services across both the Pacific and Atlantic oceans.

In July 1988, Canada and Thailand ratified the Treaty on Co-operation in the Execution of Penal Sentences which was signed in 1983. The Treaty allows for the repatriation of prisoners to serve the balance of their sentences in their country of origin.

Finally, the Agreement on Economic Co-operation signed in July 1988, was designed to promote greater economic, commercial, industrial and human resource development co-operation between Canada and Thailand. It provides a framework for specialized endeavours in priority sectors and institutional links. The agreement also provides for the establishment of a bilateral Economic Commission to facilitate co-ordination and consultation between the two governments, as well as a Project Review Committee to exchange information at an early stage on significant public and private sector capital projects. Canada is Thailand's first trading partner with which a broad economic co-operation agreement has been concluded. In effect, this agreement constitutes a prototype for both Canada and Thailand to enter into similar agreements with other countries.

In a regional context, Canada and Thailand are signatories to the Agreement between Canada and ASEAN on Economic Co-operation which came into effect in June 1982. Under the agreement, the Joint Co-operation Committee (JCC) was formed to promote and enhance industrial, commercial and

development co-operation between ASEAN countries and Canada.

As Pacific rim countries, Canada and Thailand also share membership in APEC.

5.2 Other Areas of Co-operation

A number of initiatives, identified as priority areas by Canada and Thailand in the Economic Co-operation Agreement, are currently in place. Several of these have been pursued through CIDA or involve financial support from CIDA, while others involve more direct co-operation between Canadian and Thai government departments.

Agriculture

Agriculture Canada is pursuing initiatives in Thailand as identified in Canadian industries' Agriculture Industrial Marketing Strategy (AIMS).

A number of missions related to livestock development and dairy management, both incoming and outgoing, took place in 1988 and 1989. These activities led to a noticeable increase in Canadian exports of dairy bull semen to Thailand (the Canadian market share rose from 10 per cent in 1988 to 45 per cent in 1989). Initiatives may also be taken to promote Canadian swine and beef production and to explore opportunities to market processed foods and animal feeds in Thailand. In this connection, Agriculture Canada undertook a Canola mission to Thailand in March 1990. Thailand was represented at the International Dairy Congress held in Montreal in October, 1990.

In 1990, a Memorandum of Understanding (MOU) was signed with the Thai Department of Livestock Development by Shore Holstein International Ltd., Semex Canada/International Livestock Management School and CIDA for the establishment of a Dairy Herd Demonstration Project, evaluated at \$2.5 million, and involving the sale of live cattle, semen, embryos, and the provision of training and technical assistance. Connected with this project, an animal health protocol agreement between Canada and Thailand was approved in 1990 for the export of live dairy cattle and embryos from Canada.

Agriculture Canada, Ontario Ministry of Agriculture and Food, and the Canadian Livestock Exporters Association sponsored two technical dairy seminars in Thailand in 1992. The seminars focused on the positive results coming out of the Dairy Herd Demonstration project. The Holstein Association

of Canada is pursuing discussions with their Thai counterpart on adapting Canadian classification and record management software systems to meet the needs of the Thai dairy industry.

The draft terms of reference for the Joint Agriculture Committee have been prepared. These are expected to be endorsed by the Bilateral Economic Commission in 1992. These consultations involve the possible accreditation of Thailand's inspection system for fresh fruits and vegetables, processed fruits and vegetables and dairy products. Also proposed is an official link between the Canadian Veterinary Medical Association and the counterpart, Thai Veterinary Medical Association, for co-operative work in areas of practical training and continuing education.

Representatives from the provinces of Ontario, Quebec, British Columbia and Alberta visit Thailand regularly on agricultural missions. In addition, the Province of Manitoba organized a swine mission to Thailand in March 1990.

Fisheries

The Department of Fisheries and Oceans (DFO) has participated in CIDA's Northeast Fisheries Project in Thailand since its inception in 1984. This project is designed to increase fresh-water fish production and support the administration of the Thai Department of Fisheries. DFO provides technical expertise and training.

The department has also played a role in CIDA's Food Aid Program, which included the inspection, in 1988/89, of 990 tonnes of canned herring destined for Thailand under the United Nations Border Relief Organization (UNBRO).

In June 1988, Canada and Thailand signed a Memorandum of Understanding (MOU) regarding the Inspection of Canned Tuna which provides assurance that canned tuna products from Thailand will meet Canada's requirements and will minimize the need for extensive sampling.

This MOU, re-written and re-signed in November 1991, contains separate Annexes covering canned tuna and frozen shrimp. The new structure of the MOU allows the addition or deletion of product types without the need to re-negotiate the MOU of 1991.

Subsequent inspections of the tuna canneries covered under the 1988 MOU were carried out at the end of February 1992 by DFO and all preferred status plants met the established criteria. Thailand's Department of Fisheries has been inspecting these firms every six months.

A DFO Inspection Team will be in Thailand in March 1992 to carry out inspections of frozen shrimp processors as part of the revised 1991 MOU.

Natural Resource Management

More than \$20 million was dedicated to CIDA projects directly related to the management of natural resources between 1983 and 1991. On-going and planned projects valued at approximately \$4 million include technical and training assistance toward the implementation of a national planning process for natural resources management in Thailand. (CIDA supported the upgrading of Thailand's National Remote Sensing Program through the Landsat project the upgrading of Thailand's satellite ground station to enable reception from the Landsat Thematic Mapper and SPOT sensors).

The Geological Survey of Canada (GSC), with financial backing from CIDA (\$15.5 million over 7 years), has been involved in an extensive airborne geophysical survey of Thailand funded through the Asian Development Bank. The GSC has been responsible for the technical specifications and monitoring of the survey performed by a Canadian company. Technical assistance continues in data processing and interpretation and training to strengthen the planning and resource development capability at the Thai Department of Mineral Resources.

Trainees from the Thai Department of Mineral Resources have had an opportunity to study in Canadian universities and to review the systems of mineral industry statistical compilation and mineral commodity tracking of the Mineral Policy Sector of Energy, Mines and Resources Canada.

Transportation

In 1986, Transport Canada launched a five-year \$10 million program to assist developing countries in meeting international obligations related to civil aviation security. This involves the provision of needed equipment, technical assistance and training. Thailand has expressed an interest in receiving assistance but an agreement to proceed with the project between CIDA, the sponsoring agency, and the Thai government has yet to be signed. Air Traffic Controller training was completed in October 1987. No new training is forecasted for the near future.

CIDA has also sponsored 18 trainees from Thailand to attend courses provided by Transport Canada's Training Institute in Cornwall, Ontario on

air traffic control as well as to participate in related short-term practical training.

In addition, in November 1989, members from Canada's Airport Task Force visited Bangkok to gain experience in dealing with international transit passengers in Thailand.

In 1992, the Asia Pacific Foundation organized and hosted the Canada-Asia Transport and Trade Forum. Bringing together Canadian executives from the transportation sector with their counterparts from countries in the Asia Pacific region, the conference hoped to shape a new shared vision for transportation and trade in Canada and the Asia Pacific region.

Communications

The Department of Communications (DOC) has been very active in its marketing efforts in Thailand as well as in other Southeast Asian countries. Since 1985, DOC has sponsored several trade and technical missions to and from Thailand in collaboration with External Affairs and International Trade Canada and CIDA.

Thai officials have visited Canada regularly for training in areas of Canadian expertise such as spectrum management. High-level Thai officials have also participated in training sessions at the Telecommunications Executive Management Interchange Centre (TEMIC). This Centre, funded by the Government of Canada and the private sector, provides training in the management and use of telephone and communications systems for representatives of developing countries. Alberta Telecommunications International as well as B.C. Tel's Telecommunications Services International have also provided training and technology in their sector of expertise to Thailand. The Thai government policy to speed up the country's telecommunications services through private sector equity participation may provide opportunities for Canadian companies to penetrate the communications sector.

Defence

The recent accreditation of a Canadian Forces Attaché to Thailand has helped stimulate bilateral co-operation in the area of defence. An agreement has been approved covering participation by Thai military personnel in Canada's Military Training Assistance Program (MTAP). This agreement establishes the legal, financial, security and administrative arrangements under which Thai military personnel are trained in Canada under the MTAP.

A number of high-level visits in 1989 and 1990 have demonstrated the mutual interest shared between Canada and Thailand in the defence and security sector. These include a visit by the Associate Minister of National Defence, the Honourable Mary Collins, to Thailand in August 1989, visits to Canada by the Royal Thai Army Deputy Commander-in-Chief in July 1989 and by the Chief of Staff of the Royal Thai Army Training Command in April 1990, plus exchange visits by Canadian and Thai national defence colleges in 1989 and 1990. A Thai Armed Forces Administrative mission also took place in August 1990, and the Thai National Defence College visited Canada in May, 1992.

Institution Building and Education

A number of projects under CIDA's bilateral program are designed to promote links between Thai and Canadian institutions.

A number of Canadian public policy research institutions and universities have established links through joint research with the Thailand Development Research Institute (TDRI). TDRI has undertaken projects with the Conference Board of Canada, with IRPP, with former Canadian Economic Council as well as with Queen's and other Canadian Universities. Canada's support and involvement with TDRI has helped to raise Canada's profile enormously in Thailand and the ASEAN region.

Institutional support is also provided through CIDA to the National Economic and Social Development Board (NESDB) in its dual role as the central planning agency and economic policy adviser to the Thai Cabinet, as well as to the Department of Technical and Economic Co-operation (DTEC), the agency co-ordinating the inflow of development assistance in Thailand.

External Affairs and International Trade Canada's Academic Relations Program assists Canadian Studies development in Thailand through short study visits to Canada by academics wishing to develop and teach courses about Canada. Canadian studies courses have been generally developed in the fields of the social sciences, humanities, business, economics and law. This program has the potential to generate links among academics from Canada and Thailand and increase knowledge and awareness of Canada in Thailand.

During 1989, the Alberta government provided a \$10,000 grant to Chulalongkorn University in Bangkok to support its Canadian Studies Program. EAITC provided further support to this program

in 1990 and a contribution of \$10,000. Since 1983, a University Library Book Donation Program has provided a large number of books and pedagogical materials about Canada to Thai academics to support Canadian studies activities.

Canada is an associate member of the Southeast Asian Ministers of Education Organization (SEAMEO) and in 1991 funded the Jasper/SEAMEO Silver Anniversary Fellowship which enables selected scholars to carry out research projects.

The Asia Pacific Management Cooperative Program at Capilano College in North Vancouver, which is partially funded by the Asia Pacific Foundation, matches Canadian and Asian employers with prospective management trainees. Some of the students on this program have done their professional placements in Thailand and have studied the Thai language.

The Canada-Thai Alumni Association has a large membership of over 200 paid members and is well on its way to maturity. It has implemented Canada fund projects, co-sponsored a scholarship project with Columbia International school in Hamilton and manages the Academic Resource Centre, which is very popular.

CIDA's \$8 million Institution Linkages Program has provided a strong base of arrangements between Canadian and Thai institutions and universities. Approximately 14 projects have been implemented.

In 1992, Canada's Human Resource Development Policy and Institutional Linkages Program lent support to Thailand's development priorities of developing human resources and fostering long term institutional linkages.

Additional Areas

Canada is actively involved in bilateral anti-narcotics and law enforcement co-operation with Thailand. The Royal Canadian Mounted Police (RCMP) has provided police assistance to Thailand since 1983, including training of Thai police personnel in Canada under the Observer Attachment Program; at the Canadian Police College; and on-site training to all major Thai drug enforcement agencies under the National Drug Strategy. Senior Thai police officials have also made operational visits to Canada to promote co-operation in the area of intelligence and ongoing operations. The Solicitor General of Canada, the Honourable Pierre Blais, also visited Thailand in November 1989.

Since 1984, Revenue Canada (Customs and Excise) has offered extensive assistance to Thailand,

both through departmental resources and resources available through CIDA's Management for Change Program. Technical assistance was provided in 1984 in the area of indirect tax administration methods and procedures within the context of the Canada-ASEAN Co-operation Agreement. Subsequently, Revenue Canada provided technical expertise to the Thai Department of Excise in the areas of operation and administration and laboratory services.

In addition to strongly promoting gender and environmental issues, the framework for co-operation will involve good governance and human rights issues. Seminars on these topics will be held in collaboration with the Canadian Institute on Governance.

5.3 Provincial Co-operation

Provincial initiatives in Thailand have mostly taken the form of trade missions, often with the participation of ministers.

British Columbia's interest has so far focused on housing and agri-business and more recently, efforts have been directed at establishing educational links between Thailand and the province. The B.C. Ministry of Education has developed in conjunction with officials at St. John's College in Bangkok, a program whereby four B.C. Secondary school students study at the school for 3 months. In 1991, a 4 week summer school program was established at Chulalongkorn University. Thailand participated as feature country in the Pacific National Exhibition held in August and September 1990 in Vancouver.

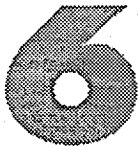
Alberta has been one of the more active provinces in Thailand with regular ministerial visits and trade missions. Education co-operation at the post-secondary level between Alberta and Thailand also dates back more than 20 years. The Alberta Government has made technical expertise available to Thailand in the area of telecommunications through Alberta Telecommunications International, and in the oil and gas sector. In particular, the Ministry of Economic Development in collaboration with PCIAC has funded sessions for Thai professionals at the Alberta Summer Institute for Petroleum Industry Development. A total of 22 professionals have participated in this program since 1983. The Alberta government has also provided funding to Chulalongkorn University in Bangkok for its Canadian Studies Program. A number of colleges and universities in the province are also involved in collaborative projects with

institutions in Thailand and provide technical expertise and training. In the area of development assistance, the Alberta government has provided grants totalling approximately \$0.6 million since 1982 to fund rural development projects in Thailand through matching grants from non-governmental organizations.

The province of Saskatchewan has undertaken various activities in Thailand through their Hong Kong office. Minister of Trade and Investment Robert Andrew visited Thailand in February 1989. The province intends to increase attention in the short-term to trade opportunities in Thailand, initially in the area of potash. The Saskatchewan Research Council and the University of Saskatchewan are associated with the Thai Department of Industrial Promotion and a local firm in a project involving the transfer of technology and expertise to small and medium-sized enterprises in Thailand.

Ontario has undertaken general agricultural trade missions to Thailand as well as sponsoring incoming missions in specialized fields (i.e. live-stock). Hydro Ontario has an active co-operation agreement with the Electrical Generating Authority of Thailand. The agreement provides for the transfer of technology and technical expertise and other commercial endeavours. Ontario's interests in Thailand are covered by an Ontario trade and investment advisor located in Bangkok. Several major projects are underway in Thailand developed by Ontario architectural firms. Canada's foremost national exhibition, the CNE, featured Thailand as its guest nation in August 1989.

The province of Québec has also been very active in Thailand, sponsoring on average two trade missions each year and providing financial assistance to a number of companies interested in marketing their products and expertise in Thailand. The Institut de recherche en électricité du Québec has a co-operation agreement in place with the Electrical Generating Authority of Thailand similar to that of Hydro-Ontario. The Québec government is also offering a few merit scholarships to Thai students in areas of scientific or economic co-operation. In addition, an exemption on differential fees to be granted to 10 Thai students attending Québec universities has been arranged. Finally, a number of co-operative research projects are under way between universities in Québec and Thailand in the areas of humanities, medical sciences and nutrition.



Conclusion

Economic and trade relations between Canada and the Kingdom of Thailand have grown rapidly over the last decade. Canada's development assistance programs in Thailand through the Canadian International Development Agency have played a central role since the early 1980's in shaping bilateral relations. In recent years CIDA has focused on institution building and private sector linkages.

The new focus given to development assistance programs was designed to bring the two countries together as strong economic and industrial partners, and to complement the government's traditional export promotion efforts. As this full partnership is being realized, and as Thailand continues to grow in wealth and prosperity, the Canadian aid program will gradually be scaled down in favour of a mature bilateral relationship.

Thailand's exceptional social and economic growth make it a potentially valuable trading partner. Two way trade between Canada and Thailand has nearly quadrupled since 1986, making it Canada's second most significant trading partner in ASEAN.

While the level of trade between Canada and Thailand has increased dramatically in absolute terms over the last decade, it has remained fairly

static as a percentage of total trade for each country. Canada receives 1.5 percent of Thai world exports, while 0.3 percent of Canada's export shipments go to Thailand. Increasing participation, however, in cultural exchanges and accelerated frequency of visits by Royal family members, Ministers, Senior officials and business people provides evidence of the greater importance Thais and Canadians place on strengthening links between the two countries. Recent commercial activity between the countries as well as further efforts to liberalize economic policy by Thailand indicate that Canada and Thailand will be able to make major strides in increasing the importance of their trade relationship.

As such, a solid base exists to enhance economic relations. The Economic Co-operation Agreement signed in July 1988 provides a broad framework for venturing into new areas of co-operation. The bilateral economic commission created under this agreement provides the forum for both countries to focus and dedicate resources to cooperative ventures. Canada's status as a dialogue partner in ASEAN, and the membership of both countries in APEC allow for further opportunities for continued contact and co-operation.

Appendix A

CANADA-THAILAND BUSINESS VENTURES

A. A SAMPLE LISTING OF CANADIAN INVESTMENTS AND JOINT VENTURES IN THAILAND

COMPANY	ACTIVITY
Alcan Siam Limited	Producer of aluminum sheet and foil; acquired from Reynolds in 1983. The company is owned 85 per cent by Alcan and 15 per cent by local investors.
Aqua Marine	Agency agreement with Bangkok Motorworks.
Art Bronzes International Ltd.	Joint venture to produce artistic bronze castings of works by Canadian artists in limited editions to be marketed in North America and Europe.
Bata Shoe Company of Thailand Ltd.	Longest standing Canadian investment in Thailand; company first established over 50 years ago. Recently expanded production facilities in Thailand which uses Canadian-made shoe-making equipment.
Champion Road Machinery Ltd.	Licensing agreement to Champthai Company Ltd. assembly of road graders for the domestic market.
Ganong Limited	Joint venture between Ganong Brothers Limited of St. Stephen, New Brunswick, and Rubia Industries (a subsidiary of Berli Jucker) to manufacture and export top quality confectionery products to North America.
Imperial Flavours Inc.	Three joint venture agreements with Prachaub Fruit Company, Tipco and Samroyed.
Laemthong Protein Foods Co. Ltd.	Joint venture between Protein Foods Ltd. and Laemthong through which technology has been transferred for chicken deboning and production of processed chicken products.

Lassond Industries Inc.

Joint venture between the Thai Pineapple Co. Ltd, and Lassonde Industries Inc. for technical transfer to produce tropical juice marketed in Canada and in South Asia.

LVM TECH

LVM TECH has entered into a joint venture with Chula Unisearch (which belongs to Bangkok's Chulalongkorn University), for the establishment of a quality assurance and material testing laboratory in Thailand.

Medigloves Co. Ltd.

Joint venture between a private Canadian investor and Thailand's Mah Boon Krong Group to produce surgical gloves for export.

Metofab (Asia) Company Ltd.

Joint venture between Metofab Inc. of Montreal, Yong Hong Seng Company Ltd. of Bangkok and Ventures International of Bangkok; established to begin production of aluminum railings and related products.

Nikkei Thai Aluminum Co. Ltd.

Producer of aluminum extrusions. Owned 75 per cent by Nippon Light Metal Company (N.L.M.) of Japan; 10 per cent by Alcan of Montreal; and 15 per cent by Siam Commercial Bank. (NLM is owned by The Aluminum Company of Canada Ltd.)

Pherm Pong Fishery Co. Ltd.

Baht Industries Inc. of Vancouver owns 40 per cent of this shrimp hatchery and farm in Phuket. Baht Industries represents the interests of 20 private Canadian investors.

Plastiques Eaton

Joint venture with Kamaya Kogyo of Japan and the Saha Group in Thailand

Pronto Auto Repair

Licensing agreement with Tri Mitr Industry and Engineering Co.

Poonpipat Finance and Securities Co. Ltd.

The Bank of Nova Scotia Group has a 25 per cent equity investment with management participation in Poonpipat. In addition to regular finance company activities, Poonpipat maintains a seat on Thailand's stock exchange and offers full brokerage company services.

Samroyod Corporation Ltd.

Joint venture between Imperial Flavours Inc. of Toronto and Samroyod for the manufacturing and marketing of tropical fruit products and juice concentrates.

Seagram (Thailand) Ltd.

Joint venture with the Tejapaibul Group, one of the largest alcohol producers in Thailand; manufacture wine coolers and ensure marketing co-operation of Seagram's products in Thailand.

Trade Facilitation

Supply contract with Pisitichai, established to assist in finding Canadian markets for Thai exports.

Vencor Co., Ltd.

Vencor is a joint venture between J.K. Industrial Services and Mediterranean Engineering, both of Edmonton, Alberta, and Vatana Phaisal Engineering Co. Ltd. Established in 1989 to design and produce specialized mechanical devices for industrial use.

B. LOCAL COMPANIES WITH CANADIAN CONNECTIONS

Alex Fedoruk

Consultant in the natural resources sector working with international development agencies.

The Canadian Corporation

Company representing several overseas suppliers in the Thai market including Pratt & Whitney and Okanagan Helicopters Limited.

Canam Pacific Company, Ltd.

Company established in 1988 to manufacture LCD digital alcohol breath-testing devices, for personal and professional use, including by-law enforcement agencies.

Colton Textile Company

Company formed in 1986 to operate a textile yarn spinning mill.

Maximus Aviation Company, Ltd.

Company formed to act as general sales agent for Nationair Canada.

Sage Trading Ltd.

Consultant in the petroleum, energy, agricultural and education sectors.

Siam Canadian Trading Company Ltd.

Company formed to export Thai food products to Canada and other markets.

C. CANADIAN REPRESENTATIVE OFFICES IN THAILAND

Bank of Nova Scotia

Representative banking office established in 1980.

Burns Fry Investment Management Ltd.

Far East representative is resident in Bangkok. Burns Fry is a Toronto-based financial services firm.

Canadian Airlines International

Operates direct flights to Canada.

Chubb Electronics Asia

Office established in 1990 to promote Chubb's electronic security access equipment.

SNL Lavalin International Inc.

Lavalin International of Montreal maintains this office to market engineering consulting services in Thailand.

Environmental and Social
Systems Analysts Ltd. (ESSA)

ESSA provides a wide range of systems analysis techniques in the field of environmental research, assessment and management.

Appendix B

USEFUL ADDRESSES

IN THAILAND:

The Board of Investment (BOI)
555 Vibhavadi Rangsit Rd.
Bangkok 10400
Tel: 270-1400-23
Fax: 280-0892; 280-1860

Board of Trade Thailand
150 Rajbopit Road
Bangkok
Tel: 221-055; 221-9350; 222-9031
Fax: 225 3995

Canadian Embassy
The Boonmitr Building
11th Floor, 138 Silom Road
P.O. Box 2090
Bangkok 5
Tel: 234-1561/8
Fax: 236-7119 (Commercial Division)

Canadian Group of Thailand
P.O. Box 1181
Nana Post Office
Bangkok 10112
Thailand

The Industrial Finance Corporation
of Thailand (IFCT)
1770 New Petchburi Road
Bangkok 10310
Tel: 253-711; 254-8050; 255-3995-9
Fax: 253-9679; 253-4677

Ministry of Commerce
Department of Foreign Trade
Sanamchai Road
Bangkok 10200
Tel: 223-1481-5; 225-1315-29

Thai-Canadian Chamber of Commerce
19th Floor, CP Tower
313 Silom Rd.
Bangkok 10500
Tel: 231-0891/2
Fax: 231-0893

IN THE REGION:

Asia Pacific Foundation of Canada
(South East Asia Office)
80 Anson Road #15-02
IBM Towers
Singapore 0207
Tel: (65) 225-7346
Fax: (65) 222-7439

Canada-ASEAN Centre
80 Anson Road #15-02
IBM Towers
Singapore 0207
Tel: (65) 225-7346
Fax: 222-7439

International Development
Research Centre (IDRC)
Regional Office
Tanglin P.O. Box 101
Singapore 9124
Tel: (011-65) 235-1344

IN CANADA:

ASEAN-Canada Business Council (ACBC)
of the Canadian Chamber of Commerce
55 Metcalfe Street
Ottawa, Ontario
K1P 6N4
Tel: (613) 238-4000
Fax: (613) 238-7643

Asia Pacific Foundation of Canada
Suite 666, 999 Canada Place
Vancouver, British Columbia
V6C 3E1
Tel: (604) 684-5986
Fax: (604) 681-1370

**Canadian International Development
Agency (CIDA)**
Asia Branch (BSA)
Place du Centre, 12th floor
200 Promenade du Portage
Hull, Québec
K1A 0G2
Tel: (819) 994-5586
Fax: (819) 953-3350

Export Development Corporation
Head Office
151 O'Connor Street
Ottawa, Ontario
K1A 1K3
Tel: (613) 598-2500
Fax: (613) 237-2690

External Affairs and International Trade Canada
Asia Pacific South Relations Division (PSR) and
Asia Pacific South Trade Development
Division (PST)
125 Sussex Drive,
Ottawa, Ontario
K1A 0G2
Tel: (613) 996-8199 (PSR),
(613) 992-0959 (PST)
Fax: (613) 996-4309

Royal Thai Embassy
180 Island Park Drive
Ottawa, Ontario
K1Y 2H7
Tel: (613) 722-4444
Fax: (613) 722-6624

Thai Trade Centre
736 Granville Street
Suite 105
Vancouver, British Columbia
V6Z 1G3
Tel: (604) 687-6400
Fax: (604) 683-6775